



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



*Édition du 11 mars 2022*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**ÉDITION DU 11 MARS 2022**

**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ**

**Décision ARS Grand-Est n° 2022 / 0111 du 04 mars 2022** portant renouvellement de l'autorisation de la SAS ELSAN Clinique de l'Orangerie de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg

**Décision ARS n° 2022 / 0112 du 7 mars 2022** portant autorisation de Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE + d'exploiter un deuxième appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire polyvalent de 1,5T à utilisation clinique sur le site de l'hôpital Marie Madeleine à Forbach

**Arrêté ARS n° 2022 - 0943 du 17 février 2022** fixant le montant de régularisation définitive du financement HAD au titre de 2020 après intégration des données au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2020 transmise en LAMDA sur exercice 2021) A verser à l'établissement CENTRE HOSPITALIER EPERNAY, N° FINISS : 510000060

**Arrêtés ARS du 17 février 2022** fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires

**Arrêtés ARS du 17 février 2022** fixant le montant de régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020 Après intégration des données au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2020 transmise en LAMDA sur exercice 2021)

**Arrêtés ARS du 18 février 2022** fixant le montant de régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020 Après intégration des données au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité 2020 transmise en LAMDA sur exercice 2021)

**Arrêté ARS Grand Est n°2022 – 1059 du 4 mars 2022** modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Belair à Charleville-Mézières

**Arrêté d'autorisation conjoint CD / ARS N°2022-1056 du 3 mars 2022** portant cession de l'autorisation relative à l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) LES CEPAGES par le Centre Hospitalier BAR LE DUC au profit du Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel suite à la fusion absorption par le Centre Hospitalier de Bar le Duc du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains Véel nouvellement nommé «Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel »

**Arrêté d'autorisation conjoint CD / ARS N°2022-1057 du 3 mars 2022** portant cession de l'autorisation relative à l'unité d'accueil spécialisé Alzheimer (UA) par le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Véel au profit du Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel suite à la fusion absorption par le Centre Hospitalier de Bar le Duc du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains Véel nouvellement nommé « Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel »

**Arrêté conjoint CD N° 2022 - 06 / ARS N°2022-0002 du 26 janvier 2022** portant transfert de l'autorisation relative au FAM La Sève et le Rameau sis à 51100 Reims, détenue par l'Association La Sève et le Rameau au profit de l'association L'Eveil renommée association Eveil - Sève

**Décision n° 2022-0037 du 24 janvier 2022** modifiant la décision n° 2020-1448 du 22 septembre 2020 portant création d'une unité d'enseignement élémentaire autisme de 10 places sur le Territoire de Sarreguemines par extension de l'IME Le Himmelsberg géré par le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité (GCMS 3S)

**Décision n° 2022-0043 du 25 janvier 2022** modifiant la décision n° 2021-2080 du 28 septembre 2021 autorisant la transformation des places « d'accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation » et les places de « préparation à la vie professionnelle » en places « tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques » et 5 places d'accueil de jour en 10 places de milieu ordinaire pour déficient intellectuel, de l'IME Jeanne SIRLIN à Dannemarie, géré par l'association ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace

**Décision N° 2022-0084 du 2 mars 2022** portant regroupement des autorisations relatives à l'ITEP de BRIEY (OHS) et au SESSAD de BRIEY (OHS) gérés par l'association « Office d'Hygiène Sociale de Lorraine » (OHS LORRAINE), en une autorisation unique de 45 places pour enfants porteurs de troubles du comportement et portant changement d'adresse de l'ITEP de Briey

**Décision n°2022-0095 du 28 Février 2022** modifiant la décision n° 2021-2042 du 30 septembre 2021 portant autorisation de la MAS Les Campanules, gérée par l'ASSOCIATION POUR LES PERSONNES HANDICAPEES à créer une plateforme de services de 10 places fonctionnant en mode expérimental sur l'ensemble du département des Ardennes, destinée à un public handicapé adulte

**Arrêté ARS Grand Est n°2022-1073 du 9 mars 2022** portant modification de composition de la commission locale de l'activité libérale des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg

**Arrêté conjoint ARS N°2022-0916 / DS N°2022 – 000996 du 16 février 2022** autorisant l'extension de 3 places d'hébergement permanent de catégorie Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) et 5 places d'hébergement permanent de catégorie Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) au sein du FAM « Les Horizons » sis à Jury-les-Metz, géré par l'Association Fondation Bompard

**Arrêté ARS Grand Est n°2022-1067 du 8 mars 2022** modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien

**Arrêté ARS Grand Est n°2022- 1068 du 8 mars 2022** relatif à la composition nominative du conseil de surveillance du nouveau Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges »

---

## DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

**Arrêté DREETS/CS n° 001 du 21 février 2022** modifiant l'arrêté DREETS/CS n°351 du 22 novembre 2021 portant fixation du montant de la Dotation globale de financement pour 2021 du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la Fédération APAJH Adresse : 31, Avenue de la République – 52100 – SAINT-DIZIER N° FINESS : 520004193 N° SIRET : 784 579 682 02 746

**Arrêté du 28 février 2022 modifiant l'arrêté du 26 janvier 2022 n° 2022-03** portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est

**Arrêtés préfectoraux n° 2022/127 à n°2022/134 du 9 mars 2022** portant habilitation pour rechercher et constater les infractions au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme

**Arrêté n° 2022-08 du 11 mars 2022** portant subdélégation de signature en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôles et du secrétaire général de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est (compétences générales)

**Arrêté n° 2022-09 du 11 mars 2022** portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôles et du secrétaire général de la Direction régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

**Arrêté n° 2022-10 du 11 mars 2022** portant subdélégation de signature en matière financière ordonnancée dans l'application Chorus DT de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

**Arrêté n° 2022-11 du 11 mars 2022** portant subdélégation de signature en faveur des valideurs Chorus Formulaire de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

**Arrêté n° 2022-13 du 11 mars 2022** portant délégation de signature ,en matière d'actions relevant du pôle « Concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est

**Arrêté n° 2022-14 du 11 mars 2022** portant subdélégation de signature en faveur du chef du pôle « Concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DREETS Grand Est

**Arrêté n° 2022-15 du 11 mars 2022** portant délégation de signature en matière de contrôle administratif des procédures de licenciement collectif pour motif économique et de rupture conventionnelles collectives au sein de la DREETS

---

## **DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES**

**Arrêté préfectoral n°2022/125 du 8 mars 2022** portant création du périmètre des abords des monuments historiques sur le territoire de la commune de Dieulouard (Meurthe-et-Moselle)

---

## **PRÉFECTURE DE LA RÉGION GRAND EST**

**Arrêté préfectoral n°2022/135 du 10 mars 2022** fixant la liste régionale du foncier public (biens Etats et biens Etablissements publics) mobilisable aux fins de logement

**Arrêté préfectoral n°2022/136 du 10 mars 2022** portant modification de l'arrêté préfectoral n°2021-010 du 20 janvier 2021 modifié, portant nomination au comité de bassin Rhin-Meuse

---

## **DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, ET DU LOGEMENT**

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 17 du 7 mars 2022** portant subdélégation de signature

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 20 du 7 mars 2022** portant subdélégation de signature de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional

**Arrêté DREAL-SG – 2022 – 18 du 7 mars 2022** portant subdélégation de signature d'ordonnateur secondaire délégué

**Arrêté DREAL-SG – 2022 – 19 du 7 mars 2022** portant subdélégation de signature d'ordonnateur secondaire délégué responsable de centre de coût

---

## **RECTORAT**

**Arrêté préfectoral n° 2022 / 117 du 4 mars 2022** portant délégation de signature à Monsieur Olivier FARON Recteur de l'académie de Strasbourg - EPLE

**Arrêté préfectoral n° 2022 / 118 du 4 mars 2022** portant délégation de signature à Monsieur Olivier FARON Recteur de l'académie de Strasbourg – Quadriennale

**Arrêté préfectoral n° 2022 / 120 du 4 mars 2022** portant délégation de signature à  
Monsieur Olivier FARON Recteur de l'académie de Strasbourg - Financière

**Arrêté n°7/2022 du 4 mars 2022** portant subdélégation de signature

**Arrêté n°8/2022 du 4 mars 2022** portant subdélégation de signature

**Arrêté n°10/2022 du 4 mars 2022** portant subdélégation de signature

**Arrêté n°11/2022 du 4 mars 2022** portant subdélégation de signature

---



**DECISION ARS GRAND EST n° 2022/0144 du 04 mars 2022**

**portant renouvellement de l'autorisation de la SAS ELSAN Clinique de l'Orangerie de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-2, L.6322-1 à L.6322-3, R.6322-1 à R.6322-29, D.6124-91 à D.6124-103, D.6322-30 à D.6322-48 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 susvisée ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2015-1171 du 22 septembre 2015 relatif à l'information à délivrer à la personne concernée préalablement à une intervention de chirurgie esthétique et postérieurement à l'implantation d'un dispositif médical ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est (Mme Virginie CAYRÉ) ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2022/0122 du 5 janvier 2022 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** la circulaire DGS/SD 2B/DHOS/O4 n° 2005-576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2017/1671 du 24 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg ;
- VU** le dossier adressé par la la SAS ELSAN Clinique de l'Orangerie, reçu le 9 décembre 2021, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour (chirurgie ambulatoire), sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg ;

**Considérant** que la SAS ELSAN Clinique de l'Orangerie respecte les conditions d'autorisation et les conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique sur le site de la clinique de l'Orangerie, qu'elle répond aux objectifs de qualité et de sécurité et organise la continuité des soins aux personnes faisant l'objet d'une intervention de chirurgie esthétique ;

---

**DECIDE :**

---

- Article 1 :** L'autorisation accordée à la SAS ELSAN Clinique de l'Orangerie (FINESS EJ : 67 000 011 6) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour (chirurgie ambulatoire), sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg (FINESS ET : 67 078 017 0), est renouvelée.
- Article 2 :** La durée de validité de l'autorisation renouvelée est de cinq ans à compter du 30 octobre 2022.
- Article 3 :** La demande de renouvellement d'autorisation devra être présentée huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de la présente autorisation.
- Article 4 :** La présente décision peut être contestée par la voie d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre chargé de la santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le même délai. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou également par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).  
A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.
- Article 5 :** La directrice de l'offre sanitaire de l'agence régionale de santé Grand Est et la déléguée territoriale du Bas-Rhin sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale  
de l'Agence régionale de santé Grand Est,  
et par délégation,  
la Directrice de l'Offre Sanitaire

Anne MULLER





**DECISION ARS n° 2022/0112 du 07 mars 2022**

**portant autorisation de Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE + d'exploiter un deuxième appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire polyvalent de 1,5T à utilisation clinique sur le site de l'hôpital Marie Madeleine à Forbach**

**La Directrice Générale  
De l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-2, L.6114-2, L.6122-1 à L.6122-20, R.6122-23 à R.6122-44 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 136 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est (Madame Virginie CAYRÉ) ;
- VU** l'arrêté ARS-DIRSTAT-DG/2018/2103 du 18 juin 2018 portant adoption du Projet régional de santé Grand Est 2018-2028 ;
- VU** l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n°2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet régional de santé Grand Est 2018-2028 ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2021-0314 du 15 janvier 2021 fixant pour l'année 2021, le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation suite à injonction relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2021-3049 du 27 août 2021 2020 fixant le bilan quantitatif de l'offre de soins des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour la période de dépôt ouverte du 15 septembre 2021 au 15 novembre 2021 pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2022-0122 du 5 janvier 2022 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** le dossier de demande déposé le 10 novembre 2021 par le CHIC UNISANTE + en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un deuxième appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire polyvalente de 1,5T à utilisation clinique, sur le site de l'hôpital Marie Madeleine à Forbach, et reconnu complet le 18 novembre 2021 ;

**VU** l'avis émis par la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie du Grand Est lors de sa séance du 17 février 2022 ;

**Considérant** que la demande présentée par le Centre Hospitalier Intercommunal Unisanté + répond aux besoins de santé de la population de la zone d'implantation n° 9 Moselle Est en termes d'examen d'imagerie ;

**Considérant** que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins sur la zone de référence n° 9 Moselle Est qui prévoient un besoin supplémentaire en appareil d'imagerie IRM ;

**Considérant** que la demande d'installation d'un deuxième appareil d'IRM sur le site de l'hôpital Marie-Madeleine à Forbach devrait permettre de réduire les délais de rendez-vous (actuellement entre 6 et 8 semaines) pour les patients de Moselle Est et en particulier du bassin houiller ;

**Considérant** que la demande répond aux objectifs du projet régional de santé pour ce qui concerne l'amélioration de la prévention et la plus grande rapidité et précision des diagnostics pour les pathologies neuro-cardio-vasculaires, les pathologies cancéreuses, les pathologies de la personne âgée et les pathologies gynéco-obstétricales ;

**Considérant** que la mise en service d'une deuxième IRM permettra d'augmenter encore la substitution d'examen irradiants de scanner ;

**Considérant** que la demande s'inscrit dans le cadre du renforcement du projet médical partagé du groupement hospitalier de territoire (GHT) de Moselle Est qui a déployé une organisation coordonnée pour la prise en charge des cancers digestifs, pneumologiques et mammaires, une coopération pour le fonctionnement de l'imagerie entre les équipes médicales des établissements parties prenantes au GHT avec une suppléance organisée entre les professionnels de l'imagerie sur les deux plateaux techniques de Forbach et de Sarreguemines dans le cadre de protocoles partagés ;

**Considérant** que le CHIC UNISANTE + respecte les conditions d'exploitation des équipements d'imagerie de cette nature ;

**Considérant** que le demandeur s'engage à respecter les effectifs et la qualification des personnels et à ne pas modifier les caractéristiques du projet tel qu'il a été autorisé et s'engage à en réaliser une évaluation ;

**Considérant** que le demandeur souscrit aux conditions et engagements mentionnés aux articles L.6122-5, R.6122-23 et R.6122-24 du code de la santé publique ;

---

#### DECIDE :

---

**Article 1 :** Le Centre Hospitalier Intercommunal UNISANTE + (FINESS EJ : 57 002 525 4) est autorisé à exploiter un deuxième appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire polyvalent de 1,5T à utilisation clinique, sur le site de l'hôpital Marie Madeleine à Forbach (FINESS ET : 57 000 005 9).

**Article 2 :** Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et sa mise en œuvre devra être achevée dans un délai de quatre ans ; à défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

**Article 3 :** Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé la mise en service de l'équipement, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du code de la santé publique.

- Article 4 :** La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'équipement.
- Article 5 :** Cette décision vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux en application de l'article L.162-21 du code de la sécurité sociale.
- Article 6 :** Le renouvellement de l'autorisation sera soumis aux conditions fixées par les articles L.6122-9 et L.6122-10 du code de la santé publique.
- Article 7 :** La présente décision peut être contestée par la voie d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre chargé de la santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le même délai. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou également par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).  
A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.
- Article 8 :** La directrice de l'offre sanitaire de l'agence régionale de santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Moselle sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé Grand Est,  
et par délégation,  
La Directrice de l'Offre Sanitaire,

Anne MULLER



Direction de la qualité, de la performance et de l'innovation

**ARRETE ARS n° 2022 - 0943 du 17/02/2022**

**fixant le montant de régularisation définitive du financement HAD au titre de 2020**

après intégration des données au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2020 transmise en LAMDA sur exercice 2021)

**A verser à l'établissement CENTRE HOSPITALIER EPERNAY,**

N° FINESS : 510000060

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRÉ Virginie ;
- VU l'arrêté n° 2022-0122 du 05 janvier 2022 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;
- VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 30 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;
- VU l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 17 août 2021 modifiant l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du COVID-19 pour l'année 2021 ;
- VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2021, par l'établissement : **CENTRE HOSPITALIER EPERNAY** ;

---

**ARRETE**

---

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité HAD hors AME**

Pour la période M12 2021 la régularisation porte sur :

- les prestations d'activité hors liste en sus uniquement pour la période de janvier 2020 n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente
- les prestations soumises à garantie de financement HAD exceptionnelle pour les soins de la période de février 2020 n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente
- les prestations soumises à garantie de financement HAD pour les soins de la période de mars à décembre 2020
- les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation pour l'ensemble de l'activité 2020 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                 | Montant à verser ou à reprendre |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire HAD au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME) | 88 748,00 €                     |
| Dont Forfaits GHT                                                                                       | 88 748,00 €                     |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments)                                                          | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)         | 0,00 €                          |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité HAD au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

:Pour la période M12 2021 la régularisation porte sur :

- les prestations d'activité hors liste en sus uniquement pour la période de janvier 2020 n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente
- les prestations soumises à garantie de financement HAD exceptionnelle pour les soins de la période de février 2020 n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente
- les prestations soumises à garantie de financement HAD pour les soins de la période de mars à décembre 2020
- les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation pour l'ensemble de l'activité 2020 et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire HAD au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) : | 0,00 €                          |

|                                                                                                 |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont Forfaits GHT                                                                               | 0,00 € |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments)                                                  | 0,00 € |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) | 0,00 € |

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement **CENTRE HOSPITALIER EPERNAY** et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

P/ la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,  
Et par délégation  
La Responsable du département outils et qualité des données en santé

Peggy GIBSON

Arrêtés ARS fixant le montant de la garantie de financement HAD  
et les montants complémentaires

Arrêtés signés par Mme CAYRÉ Virginie, Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

ARRETE ARS n° 2022 - 0918 du 17 février 2022 fixant le montant  
de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires

Etablissement CENTRE HOSPITALIER LUNEVILLE,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 3 051 634 €                                   | 256 516,00 €        | 148 386,00 €                              | 404 902,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | - 2 087,72 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 2 087,72 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 594 €                                         | 50,00 €             | - 595,50 €                                | - 545,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | 0,00 €                                            |



Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0919 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CH MT ST MARTIN,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 683 412 €                                     | 57 306,00 €         | 103 935,10 €                              | 161 241,10 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                                                             |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0920 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE DE REEDUCATION FLORENTIN,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| <b>Libellé</b>                                                 | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M06 = A + B</b> |
|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 3 080 122 €                                          | 258 276,00 €               | - 4 797,50 €                                     | 253 478,50 €                          |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                     | <b>Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 586,00 €</b>                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 586,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| <b>Libellé</b>                                            | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M12 = A + B</b> |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                                  | 0,00 €                     | 0,00 €                                           | 0,00 €                                |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0921 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE HOSPITALIER VERDUN - SAINT-MIHIEL,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 2 151 746 €                                   | 180 873,00 €        | - 4 682,50 €                              | 176 190,50 €                   |

**Article 2 - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>608,56 €</b>                                   |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 608,56 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €   |

**Article 3 – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 1 022 €                                       | 86,00 €             | - 2,50 €                                  | 83,50 €                        |

**Article 4 - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0922 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE HOSPITALIER BAR LE DUC,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 4 348 804 €                                   | 365 555,00 €        | 314 798,00 €                              | 680 353,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 8 782,70 €</b>                               |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 8 966,48 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 183,78 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques

et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0923 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement HOPITAL FREYMING MERLEBACH,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 3 317 286 €                                   | 278 163,00 €        | 492 652,58 €                              | 770 815,58 €                   |

**Article 2 - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>16 943,25 €</b>                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 16 943,25 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |

**Article 3 – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0924 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE HOSPITALIER SARREGUEMINES,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 2 168 536 €                                   | 182 284,00 €        | - 28 668,26 €                             | 153 615,74 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 324,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 324,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
|---------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|

|                                                           |     |        |        |        |
|-----------------------------------------------------------|-----|--------|--------|--------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
|-----------------------------------------------------------|-----|--------|--------|--------|

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0925 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement C.H.R. METZ-THIONVILLE,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 406 304 €                                   | 118 212,00 €        | - 3 060,00 €                              | 115 152,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 3 046,00 €</b>                               |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 1 246,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 1 800,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé | Montant GF | Montant | Montant complémentaire | Montant à verser |
|---------|------------|---------|------------------------|------------------|
|---------|------------|---------|------------------------|------------------|

|                                                           | <b>pour la période<br/>(pour information)</b> | <b>mensuel<br/>(A)</b> | <b>régularisation<br/>(B)</b> | <b>à M12<br/>= A + B</b> |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €                 | 0,00 €                        | 0,00 €                   |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                              | <b>Montant dû ou à reprendre<br/>par l'Assurance maladie</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0926 du 17 février 2022 fixant le montant  
de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE HOSPITALIER SARREBOURG,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| <b>Libellé</b>                                                 | <b>Montant GF<br/>pour la période<br/>(pour information)</b> | <b>Montant<br/>mensuel<br/>(A)</b> | <b>Montant<br/>complémentaire<br/>régularisation<br/>(B)</b> | <b>Montant à verser<br/>à M06<br/>= A + B</b> |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 827 626 €                                                  | 153 628,00 €                       | 488 234,76 €                                                 | 641 862,76 €                                  |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                     | <b>Montant dû ou à reprendre<br/>par l'Assurance maladie</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>4 772,14 €</b>                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 4 547,02 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 225,12 €   |



**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| <b>Libellé</b>                                            | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M12 = A + B</b> |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                                  | 0,00 €                     | 0,00 €                                           | 0,00 €                                |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                              | <b>Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0927 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement HOPITAL Robert SCHUMAN METZ (UNEOS),

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| <b>Libellé</b>                                                 | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M06 = A + B</b> |
|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 4 375 230 €                                          | 366 874,00 €               | - 6 814,50 €                                     | 360 059,50 €                          |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                     | <b>Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 600,11 €</b>                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |            |
|------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | - 416,11 € |
|------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 184,00 € |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 2 886 €                                       | 242,00 €            | - 4,50 €                                  | 237,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0928 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement CENTRE HOSPITALIER GERARDMER,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 2 039 432 €                                   | 171 432,00 €        | 248 806,17 €                              | 420 238,17 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME) | 1 194,88 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 194,88 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 2 776 €                                       | 233,00 €            | - 699,00 €                                | - 466,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0930 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement GCS ES HAD DES ARDENNES,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 4 797 102 €                                   | 403 238,00 €        | - 10 438,50 €                             | 392 799,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 122,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 122,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0931 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement Groupement Hospitalier Aube Marne,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 374 718 €                                   | 115 557,00 €        | 99 157,63 €                               | 214 714,63 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                                                    |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| <b>Libellé</b>                                            | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M12 = A + B</b> |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                                  | 0,00 €                     | 0,00 €                                           | 0,00 €                                |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| <b>Libellé</b>                                                                                              | <b>Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0932 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement Centre Hospitalier VITRY LE FRANCOIS,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| <b>Libellé</b>                                                 | <b>Montant GF pour la période (pour information)</b> | <b>Montant mensuel (A)</b> | <b>Montant complémentaire régularisation (B)</b> | <b>Montant à verser à M06 = A + B</b> |
|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 240 030 €                                          | 104 235,00 €               | 52 644,93 €                                      | 156 879,93 €                          |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0933 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement GCS HAD D'EPERNAY-CH EPERNAY-ET EXPL.,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 429 898 €                                   | 119 901,00 €        | 120 041,20 €                              | 239 942,20 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 1 606,00 €</b>                               |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 1 606,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0934 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 259 494 €                                     | 21 813,00 €         | 7 552,47 €                                | 29 365,47 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques

et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 5 186 €                                       | 436,00 €            | - 1 308,00 €                              | - 872,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'**activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1014 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement HAD et les montants complémentaires**

Etablissement GROUPE HOSPITALIER SAINT-VINCENT DE STRASBOURG – Clinique St Luc Schirmeck,

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement HAD hors AME**

Le montant de la garantie de financement HAD au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire notifié dans le cadre de la transmission M12 des données d'activité 2021 sont de :

| Libellé                                                        | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M06 = A + B |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité hors AME | 1 297 298 €                                   | 108 782,00 €        | 153 653,40 €                              | 262 435,40 €                   |



**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD hors AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                            | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>- 6 645,78 €</b>                               |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 6 645,78 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement HAD dû à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 **relevant de l'Aide Médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                   | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant HAD au titre de la valorisation de l'activité AME | 0 €                                           | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des **spécialités pharmaceutiques, produits et prestations** mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour **l'activité d'HAD relevant de l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                     | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |

**Arrêtés ARS fixant le montant de régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Après intégration des données au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur  
(activité 2020 transmise en LAMDA sur exercice 2021)**

**Arrêtés signés par Mme CAYRÉ Virginie, Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

ARRETE ARS n° 2022 -0938 du 17 février 2022

fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020

Etablissement **INSTITUT GODINOT REIMS,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 16 278,00 €                     |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 16 248,00 €                     |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 30,00 €                         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 0,00 €                          |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 24,00 €                         |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 24,00 €                         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé | Montant à verser |
|---------|------------------|
|---------|------------------|

|                                                                                                          |                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
|                                                                                                          | ou à reprendre |
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 2,00 €         |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 2,00 €         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €         |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €         |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**ARRETE ARS n° 2022 -0941 du 17 février 2022  
fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE COLMAR,  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 166 795,32 €                    |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 166 795,32 €                    |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 0,00 €                          |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

ARRETE ARS n° n° 2022 -0942 du 17 février 2022  
fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020

Etablissement GCS MTF-CLQ DES 3 FRONTIERES - ET EXPL,  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Prefecture de la région Grand-Est - Recueil des actes administratifs du 11 mars 2022

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 66 372,51 €                     |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 66 372,51 €                     |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 0,00 €                          |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**ARRETE ARS n° 2022 -1029 du 24 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 271 859,04 €                    |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 40 147,00 €                     |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 81 847,34 €                     |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 34 834,12 €                     |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 115 030,58 €                    |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 113,14 €                        |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |

|                                                                                                     |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME | 0,00 €   |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                | 113,14 € |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 2 736,00 €                      |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 2 736,00 €                      |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**ARRETE ARS n° 2022 -0940 du 17 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement GCS ICANS SITE HTP2/ICANS - ET EXPL,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                      | Montant à verser ou à reprendre |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :           | - 10 213,26 €                   |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                        | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les | 0,00 €                          |

|                                                                                                                                    |               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS                                                                            |               |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                   | 0,00 €        |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                          | 0,00 €        |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE) | - 10 213,26 € |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |



|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| Dont séjours                         | 0,00 € |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 0,00 € |

**ARRETE ARS n° 2022 -1013 du 21 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE SAVERNE,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 310,88 €                        |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 310,88 €                        |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 0,00 €                          |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé | Montant à verser |
|---------|------------------|
|         |                  |

|                                                                                                          |                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
|                                                                                                          | ou à reprendre |
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €         |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €         |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €         |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €         |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**ARRETE ARS n° 2022 -0936 du 17 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SARREGUEMINES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | - 18 808,38 €                   |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 483,00 €                        |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 170,00 €                        |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | - 18 355,15 €                   |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | - 1 106,23 €                    |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | - 8,00 €                        |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | - 8,00 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 -0937 du 17 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement C.H.R. METZ-THONVILLE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | - 3 751,75 €                    |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | - 4 495,00 €                    |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | - 1,00 €                        |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | 744,25 €                        |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME                                      | 0,00 €                          |

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 0,00 €                          |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**ARRETE ARS n° 2022 -0935 du 17 février 2022 fixant le montant de la régularisation définitive du financement MCO au titre de 2020**

**Etablissement C.H.U. NANCY**

**Article 1 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de:

| Libellé                                                                                                                                                                                                              | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus :                                                                   | 529 058,66 €                    |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                                | 5 641,00 €                      |
| Dont Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux art R. 174-2-1 et suiv. code SS | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                                     | 524 041,25 €                    |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours)                                                                                                            | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) relatifs aux séjours et aux actes et consultations externes (ACE)                                                                                   | - 623,59 €                      |

**Article 2 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                   | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) :      | 32 832,24 €                     |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) AME | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) AME                                                        | 32 208,65 €                     |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) AME       | 0,00 €                          |

|                                                                      |          |
|----------------------------------------------------------------------|----------|
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) AME | 623,59 € |
|----------------------------------------------------------------------|----------|

**Article 3 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU) :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                  | Montant à verser ou à reprendre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation de l'activité soins urgents (SU)                  | 48 312,97 €                     |
| Dont Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) SU | 0,00 €                          |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) SU                                                        | 48 312,97 €                     |
| dont spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU       | 0,00 €                          |
| dont produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) SU                                      | 0,00 €                          |

**Article 4 – Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2020 au cours de l'année 2021 – activité MCO au titre du RAC détenus :**

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                               | Montant à verser ou à reprendre |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Montant complémentaire MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                          |
| Dont séjours                                                          | 0,00 €                          |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                  | 0,00 €                          |

**Arrêtés ARS fixant le montant de la garantie de financement MCO  
et les montants complémentaires**

**Arrêtés signés par Mme CAYRÉ Virginie, Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**ARRETE ARS n° 2022 - 0976 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER TOUL,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 19 478 364,00 €                               | 1 630 330,00 €      | - 21 399,00 €                             | 1 608 931,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 18 037 538,00 €                               | 1 510 772,00 €      | - 22 931,50 €                             | 1 487 840,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 440 826,00 €                                | 119 558,00 €        | 1 532,50 €                                | 121 090,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 75 066,52 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 12 363,89 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 63 090,63 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 388,00 €  |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 9 210,00 €                                    | 776,00 €            | - 25,50 €                                 | 750,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 140,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 140,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |



**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 43 068,00 €                                   | 3 590,00 €          | - 3,00 €                                  | 3 587,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 710,00 €                                      | 60,00 €             | - 2,50 €                                  | 57,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 42 358,00 €                                   | 3 530,00 €          | - 0,50 €                                  | 3 529,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0977 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 899 036,00 €                                  | 75 390,00 €         | - 1 411,00 €                              | 73 979,00 €                    |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 889 758,00 €                                  | 74 617,00 €         | - 1 411,50 €                              | 73 205,50 €                    |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 9 278,00 €                                    | 773,00 €            | 0,50 €                                    | 773,50 €                       |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |        |
|------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 0,00 € |
|------------------------------------------------------|--------|

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1053 du 2 mars 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER LUNEVILLE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 25 495 328,00 €                               | 2 134 304,00 €      | - 29 080,00 €                             | 2 105 224,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 24 071 336,00 €                               | 2 016 047,00 €      | - 30 307,00 €                             | 1 985 740,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 423 992,00 €                                | 118 257,00 €        | 1 227,00 €                                | 119 484,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 672 653,95 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 398 740,81 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 251 363,64 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 22 617,50 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 68,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 8 824,00 €                                    | 744,00 €            | - 26,00 €                                 | 718,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 25 970,00 €                                   | 2 189,00 €          | - 74,50 €                                 | 2 114,50 €                     |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 554,00 €                                      | 46,00 €             | 0,50 €                                    | 46,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 358,00 €                                      | 30,00 €             | - 0,50 €                                  | 29,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 196,00 €                                      | 16,00 €             | 1,00 €                                    | 17,00 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0979 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER PONT A MOUSSON,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 7 117 124,00 €                                | 595 451,00 €        | - 7 072,00 €                              | 588 379,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 6 247 686,00 €                                | 523 275,00 €        | - 7 903,50 €                              | 515 371,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 869 438,00 €                                  | 72 176,00 €         | 831,50 €                                  | 73 007,50 €                    |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 2 761,27 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 761,27 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 474,00 €                                      | 40,00 €             | - 1,50 €                                  | 38,50 €                        |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 146,00 €                                      | 12,00 €             | 0,50 €                                    | 12,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 146,00 €                                      | 12,00 €             | 0,50 €                                    | 12,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0980 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Les Maisons Hospitalières NANCY,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 2 212 084,00 €                                | 184 981,00 €        | - 1 922,00 €                              | 183 059,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 2 211 688,00 €                                | 184 948,00 €        | - 1 922,00 €                              | 183 026,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 396,00 €                                      | 33,00 €             | 0,00 €                                    | 33,00 €                        |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |



Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0981 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

Etablissement **CENTRE HOSPITALIER BRIEY,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 22 360 088,00 €                               | 1 870 782,00 €      | - 22 324,00 €                             | 1 848 458,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 19 918 122,00 €                               | 1 668 127,00 €      | - 24 850,50 €                             | 1 643 276,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 441 966,00 €                                | 202 655,00 €        | 2 526,50 €                                | 205 181,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 19 454,67 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 8 110,62 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 11 346,05 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 2,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 24 010,00 €                                   | 2 024,00 €          | - 69,50 €                                 | 1 954,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 266,00 €                                      | 22,00 €             | 0,50 €                                    | 22,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

|                                      |          |         |        |         |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 266,00 € | 22,00 € | 0,50 € | 22,50 € |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0982 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CH MT ST MARTIN,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 29 050 460,00 €                               | 2 426 910,00 €      | - 18 115,00 €                             | 2 408 795,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 28 046 046,00 €                               | 2 343 549,00 €      | - 19 135,50 €                             | 2 324 413,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 004 414,00 €                                | 83 361,00 €         | 1 020,50 €                                | 84 381,50 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 167 678,52 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 148 409,08 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 9 170,50 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 28 439,94 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 101 976,00 €                                  | 8 575,00 €          | - 231,00 €                                | 8 344,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 1 654,00 €                                    | 139,00 €            | - 3,50 €                                  | 135,50 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 420,00 €                                    | 120,00 €            | - 5,00 €                                  | 115,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 210,00 €                                    | 102,00 €            | - 3,50 €                                  | 98,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 210,00 €                                      | 18,00 €             | - 1,50 €                                  | 16,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0983 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement C.H.U. NANCY,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 400 229 236,00 €                              | 33 515 040,00 €     | - 487 811,00 €                            | 33 027 229,00 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 392 151 104,00 €                              | 32 844 570,00 €     | - 495 934,00 €                            | 32 348 636,00 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 8 078 132,00 €                                | 670 470,00 €        | 8 123,00 €                                | 678 593,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 8 016 431,67 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |                |
|------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 5 821 496,87 € |
|------------------------------------------------------|----------------|

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 18 221,39 €    |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 2 152 065,75 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 325,61 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 24 973,27 €    |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 1 223 268,00 €                                | 103 108,00 €        | - 3 507,00 €                              | 99 601,00 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>495,74 €</b>                                   |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 178,71 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 508,33 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 825,36 €   |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 129 674,00 €                                  | 10 930,00 €         | - 371,50 €                                | 10 558,50 €                    |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |               |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | - 10 091,35 € |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 4 933,47 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 9 180,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 4 022,12 €   |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 686 218,00 €                                  | 57 777,00 €         | - 1 776,50 €                              | 56 000,50 €                    |
| Dont séjours                                           | 619 808,00 €                                  | 52 243,00 €         | - 1 777,00 €                              | 50 466,00 €                    |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 66 410,00 €                                   | 5 534,00 €          | 0,50 €                                    | 5 534,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0984 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement INSTITUT DE CANCEROLOGIE DE LORRAINE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 44 315 328,00 €                               | 3 705 881,00 €      | 12 954,38 €                               | 3 718 835,38 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 44 251 088,00 €                               | 3 700 547,00 €      | 39 703,97 €                               | 3 740 250,97 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 64 240,00 €                                   | 5 334,00 €          | - 26 749,59 €                             | - 21 415,59 €                  |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.



Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 4 537 842,41 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 3 790 383,33 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 741 184,50 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 6 274,58 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €         |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 71 262,00 €                                   | 5 998,00 €          | - 38 444,71 €                             | - 32 446,71 €                  |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>4 283,01 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 4 283,01 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 94,00 €                                       | 8,00 €              | - 19,32 €                                 | - 11,32 €                      |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 1,76 €                                    | 1,76 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 94,00 €                                       | 8,00 €              | - 21,08 €                                 | - 13,08 €                      |

**ARRETE ARS n° 2022 - fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER VERDUN - SAINT-MIHIEL,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 53 442 562,00 €                               | 4 474 148,00 €      | - 61 803,50 €                             | 4 412 344,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 51 154 570,00 €                               | 4 284 220,00 €      | - 64 017,50 €                             | 4 220 202,50 €                 |

|                                                                                                                                                                                                               |                |              |            |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------|------------|--------------|
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 287 992,00 € | 189 928,00 € | 2 214,00 € | 192 142,00 € |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------|------------|--------------|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 813 375,96 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 668 473,67 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 121 387,75 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 23 610,54 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 96,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 41 924,00 €                                   | 3 534,00 €          | - 121,00 €                                | 3 413,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 5 990,00 €                                    | 505,00 €            | - 17,50 €                                 | 487,50 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 25 820,00 €                                   | 2 169,00 €          | - 52,00 €                                 | 2 117,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 18 394,00 €                                   | 1 550,00 €          | - 51,50 €                                 | 1 498,50 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 7 426,00 €                                    | 619,00 €            | - 0,50 €                                  | 618,50 €                       |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0985 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE FAINS VEEL,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                         | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins | 1 073 782,00 €                                | 90 021,00 €         | - 1 617,50 €                              | 88 403,50 €                    |

|                                     |  |  |  |  |
|-------------------------------------|--|--|--|--|
| urgents (SU) et soins aux détenus : |  |  |  |  |
|-------------------------------------|--|--|--|--|

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 1 073 782,00 €                                | 90 021,00 €         | - 1 617,50 €                              | 88 403,50 €                    |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                                                |               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0987 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 25 496 728,00 €                               | 2 134 442,00 €      | - 29 144,00 €                             | 2 105 298,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 24 104 242,00 €                               | 2 018 894,00 €      | - 30 621,50 €                             | 1 988 272,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 392 486,00 €                                | 115 548,00 €        | 1 477,50 €                                | 117 025,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 377 135,52 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 817 401,78 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 511 020,40 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 48 713,34 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 2 786,00 €                                    | 235,00 €            | - 8,50 €                                  | 226,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                 | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 15 594,00 €                                   | 1 305,00 €          | - 16,50 €                                 | 1 288,50 €                     |
| Dont séjours                                           | 6 100,00 €                                    | 514,00 €            | - 17,00 €                                 | 497,00 €                       |



|                                      |            |          |        |          |
|--------------------------------------|------------|----------|--------|----------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 9 494,00 € | 791,00 € | 0,50 € | 791,50 € |
|--------------------------------------|------------|----------|--------|----------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0988 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE SARREGUEMINES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 1 730 096,00 €                                | 145 085,00 €        | 118 998,99 €                              | 264 083,99 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 1 730 096,00 €                                | 145 085,00 €        | 118 998,99 €                              | 264 083,99 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2 - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 4 416,00 €                                    | 373,00 €            | - 1 119,00 €                              | - 746,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 4 416,00 €                                    | 373,00 €            | - 1 119,00 €                              | - 746,00 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0989 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SARREGUEMINES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 52 387 610,00 €                               | 4 384 920,00 €      | - 57 857,50 €                             | 4 327 062,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 48 769 654,00 €                               | 4 084 717,00 €      | - 61 737,50 €                             | 4 022 979,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 3 617 956,00 €                                | 300 203,00 €        | 3 880,00 €                                | 304 083,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 127 152,84 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |              |
|------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 933 466,00 € |
|------------------------------------------------------|--------------|

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 103 208,59 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 90 480,25 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 2,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 99 190,00 €                                   | 8 361,00 €          | - 285,50 €                                | 8 075,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 56,00 €</b>                                  |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €    |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €    |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 56,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 49 202,00 €                                   | 4 119,00 €          | - 56,50 €                                 | 4 062,50 €                     |
| Dont séjours                                           | 19 884,00 €                                   | 1 676,00 €          | - 57,00 €                                 | 1 619,00 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 29 318,00 €                                   | 2 443,00 €          | 0,50 €                                    | 2 443,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0990 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE DE GERIATRIE FORBACH (SOS Santé),**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 513 296,00 €                                  | 42 931,00 €         | - 243,37 €                                | 42 687,63 €                    |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 513 174,00 €                                  | 42 921,00 €         | - 121,87 €                                | 42 799,13 €                    |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 122,00 €                                      | 10,00 €             | - 121,50 €                                | - 111,50 €                     |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0991 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAL ST AVOLD (SOS Santé),**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 48 435 062,00 €                               | 4 046 229,00 €      | - 29 921,50 €                             | 4 016 307,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 46 616 962,00 €                               | 3 895 342,00 €      | - 31 785,50 €                             | 3 863 556,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 1 818 100,00 €                                | 150 887,00 €        | 1 864,00 €                                | 152 751,00 €                   |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 636 711,29 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 563 014,82 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 46 755,62 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 26 940,85 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 17 694,00 €                                   | 1 488,00 €          | - 40,50 €                                 | 1 447,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |



**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 214,00 €                                      | 18,00 €             | - 0,50 €                                  | 17,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 196,00 €                                      | 17,00 €             | - 2,00 €                                  | 15,00 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 18,00 €                                       | 1,00 €              | 1,50 €                                    | 2,50 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0992 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER BOULAY,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 3 140 800,00 €                                | 263 284,00 €        | - 4 652,00 €                              | 258 632,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 3 140 636,00 €                                | 263 270,00 €        | - 4 651,00 €                              | 258 619,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 164,00 €                                      | 14,00 €             | - 1,00 €                                  | 13,00 €                        |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0993 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

Etablissement **CENTRE HOSPITALIER JURY,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 1 230 346,00 €                                | 103 161,00 €        | - 1 896,50 €                              | 101 264,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 1 230 346,00 €                                | 103 161,00 €        | - 1 896,50 €                              | 101 264,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 950,00 €                                      | 80,00 €             | - 2,50 €                                  | 77,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 950,00 €                                      | 80,00 €             | - 2,50 €                                  | 77,50 €                        |

|                                      |        |        |        |        |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0994 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAL Saint François MARANGE-SILVANGE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 6 370 140,00 €                                | 532 726,00 €        | - 5 643,00 €                              | 527 083,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 6 369 522,00 €                                | 532 675,00 €        | - 5 644,50 €                              | 527 030,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 618,00 €                                      | 51,00 €             | 1,50 €                                    | 52,50 €                        |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | - 612,00 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 612,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0995 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CLINIQUE SAINTE ELISABETH THIONVILLE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 7 558 014,00 €                                | 632 124,00 €        | - 6 868,50 €                              | 625 255,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 7 547 348,00 €                                | 631 238,00 €        | - 6 877,00 €                              | 624 361,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 10 666,00 €                                   | 886,00 €            | 8,50 €                                    | 894,50 €                       |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | - 5 378,00 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |              |
|------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | - 5 378,00 € |
|------------------------------------------------------|--------------|



|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 6,00 €                                        | 0,00 €              | 1,50 €                                    | 1,50 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 6,00 €                                        | 0,00 €              | 1,50 €                                    | 1,50 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0996 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAL BELLE ISLE METZ (UNEOS),**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 8 924 738,00 €                                | 746 303,00 €        | - 7 724,50 €                              | 738 578,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 8 633 130,00 €                                | 722 037,00 €        | - 7 828,50 €                              | 714 208,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 291 608,00 €                                  | 24 266,00 €         | 104,00 €                                  | 24 370,00 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 34 753,34 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 088,39 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 33 664,95 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 41 252,00 €                                   | 3 472,00 €          | - 103,00 €                                | 3 369,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0997 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE DE GERIATRIE LE KEM (SOS Santé),**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 7 582 260,00 €                                | 634 108,00 €        | - 6 759,00 €                              | 627 349,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 7 578 342,00 €                                | 633 784,00 €        | - 6 766,50 €                              | 627 017,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 3 918,00 €                                    | 324,00 €            | 7,50 €                                    | 331,50 €                       |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 2 599,78 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 599,78 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 2 208,00 €                                    | 186,00 €            | - 6,00 €                                  | 180,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0998 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement C.H.R. METZ-THONVILLE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 276 848 816,00 €                              | 23 178 774,00 €     | - 324 118,00 €                            | 22 854 656,00 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 263 707 240,00 €                              | 22 087 884,00 €     | - 336 842,00 €                            | 21 751 042,00 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 13 141 576,00 €                               | 1 090 890,00 €      | 12 724,00 €                               | 1 103 614,00 €                 |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 7 560 394,00 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 5 404 952,99 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 734 053,40 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 1 421 421,61 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 34,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 934 344,00 €                                  | 78 755,00 €         | - 2 679,00 €                              | 76 076,00 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 12 720,24 €</b>                              |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 19 530,68 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €        |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 6 810,44 €    |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 125 410,00 €                                  | 10 571,00 €         | - 360,50 €                                | 10 210,50 €                    |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 2 229,60 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 229,60 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 117 196,00 €                                  | 9 824,00 €          | - 173,00 €                                | 9 651,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 60 470,00 €                                   | 5 097,00 €          | - 173,50 €                                | 4 923,50 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 56 726,00 €                                   | 4 727,00 €          | 0,50 €                                    | 4 727,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1012 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SARREBOURG,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**



Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 29 880 330,00 €                               | 2 501 174,00 €      | - 33 439,50 €                             | 2 467 734,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 27 865 096,00 €                               | 2 333 920,00 €      | - 35 486,00 €                             | 2 298 434,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 015 234,00 €                                | 167 254,00 €        | 2 046,50 €                                | 169 300,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 203 655,78 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 97 290,01 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 4 431,76 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 110 797,53 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 23 612,00 €                                   | 1 990,00 €          | - 67,00 €                                 | 1 923,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 3 734,00 €                                    | 315,00 €            | - 11,50 €                                 | 303,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 3 448,00 €                                    | 291,00 €            | - 11,00 €                                 | 280,00 €                       |

|                                      |          |         |          |         |
|--------------------------------------|----------|---------|----------|---------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 286,00 € | 24,00 € | - 0,50 € | 23,50 € |
|--------------------------------------|----------|---------|----------|---------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0999 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL UNISANTE +,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 46 418 236,00 €                               | 3 885 265,00 €      | - 51 236,00 €                             | 3 834 029,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 42 489 894,00 €                               | 3 559 153,00 €      | - 54 985,50 €                             | 3 504 167,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 3 928 342,00 €                                | 326 112,00 €        | 3 749,50 €                                | 329 861,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 481 464,98 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 392 501,81 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 881,45 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 90 084,62 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 240,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 123 576,00 €                                  | 10 416,00 €         | - 354,00 €                                | 10 062,00 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 256,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 256,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 2 752,00 €                                    | 232,00 €            | - 8,00 €                                  | 224,00 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 692,26 €                                          |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 692,26 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €   |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 4 068,00 €                                    | 342,00 €            | - 9,00 €                                  | 333,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 2 964,00 €                                    | 250,00 €            | - 9,00 €                                  | 241,00 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 1 104,00 €                                    | 92,00 €             | 0,00 €                                    | 92,00 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1000 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAL Robert SCHUMAN METZ (UNEOS),**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 104 240 392,00 €                              | 8 716 681,00 €      | - 89 945,00 €                             | 8 626 736,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 103 628 158,00 €                              | 8 665 865,00 €      | - 90 555,50 €                             | 8 575 309,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 612 234,00 €                                  | 50 816,00 €         | 610,50 €                                  | 51 426,50 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 3 545 761,07 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |                |
|------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 2 681 145,55 € |
|------------------------------------------------------|----------------|

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 341 449,64 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 523 545,88 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 380,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 46 528,00 €                                   | 3 916,00 €          | - 116,00 €                                | 3 800,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>6 802,98 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 743,45 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 5 059,53 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1001 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CHI EMILE DURKHEIM EPINAL,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 58 442 228,00 €                               | 4 959 450,00 €      | - 267 793,00 €                            | 4 691 657,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 55 468 030,00 €                               | 4 712 580,00 €      | - 270 732,50 €                            | 4 441 847,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 974 198,00 €                                | 246 870,00 €        | 2 939,50 €                                | 249 809,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 323 537,01 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 156 724,10 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 20 172,97 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 125 289,25 €   |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 4 522,36 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 57 174,27 €    |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 44 036,00 €                                   | 3 712,00 €          | - 127,00 €                                | 3 585,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 878,00 €                                      | 74,00 €             | - 2,50 €                                  | 71,50 €                        |



**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 53 356,00 €                                   | 4 467,00 €          | - 62,00 €                                 | 4 405,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 22 250,00 €                                   | 1 875,00 €          | - 62,50 €                                 | 1 812,50 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 31 106,00 €                                   | 2 592,00 €          | 0,50 €                                    | 2 592,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1002 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CHI DE L'OUEST VOSGIEN,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 30 465 184,00 €                               | 2 550 099,00 €      | - 34 001,00 €                             | 2 516 098,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 28 426 784,00 €                               | 2 380 918,00 €      | - 36 058,00 €                             | 2 344 860,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 2 038 400,00 €                                | 169 181,00 €        | 2 057,00 €                                | 171 238,00 €                   |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 246 257,61 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 152 452,24 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 1 632,01 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 92 431,36 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 258,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 13 704,00 €                                   | 1 155,00 €          | - 39,00 €                                 | 1 116,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 122,00 €                                      | 10,00 €             | 0,50 €                                    | 10,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 122,00 €                                      | 10,00 €             | 0,50 €                                    | 10,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1003 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER SAINT-DIE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 33 346 174,00 €                               | 2 791 224,00 €      | - 37 128,50 €                             | 2 754 095,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 31 087 412,00 €                               | 2 603 684,00 €      | - 39 199,00 €                             | 2 564 485,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 258 762,00 €                                | 187 540,00 €        | 2 070,50 €                                | 189 610,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 333 204,23 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 276 505,45 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 10 876,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 67 574,78 €   |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €        |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €        |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 20 402,00 €                                   | 1 720,00 €          | - 59,50 €                                 | 1 660,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 116,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 116,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 2 138,00 €                                    | 180,00 €            | - 5,50 €                                  | 174,50 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 316,00 €                                    | 111,00 €            | - 4,00 €                                  | 107,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 158,00 €                                    | 98,00 €             | - 4,50 €                                  | 93,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 158,00 €                                      | 13,00 €             | 0,50 €                                    | 13,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1004 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER REMIREMONT,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 35 497 652,00 €                               | 2 971 630,00 €      | - 40 477,00 €                             | 2 931 153,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 33 584 672,00 €                               | 2 812 848,00 €      | - 42 376,00 €                             | 2 770 472,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 912 980,00 €                                | 158 782,00 €        | 1 899,00 €                                | 160 681,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 605 735,66 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 238 504,55 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 157 153,30 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 210 335,81 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 258,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 29 744,00 €                                   | 2 507,00 €          | - 85,00 €                                 | 2 422,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 388,00 €                                    | 117,00 €            | - 4,00 €                                  | 113,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 268,00 €                                    | 107,00 €            | - 4,00 €                                  | 103,00 €                       |

|                                      |          |         |        |         |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 120,00 € | 10,00 € | 0,00 € | 10,00 € |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0944 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montant dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 437 284 998,00 €                              | 36 616 414,00 €     | - 527 992,50 €                            | 36 088 421,50 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 426 194 046,00 €                              | 35 695 243,00 €     | - 537 217,50 €                            | 35 158 025,50 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 11 090 952,00 €                               | 921 171,00 €        | 9 225,00 €                                | 930 396,00 €                   |

**Article 2 - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 10 469 974,19 €                                   |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 6 494 433,66 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 1 352 501,48 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 2 495 936,28 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €         |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 127 102,77 €   |

**Article 3 – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :**



| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 2 006 392,00 €                                | 169 117,00 €        | - 5 753,00 €                              | 163 364,00 €                   |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>72 834,62 €</b>                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 53 180,46 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 157,60 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 19 811,76 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 626 740,00 €                                  | 52 827,00 €         | - 1 796,00 €                              | 51 031,00 €                    |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 16 901,34 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 16 422,82 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 3,48 €    |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 482,00 €    |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 63 900,00 €                                   | 5 334,00 €          | - 27,00 €                                 | 5 307,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 9 502,00 €                                    | 801,00 €            | - 27,50 €                                 | 773,50 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 54 398,00 €                                   | 4 533,00 €          | 0,50 €                                    | 4 533,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0945 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement UGECAM d'Alsace,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 199 614,00 €                                  | 16 690,00 €         | 9 059,37 €                                | 25 749,37 €                    |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 199 614,00 €                                  | 16 690,00 €         | 9 059,37 €                                | 25 749,37 €                    |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |        |
|------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 0,00 € |
|------------------------------------------------------|--------|

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0946 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Clinique RHENA Association,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 4 016 738,00 €                                | 336 315,00 €        | - 4 760,50 €                              | 331 554,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 4 004 056,00 €                                | 335 265,00 €        | - 4 781,00 €                              | 330 484,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 12 682,00 €                                   | 1 050,00 €          | 20,50 €                                   | 1 070,50 €                     |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 28 060,28 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 15 938,38 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 12 121,90 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 6 830,00 €                                    | 575,00 €            | - 17,50 €                                 | 557,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 5 810,00 €                                    | 489,00 €            | - 14,50 €                                 | 474,50 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0947 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GROUPE HOSPITALIER SELESTAT OBERNAI,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 42 201 408,00 €                               | 3 532 305,00 €      | 1 435 647,20 €                            | 4 967 952,20 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 39 160 648,00 €                               | 3 279 988,00 €      | 1 374 511,28 €                            | 4 654 499,28 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 3 040 760,00 €                                | 252 317,00 €        | 61 135,92 €                               | 313 452,92 €                   |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 185 041,99 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 78 253,60 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 3 569,52 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 103 218,87 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 19 822,00 €                                   | 1 671,00 €          | - 1 950,09 €                              | - 279,09 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 56,00 €</b>                                  |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €    |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €    |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 56,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 258,00 €                                    | 106,00 €            | - 309,83 €                                | - 203,83 €                     |
| Dont séjours                                           | 898,00 €                                      | 76,00 €             | - 228,00 €                                | - 152,00 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 360,00 €                                      | 30,00 €             | - 81,83 €                                 | - 51,83 €                      |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0948 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS ICANS SITE HTP2/ICANS - ET EXPL,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 61 084 356,00 €                               | 5 107 782,00 €      | 1 937 519,13 €                            | 7 045 301,13 €                 |



Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 61 071 618,00 €                               | 5 106 992,00 €      | 1 887 885,74 €                            | 6 994 877,74 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 12 738,00 €                                   | 790,00 €            | 49 633,39 €                               | 50 423,39 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 6 592 390,15 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 6 743 362,36 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 165 144,37 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 14 290,16 €    |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 118,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 29 738,00 €                                   | 2 503,00 €          | 18 548,89 €                               | 21 051,89 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>26 310,75 €</b>                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 26 010,36 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 300,39 €    |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 26,00 €                                       | 2,00 €              | 60,59 €                                   | 62,59 €                        |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 26,00 €                                       | 2,00 €              | 60,59 €                                   | 62,59 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1006 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

Etablissement **GROUPE HOSPITALIER SAINT VINCENT DE STRASBOURG – CLINIQUE Ste Barbe,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Préfecture de la région Grand-Est - Recueil des actes administratifs du 11 mars 2022

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 21 233 914,00 €                               | 1 775 600,00 €      | - 18 321,50 €                             | 1 757 278,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 20 903 410,00 €                               | 1 748 152,00 €      | - 18 603,50 €                             | 1 729 548,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 330 504,00 €                                  | 27 448,00 €         | 282,00 €                                  | 27 730,00 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 26 593,04 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 1 101,95 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 8,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 27 702,99 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 40 508,00 €                                   | 3 409,00 €          | - 100,00 €                                | 3 309,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 16,00 €                                       | 1,00 €              | 1,00 €                                    | 2,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

|                                      |         |        |        |        |
|--------------------------------------|---------|--------|--------|--------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 16,00 € | 1,00 € | 1,00 € | 2,00 € |
|--------------------------------------|---------|--------|--------|--------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 1007 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GROUPE HOSPITALIER SAINT VINCENT DE STRASBOURG – Clinique Ste Anne,**  
**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 53 205 762,00 €                               | 4 444 809,00 €      | - 32 986,50 €                             | 4 411 822,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 51 889 974,00 €                               | 4 335 543,00 €      | - 34 135,50 €                             | 4 301 407,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 315 788,00 €                                | 109 266,00 €        | 1 149,00 €                                | 110 415,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 668 583,46 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 399 525,89 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 222 022,68 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 47 034,89 €    |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €         |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 56 052,00 €                                   | 4 713,00 €          | - 126,00 €                                | 4 587,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 914,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 914,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 412,00 €                                    | 119,00 €            | - 4,00 €                                  | 115,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 270,00 €                                    | 107,00 €            | - 3,50 €                                  | 103,50 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 142,00 €                                      | 12,00 €             | - 0,50 €                                  | 11,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0949 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE HAGUENAU,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 91 883 970,00 €                               | 7 692 777,00 €      | - 107 338,50 €                            | 7 585 438,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 87 565 548,00 €                               | 7 334 275,00 €      | - 111 438,00 €                            | 7 222 837,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 4 318 422,00 €                                | 358 502,00 €        | 4 099,50 €                                | 362 601,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 586 949,17 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |                |
|------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 1 051 824,63 € |
|------------------------------------------------------|----------------|

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 90 177,40 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 445 483,14 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 536,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 68 454,00 €                                   | 5 770,00 €          | - 196,50 €                                | 5 573,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 102,00 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 102,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 10 740,00 €                                   | 905,00 €            | - 30,00 €                                 | 875,00 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |



|                                                                              |            |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 2 292,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 2 292,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 5 238,00 €                                    | 441,00 €            | - 13,50 €                                 | 427,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 4 832,00 €                                    | 407,00 €            | - 13,00 €                                 | 394,00 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 406,00 €                                      | 34,00 €             | - 0,50 €                                  | 33,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1008 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE SAVERNE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 39 281 372,00 €                               | 3 288 042,00 €      | - 43 783,00 €                             | 3 244 259,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 36 690 018,00 €                               | 3 072 947,00 €      | - 46 336,50 €                             | 3 026 610,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 2 591 354,00 €                                | 215 095,00 €        | 2 553,50 €                                | 217 648,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 447 152,04 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 333 729,92 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 21,44 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 114 412,68 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 1 012,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 10 108,00 €                                   | 852,00 €            | - 29,00 €                                 | 823,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 3 300,00 €                                    | 278,00 €            | - 9,00 €                                  | 269,00 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 298,00 €                                      | 25,00 €             | - 0,50 €                                  | 24,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 194,00 €                                      | 16,00 €             | 0,50 €                                    | 16,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 104,00 €                                      | 9,00 €              | - 1,00 €                                  | 8,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1009 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE WISSEMBOURG,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 13 969 076,00 €                               | 1 169 199,00 €      | - 15 328,00 €                             | 1 153 871,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 12 872 770,00 €                               | 1 078 200,00 €      | - 16 407,50 €                             | 1 061 792,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 1 096 306,00 €                                | 90 999,00 €         | 1 079,50 €                                | 92 078,50 €                    |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 8 138,35 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 4,21 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 8,00 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 8 202,56 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 52,00 €  |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 7 440,00 €                                    | 627,00 €            | - 21,00 €                                 | 606,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 108,00 €                                      | 9,00 €              | 0,00 €                                    | 9,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 108,00 €                                      | 9,00 €              | 0,00 €                                    | 9,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0950 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DE BISCHWILLER,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 5 354 690,00 €                                | 448 877,00 €        | - 7 958,50 €                              | 440 918,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 5 354 292,00 €                                | 448 844,00 €        | - 7 959,00 €                              | 440 885,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 398,00 €                                      | 33,00 €             | 0,50 €                                    | 33,50 €                        |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 2 497,35 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 497,35 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 1010 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GROUPE HOSPITALIER SAINT VINCENT DE STRASBOURG – Clinique de la Toussaint,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Préfecture de la région Grand-Est - Recueil des actes administratifs du 11 mars 2022

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 3 603 760,00 €                                | 301 390,00 €        | - 3 230,00 €                              | 298 160,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 3 600 568,00 €                                | 301 124,00 €        | - 3 230,00 €                              | 297 894,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 3 192,00 €                                    | 266,00 €            | 0,00 €                                    | 266,00 €                       |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 85,91 €                                           |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 134,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 219,91 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 4 180,00 €                                    | 352,00 €            | - 11,00 €                                 | 341,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et



médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

|                                      |        |        |        |        |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 1011 du 21 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GROUPE HOSPITALIER SAINT-VINCENT DE STRASBOURG – Clinique St Luc Schirmeck,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 5 754 020,00 €                                | 481 110,00 €        | - 4 825,00 €                              | 476 285,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 5 627 326,00 €                                | 470 601,00 €        | - 4 971,50 €                              | 465 629,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 126 694,00 €                                  | 10 509,00 €         | 146,50 €                                  | 10 655,50 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 41 861,40 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 39 667,69 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 1 315,60 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 878,11 €    |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 6 150,00 €                                    | 518,00 €            | - 16,50 €                                 | 501,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 48,00 €                                       | 4,00 €              | 0,00 €                                    | 4,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 48,00 €                                       | 4,00 €              | 0,00 €                                    | 4,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0958 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Groupe Hospitalier Sud Ardennes,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 20 426 578,00 €                               | 1 709 922,00 €      | - 23 121,50 €                             | 1 686 800,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 19 258 756,00 €                               | 1 612 910,00 €      | - 24 041,00 €                             | 1 588 869,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 167 822,00 €                                | 97 012,00 €         | 919,50 €                                  | 97 931,50 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 130 975,04 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 6 289,65 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 124 685,39 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 134,00 €                                    | 96,00 €             | - 4,50 €                                  | 91,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 896,00 €                                      | 76,00 €             | - 4,00 €                                  | 72,00 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 238,00 €                                      | 20,00 €             | - 0,50 €                                  | 19,50 €                        |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0959 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS Territorial Ardennes Nord - Site du CH Sedan,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 674 202,00 €                                  | 56 332,00 €         | - 445,50 €                                | 55 886,50 €                    |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 620 846,00 €                                  | 51 914,00 €         | - 530,50 €                                | 51 383,50 €                    |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 53 356,00 €                                   | 4 418,00 €          | 85,00 €                                   | 4 503,00 €                     |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 713,14 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 1 713,14 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0960 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS Territorial Ardennes Nord - Site du CH Charleville-Mézières,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 15 223 398,00 €                               | 1 272 896,00 €      | 214 106,70 €                              | 1 487 002,70 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 14 935 532,00 €                               | 1 249 057,00 €      | 143 467,47 €                              | 1 392 524,47 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 287 866,00 €                                  | 23 839,00 €         | 70 639,23 €                               | 94 478,23 €                    |



|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 214 872,52 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 9 270,05 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 205 602,47 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 5 532,00 €                                    | 466,00 €            | 3 642,82 €                                | 4 108,82 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 608,00 €                                      | 51,00 €             | - 609,00 €                                | - 558,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 608,00 €                                      | 51,00 €             | - 609,00 €                                | - 558,00 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0961 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CHI NORD ARDENNES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 110 399 248,00 €                              | 9 256 939,00 €      | - 171 005,00 €                            | 9 085 934,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 105 496 984,00 €                              | 8 836 018,00 €      | - 133 808,00 €                            | 8 702 210,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 4 902 264,00 €                                | 420 921,00 €        | - 37 197,00 €                             | 383 724,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 1 560 976,37 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 134 765,97 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 210 489,53 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 215 720,87 €   |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €         |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 98 694,00 €                                   | 8 319,00 €          | - 283,50 €                                | 8 035,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 21 696,00 €                                   | 1 829,00 €          | - 63,00 €                                 | 1 766,00 €                     |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 39 904,00 €                                   | 3 334,00 €          | - 26,00 €                                 | 3 308,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 8 504,00 €                                    | 717,00 €            | - 25,00 €                                 | 692,00 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 31 400,00 €                                   | 2 617,00 €          | - 1,00 €                                  | 2 616,00 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0962 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier TROYES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Préfecture de la région Grand-Est - Recueil des actes administratifs du 11 mars 2022

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 112 271 860,00 €                              | 9 399 558,00 €      | - 130 709,00 €                            | 9 268 849,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 107 272 078,00 €                              | 8 984 553,00 €      | - 135 639,50 €                            | 8 848 913,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 4 999 782,00 €                                | 415 005,00 €        | 4 930,50 €                                | 419 935,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 2 389 379,93 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 1 588 621,41 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 664 274,76 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 137 009,76 €   |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 526,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 338 134,00 €                                  | 28 501,00 €         | - 969,50 €                                | 27 531,50 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | - 7 722,83 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 8 600,94 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 878,11 €     |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 39 294,00 €                                   | 3 312,00 €          | - 112,50 €                                | 3 199,50 €                     |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 2 770,75 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 770,75 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 56 992,00 €                                   | 4 772,00 €          | - 68,00 €                                 | 4 704,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 23 470,00 €                                   | 1 978,00 €          | - 66,50 €                                 | 1 911,50 €                     |

|                                      |             |            |          |            |
|--------------------------------------|-------------|------------|----------|------------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 33 522,00 € | 2 794,00 € | - 1,50 € | 2 792,50 € |
|--------------------------------------|-------------|------------|----------|------------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0963 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Groupement Hospitalier Aube Marne,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 14 408 176,00 €                               | 1 205 487,00 €      | - 14 417,00 €                             | 1 191 070,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 12 640 820,00 €                               | 1 058 791,00 €      | - 16 168,00 €                             | 1 042 623,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 767 356,00 €                                | 146 696,00 €        | 1 751,00 €                                | 148 447,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | - 2 316,11 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 2 238,11 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €       |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 78,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 22 234,00 €                                   | 1 874,00 €          | - 63,50 €                                 | 1 810,50 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 3 652,00 €                                    | 308,00 €            | - 11,00 €                                 | 297,00 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |



**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 2 866,00 €                                    | 240,00 €            | - 3,50 €                                  | 236,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 486,00 €                                    | 125,00 €            | - 3,50 €                                  | 121,50 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 1 380,00 €                                    | 115,00 €            | 0,00 €                                    | 115,00 €                       |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0964 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS ES Clinique de Champagne,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 21 193 682,00 €                               | 1 772 698,00 €      | - 19 673,50 €                             | 1 753 024,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 20 841 134,00 €                               | 1 743 512,00 €      | - 20 252,50 €                             | 1 723 259,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 352 548,00 €                                  | 29 186,00 €         | 579,00 €                                  | 29 765,00 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 305 749,31 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |              |
|------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 175 653,77 € |
|------------------------------------------------------|--------------|

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 68 367,87 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 61 727,67 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 42 976,00 €                                   | 3 617,00 €          | - 107,00 €                                | 3 510,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>2 841,05 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 2 841,05 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 1 078,00 €                                    | 91,00 €             | - 3,50 €                                  | 87,50 €                        |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0965 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier Régional REIMS,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 241 104 004,00 €                              | 20 187 933,00 €     | 718 977,09 €                              | 20 906 910,09 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 232 632 530,00 €                              | 19 485 059,00 €     | 1 563 562,25 €                            | 21 048 621,25 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 8 471 474,00 €                                | 702 874,00 €        | - 844 585,16 €                            | - 141 711,16 €                 |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 6 317 448,57 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 3 904 092,62 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 95 908,47 €    |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 1 889 544,97 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 76,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 427 978,51 €   |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 970 928,00 €                                  | 81 839,00 €         | 5 512,11 €                                | 87 351,11 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>14 949,79 €</b>                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 7 396,79 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 7 553,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 191 420,00 €                                  | 16 135,00 €         | 10 070,60 €                               | 26 205,60 €                    |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 36 677,79 €                                       |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 37 269,79 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 592,00 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €      |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 30 636,00 €                                   | 2 564,00 €          | - 418,71 €                                | 2 145,29 €                     |
| Dont séjours                                           | 11 678,00 €                                   | 984,00 €            | 1 943,63 €                                | 2 927,63 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 18 958,00 €                                   | 1 580,00 €          | - 2 362,34 €                              | - 782,34 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0966 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier CHALONS EN CHAMPAGNE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 41 216 228,00 €                               | 3 449 962,00 €      | - 45 829,00 €                             | 3 404 133,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 38 470 872,00 €                               | 3 222 047,00 €      | - 48 423,00 €                             | 3 173 624,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 2 745 356,00 €                                | 227 915,00 €        | 2 594,00 €                                | 230 509,00 €                   |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 499 229,30 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 347 100,14 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 871,52 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 153 042,68 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 42,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 35 680,00 €                                   | 3 008,00 €          | - 104,00 €                                | 2 904,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 31 848,00 €                                   | 2 662,00 €          | - 24,00 €                                 | 2 638,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 8 294,00 €                                    | 699,00 €            | - 23,50 €                                 | 675,50 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 23 554,00 €                                   | 1 963,00 €          | - 0,50 €                                  | 1 962,50 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0968 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement EPSM CHALONS EN CHAMPAGNE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 2 323 678,00 €                                | 194 772,00 €        | - 3 396,50 €                              | 191 375,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 2 323 678,00 €                                | 194 772,00 €        | - 3 396,50 €                              | 191 375,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |



Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0969 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier Auban Moët EPERNAY,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 27 466 768,00 €                               | 2 299 314,00 €      | - 31 250,00 €                             | 2 268 064,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 25 850 072,00 €                               | 2 165 123,00 €      | - 32 851,00 €                             | 2 132 272,00 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 616 696,00 €                                | 134 191,00 €        | 1 601,00 €                                | 135 792,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 422 095,84 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 378 688,28 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 10 003,15 €  |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 33 416,41 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 12,00 €    |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 24 800,00 €                                   | 2 090,00 €          | - 70,00 €                                 | 2 020,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 8 058,00 €                                    | 679,00 €            | - 22,50 €                                 | 656,50 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 4 888,00 €                                    | 412,00 €            | - 14,00 €                                 | 398,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 4 662,00 €                                    | 393,00 €            | - 13,50 €                                 | 379,50 €                       |

|                                      |          |         |          |         |
|--------------------------------------|----------|---------|----------|---------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 226,00 € | 19,00 € | - 0,50 € | 18,50 € |
|--------------------------------------|----------|---------|----------|---------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0970 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement INSTITUT GODINOT REIMS,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 29 840 026,00 €                               | 2 495 614,00 €      | 558 861,42 €                              | 3 054 475,42 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 29 809 670,00 €                               | 2 493 102,00 €      | 546 132,19 €                              | 3 039 234,19 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 30 356,00 €                                   | 2 512,00 €          | 12 729,23 €                               | 15 241,23 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 2 400 251,29 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 085 350,67 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 306 850,28 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 8 050,34 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €         |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €         |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 40 338,00 €                                   | 3 395,00 €          | - 16 788,35 €                             | - 13 393,35 €                  |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>6 578,17 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 6 578,17 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 15 448,00 €                                   | 1 300,00 €          | - 5 589,42 €                              | - 4 289,42 €                   |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | - 1 752,00 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 1 752,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €       |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 152,00 €                                      | 13,00 €             | - 134,83 €                                | - 121,83 €                     |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 152,00 €                                      | 13,00 €             | - 134,83 €                                | - 121,83 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0971 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS Pole Santé Sud 52 - Site CH CHAUMONT,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 9 909 926,00 €                                | 828 762,00 €        | - 8 804,50 €                              | 819 957,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 9 810 672,00 €                                | 820 545,00 €        | - 8 967,00 €                              | 811 578,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 99 254,00 €                                   | 8 217,00 €          | 162,50 €                                  | 8 379,50 €                     |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 192 465,31 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |            |
|------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 3 114,10 € |
|------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 189 351,21 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 2 018,00 €                                    | 170,00 €            | - 5,50 €                                  | 164,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 1 622,00 €                                    | 137,00 €            | - 5,50 €                                  | 131,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 1 614,00 €                                    | 136,00 €            | - 4,50 €                                  | 131,50 €                       |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 8,00 €                                        | 1,00 €              | - 1,00 €                                  | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0972 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS Pole Santé Sud 52 - Site Clinique Compassion LANGRES,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 9 179 912,00 €                                | 767 682,00 €        | - 8 068,00 €                              | 759 614,00 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 9 087 542,00 €                                | 760 011,00 €        | - 8 147,50 €                              | 751 863,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 92 370,00 €                                   | 7 671,00 €          | 79,50 €                                   | 7 750,50 €                     |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.



Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 149 580,17 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 1 096,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 150 676,17 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 866,00 €                                      | 73,00 €             | - 2,50 €                                  | 70,50 €                        |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0973 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS Pole Santé Sud 52 - Site CMC CHAUMONT,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 148 970,00 €                                  | 12 374,00 €         | 33 583,85 €                               | 45 957,85 €                    |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 676,00 €                                      | 57,00 €             | - 171,00 €                                | - 114,00 €                     |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 148 294,00 €                                  | 12 317,00 €         | 33 754,85 €                               | 46 071,85 €                    |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 12,00 €                                       | 1,00 €              | - 3,00 €                                  | - 2,00 €                       |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 12,00 €                                       | 1,00 €              | - 3,00 €                                  | - 2,00 €                       |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0974 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier CHAUMONT,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 17 275 068,00 €                               | 1 445 600,00 €      | - 18 033,00 €                             | 1 427 567,00 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 15 554 290,00 €                               | 1 302 748,00 €      | - 19 671,50 €                             | 1 283 076,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 720 778,00 €                                | 142 852,00 €        | 1 638,50 €                                | 144 490,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 5 837,84 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 321,53 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 5 516,31 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 4 294,00 €                                    | 362,00 €            | - 12,50 €                                 | 349,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 7 398,00 €                                    | 617,00 €            | - 1,50 €                                  | 615,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 938,00 €                                      | 79,00 €             | - 2,50 €                                  | 76,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 6 460,00 €                                    | 538,00 €            | 1,00 €                                    | 539,00 €                       |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0975 du 18 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement Centre Hospitalier ST DIZIER,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 38 158 222,00 €                               | 3 194 572,00 €      | - 44 160,50 €                             | 3 150 411,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 36 188 714,00 €                               | 3 031 042,00 €      | - 45 947,50 €                             | 2 985 094,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 969 508,00 €                                | 163 530,00 €        | 1 787,00 €                                | 165 317,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 145 384,10 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 135 281,57 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 14,41 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 10 088,12 €  |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 37 864,00 €                                   | 3 192,00 €          | - 110,00 €                                | 3 082,00 €                     |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | - 284,00 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 284,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 1 568,00 €                                    | 132,00 €            | - 4,00 €                                  | 128,00 €                       |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 3 054,00 €                                    | 257,00 €            | - 7,50 €                                  | 249,50 €                       |
| Dont séjours                                           | 2 560,00 €                                    | 216,00 €            | - 8,00 €                                  | 208,00 €                       |



|                                      |          |         |        |         |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 494,00 € | 41,00 € | 0,50 € | 41,50 € |
|--------------------------------------|----------|---------|--------|---------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0951 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CLINIQUE DU DIACONAT COLMAR,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 4 381 242,00 €                                | 367 515,00 €        | - 7 234,50 €                              | 360 280,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 4 381 194,00 €                                | 367 511,00 €        | - 7 234,50 €                              | 360 276,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 48,00 €                                       | 4,00 €              | 0,00 €                                    | 4,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | - 850,00 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 850,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0952 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE COLMAR,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 186 734 466,00 €                              | 15 635 919,00 €     | - 224 140,50 €                            | 15 411 778,50 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 180 139 350,00 €                              | 15 088 254,00 €     | - 229 924,50 €                            | 14 858 329,50 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 6 595 116,00 €                                | 547 665,00 €        | 5 784,00 €                                | 553 449,00 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 4 444 261,28 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                      |                |
|------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours) | 3 172 433,73 € |
|------------------------------------------------------|----------------|

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 611 564,96 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 660 262,59 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €       |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €       |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 245 746,00 €                                  | 20 714,00 €         | - 705,50 €                                | 20 008,50 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>- 155,20 €</b>                                 |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 476,60 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 631,80 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 37 502,00 €                                   | 3 161,00 €          | - 107,50 €                                | 3 053,50 €                     |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|---------|---------------------------------------------------|
|         |                                                   |

|                                                                              |            |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | - 102,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | - 102,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 60 542,00 €                                   | 5 077,00 €          | - 95,50 €                                 | 4 981,50 €                     |
| Dont séjours                                           | 33 598,00 €                                   | 2 832,00 €          | - 96,50 €                                 | 2 735,50 €                     |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 26 944,00 €                                   | 2 245,00 €          | 1,00 €                                    | 2 246,00 €                     |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0953 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE GUEBWILLER,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 8 296 946,00 €                                | 694 015,00 €        | - 7 808,50 €                              | 686 206,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 6 948 716,00 €                                | 582 075,00 €        | - 9 046,00 €                              | 573 029,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 1 348 230,00 €                                | 111 940,00 €        | 1 237,50 €                                | 113 177,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | - 214,00 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 €     |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €     |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 214,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €     |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €     |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 5 374,00 €                                    | 453,00 €            | - 15,50 €                                 | 437,50 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 46,00 €                                       | 4,00 €              | - 0,50 €                                  | 3,50 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 46,00 €                                       | 4,00 €              | - 0,50 €                                  | 3,50 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0954 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement CENTRE HOSPITALIER DE ROUFFACH,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 1 350 462,00 €                                | 113 218,00 €        | - 2 038,50 €                              | 111 179,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                          | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO) | 1 350 412,00 €                                | 113 214,00 €        | - 2 039,00 €                              | 111 175,00 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et                           | 50,00 €                                       | 4,00 €              | 0,50 €                                    | 4,50 €                         |

|                                                                                                                                        |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|
| consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS |  |  |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 € |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |



**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0955 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement HOPITAL ALBERT SCHWEITZER COLMAR,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 39 825 302,00 €                               | 3 330 259,00 €      | - 34 451,50 €                             | 3 295 807,50 €                 |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 39 467 110,00 €                               | 3 300 529,00 €      | - 34 809,50 €                             | 3 265 719,50 €                 |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 358 192,00 €                                  | 29 730,00 €         | 358,00 €                                  | 30 088,00 €                    |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 794 504,71 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 58,06 €      |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €       |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 796 124,75 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 238,00 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | - 1 440,10 € |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 3 124,00 €                                    | 263,00 €            | - 8,00 €                                  | 255,00 €                       |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 310,00 €                                      | 26,00 €             | - 0,50 €                                  | 25,50 €                        |
| Dont séjours                                           | 230,00 €                                      | 19,00 €             | 0,50 €                                    | 19,50 €                        |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 80,00 €                                       | 7,00 €              | - 1,00 €                                  | 6,00 €                         |

**ARRETE ARS n° 2022 - 0956 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GROUPE HOSPITALIER DE LA REGION DE MULHOUSE ET DU SUD ALSACE,**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 216 635 986,00 €                              | 18 136 417,00 €     | - 250 254,50 €                            | 17 886 162,50 €                |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 205 957 044,00 €                              | 17 249 679,00 €     | - 259 776,00 €                            | 16 989 903,00 €                |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 10 678 942,00 €                               | 886 738,00 €        | 9 521,50 €                                | 896 259,50 €                   |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 4 887 595,47 €                                    |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 3 855 067,54 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 195 256,86 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 801 319,64 €   |
| Dont médicaments en externe                                                                             | - 2 771,78 €   |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 38 723,21 €    |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 784 930,00 €                                  | 66 161,00 €         | - 2 250,50 €                              | 63 910,50 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et

médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>12 588,74 €</b>                                |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 12 664,73 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | - 14,00 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | - 61,99 €   |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 161 174,00 €                                  | 13 585,00 €         | - 461,50 €                                | 13 123,50 €                    |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 3 711,75 €                                        |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 2 736,23 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 975,52 €   |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 €     |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dûs à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 77 252,00 €                                   | 6 485,00 €          | - 142,00 €                                | 6 343,00 €                     |
| Dont séjours                                           | 50 128,00 €                                   | 4 225,00 €          | - 143,00 €                                | 4 082,00 €                     |

|                                      |             |            |        |            |
|--------------------------------------|-------------|------------|--------|------------|
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc. | 27 124,00 € | 2 260,00 € | 1,00 € | 2 261,00 € |
|--------------------------------------|-------------|------------|--------|------------|

**ARRETE ARS n° 2022 - 0957 du 17 février 2022 fixant le montant de la garantie de financement MCO et les montants complémentaires à verser au titre des soins de la période janvier à décembre 2021**

**Etablissement GCS MTF-CLQ DES 3 FRONTIERES - ET EXPL,**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est arrête :

**Article 1<sup>er</sup> – Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus**

Les montants dus à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus et du complément suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus : | 6 569 130,00 €                                | 549 397,00 €        | - 5 908,50 €                              | 543 488,50 €                   |

Ils se décomposent de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                       | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et éventuels supplém. (y compris transports et PO)                                                                                                              | 6 569 130,00 €                                | 549 397,00 €        | - 5 908,50 €                              | 543 488,50 €                   |
| Forfaits D (alt dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les cond. définies aux art R. 174-2-1 et suiv. du code SS | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 2** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                                                              | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 138 541,91 €                                      |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 97 569,68 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 €      |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 40 972,23 € |
| Dont médicaments en externe                                                                             | 0,00 €      |
| Dont dispositifs médicaux en externe                                                                    | 0,00 €      |

**Article 3** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME)** sont de :

| Libellé                                                                             | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 319 712,00 €                                  | 26 908,00 €         | - 796,00 €                                | 26 112,00 €                    |

**Article 4** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour l'AME**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                                        | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME),</b> | <b>0,00 €</b>                                     |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 5** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre des **prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021, **relevant des Soins urgents (SU)** sont de :

| Libellé                                                  | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation de l'activité SU | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |

**Article 6** - Montants de financement alloués aux établissements de santé au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code **pour les soins urgents (SU)**

Le montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 est de :

| Libellé                                                                      | Montant dû ou à reprendre par l'Assurance maladie |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins urgents (SU), | 0,00 €                                            |

Il se décompose de la façon suivante :

|                                                                                                         |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) (séjours)                                                    | 0,00 € |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Méd) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU | 0,00 € |
| Dont des produits et prestations (DMI) (séjours)                                                        | 0,00 € |

**Article 7** – Les montants de la garantie financement dus à l'établissement au titre du **RAC détenus pour les prestations de soins** de la période de janvier à décembre 2021 et le montant complémentaire suite à la régularisation prévue par l'arrêté du 13 avril 2021 sont de :

| Libellé                                                | Montant GF pour la période (pour information) | Montant mensuel (A) | Montant complémentaire régularisation (B) | Montant à verser à M12 = A + B |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|
| Montant MCO au titre de la valorisation du RAC détenus | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont séjours                                           | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                   | 0,00 €                                        | 0,00 €              | 0,00 €                                    | 0,00 €                         |



## **ARRETE ARS Grand Est n°2022 – 1059 du 04 mars 2022**

**Modifiant la composition nominative du conseil de surveillance  
du Centre Hospitalier Belair à Charleville-Mézières**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**Vu** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

**Vu** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé Grand Est ;

**Vu** l'arrêté ARS 2022-0122 en date du 5 janvier 2022 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent Comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**Vu** l'arrêté n°2021-3381 du 21 septembre 2021 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Belair à Charleville-Mézières;

**Vu** la désignation par la commission permanente du Conseil départemental des Ardennes du 3 septembre 2021 ;

**Considérant** que le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés ;

---

**ARRETE**

---

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

Monsieur Frédéric PATROUILLAUT est nommé membre du conseil de surveillance, avec voix délibérative, en qualité de représentant du personnel désigné par les organisations syndicales ;

### **ARTICLE 2** :

La nouvelle composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Bélair à Charleville-Mézières – 1, rue Pierre Hallali – 08013 Charleville-Mézières est donc définie ainsi :

## **I) Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :**

### **1° Au titre des représentants des collectivités territoriales**

- Monsieur RAVIGNON, Maire de la commune de Charleville-Mézières, commune siège de l'établissement principal ;
- Monsieur DARKAOUI ALLAOUI Darkaoui, Représentant de la communauté d'agglomération d'Ardenne Métropole, EPCI dont la commune siège de l'établissement est membre ;
- Monsieur Florian LECOULTRE, Représentant de la communauté d'agglomération d'Ardenne Métropole, EPCI dont la commune siège de l'établissement est membre ;
- Madame Anne DUMAY, Représentante du Président du Conseil départemental des Ardennes ;
- Madame Dominique RUELLE, Représentante du Conseil départemental des Ardennes ;

### **2° Au titre des représentants du personnel**

- Madame Véronique VERDONK, Représentant la Commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Madame le Docteur VAIDEANU et Monsieur le Docteur CUNIN, Représentants de la Commission médicale d'établissement ;
- Madame Patricia COLLE et Monsieur Frédéric PATROUILLAUT, Représentants désignés par les organisations syndicales ;

### **3° Au titre des personnalités qualifiées**

- Monsieur Mikaël GUILLAUME, Président du GEM Sollicitude et Madame Françoise HANNOTIN, personnes qualifiées désignées par la Directrice Générale de l'ARS
- Madame MENONVILLE, représentante de l'association Tic et Tac Santé, représentante des usagers désignée par le Préfet de département ;
- Madame Marie-Pierre HOCHAR, Représentante de l'UFC Que Choisir, représentante des usagers désignée par le Préfet de département ;
- Madame Christine BLANCHARD, Représentante de l'UNAFAM, personne qualifiée désignée par le Préfet de département ;

## **II) Membres du conseil de surveillance avec voix consultative**

- Le Vice-Président du directoire, président de la commission médicale d'établissement ;
- La Directrice Générale de l'Agence régionale de santé Grand Est ;
- Le Directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie des Ardennes ;
- Le représentant des familles des personnes accueillies en USLD/EHPAD : En attente de désignation.

## **ARTICLE 3 :**

La durée des fonctions du membre du conseil de surveillance nouvellement désigné est de cinq ans. Cependant le mandat prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels l'intéressé a été désigné.

Le mandat d'un membre remplaçant un membre ayant cessé ses fonctions avant la fin de son mandat prend fin à la date où aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé.

La durée du mandat des autres membres du conseil de surveillance demeure inchangée.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :**

La Directrice de l'offre sanitaire de l'ARS Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la préfecture du département des Ardennes.

Fait à Nancy, le 07/03/2022

Signé par  
La Directrice de l'offre sanitaire

Anne MULLER





Direction de l'Autonomie  
Délégation Territoriale de la Meuse

Direction Générale Adjointe  
Pôle développement Humain  
Service ressources mutualisées solidarités

**ARRETE D'AUTORISATION CONJOINT  
CD / ARS N°2022-1056  
du 03/03/2022**

**portant cession de l'autorisation relative à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) LES CEPAGES par le Centre Hospitalier BAR LE DUC au profit du Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel suite à la fusion absorption par le Centre Hospitalier de Bar le Duc du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains Véel nouvellement nommé « Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel »**

**N° FINESS EJ : 550003354  
N° FINESS ET : 550006340**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST  
ET  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE**

**VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment leurs titres I et 4 respectifs ;

**VU** les articles L.313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à l'autorisation des structures médico-sociales ;

**VU** les articles D.312-155-0 et suivants et les articles D.160 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements pour personnes âgées dépendantes ;

**VU** la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment le titre IV, chapitre III article 124 ;

**VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé (ARS) ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé (ARS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**VU** l'arrêté conjoint DDASS/PA/ N° 2009-1198 du 21 décembre 2009 de M. le Président du Conseil Général du département de la Meuse et de M. le Préfet du département de la Meuse autorisant le Centre Hospitalier de BAR LE DUC à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à BAR LE DUC dont la capacité est fixée à 60 lits d'hébergement complet.

**VU** la décision de l'ARS n°2021/4796 du 17 décembre 2021 autorisant au 1<sup>er</sup> janvier 2022 la fusion entre le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc et le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains Véel, sous la forme juridique d'une fusion-absorption par le Centre Hospitalier de Bar le Duc et de sa nouvelle dénomination : « Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains Véel »

**CONSIDERANT** que le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains Véel, nouvelle entité dénommée suite à la fusion absorption par le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc du CHS de Fains Véel remplit les conditions permettant de reprendre l'autorisation de l'EHPAD les Cépages en garantissant la continuité du service, la qualité des prestations et la continuité de la gestion des personnels ;

Sur proposition de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département de La Meuse et de Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Meuse ;

## **ARRENTENT**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, relative à l'EHPAD les Cépages du CH de BAR LE DUC est transférée au Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains-Véel.

Cette autorisation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022

**Article 2** : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique** : CH DE BAR LE DUC FAINS VEEL  
N° FINESS : 55 000 335 4  
Adresse complète : 1 boulevard d'Argonne – CS 10510 – 55012 BAR LE DUC CEDEX  
Code statut juridique : 13 Etb.Pub.Commun.Hosp.  
N° SIREN : 265 500 025

**Entité établissement** : EHPAD LES CEPAGES BAR LE DUC  
N° FINESS : 55 000 634 0  
Adresse complète : 1 BOULEVARD D'ARGONNE - CS 10510 - 55 012 BAR LE DUC CEDEX  
Code catégorie : 500 EHPAD  
Code MFT : 40 ARS TG HAS PUI  
Capacité : 60

| Code discipline                    | Code activité fonctionnement | Code clientèle         | Nombre de places |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------|
| 924 - Accueil pour Personnes Âgées | 11 - Héberg. Comp. Inter.    | 711 - P.A. dépendantes | 60               |

**Article 3** : La présente autorisation est sans effet sur la durée d'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**Article 4** : En application de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental et de la Directrice Générale de l'ARS.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** : Madame la Directrice Générale de l'ARS Grand Est et Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de la Meuse et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur d'EHPAD les Cépages.

Pour la Directrice Générale de l'ARS Grand  
Est  
Et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie



**Agnès GERBAUD**

Le Président du Conseil départemental de la  
Meuse et par délégation,



**Jérôme DUMONT**







Direction de l'Autonomie  
Délégation Territoriale de la Meuse



Direction Générale Adjointe  
Pôle développement Humain  
Service ressources mutualisées solidarités

**ARRETE D'AUTORISATION CONJOINT  
CD / ARS N°2022-1057  
du 03/03/2022**

**portant cession de l'autorisation relative à l'unité d'accueil spécialisé  
Alzheimer (UA) par le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Véel au profit  
du Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel suite à la fusion absorption par  
le Centre Hospitalier de Bar le Duc du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains  
Véel nouvellement nommé « Centre Hospitalier Bar-le-Duc Fains Véel »**

**N° FINESS EJ : 550003354  
N° FINESS ET : 550004949**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST  
ET  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE**

**VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment leurs titres I et 4 respectifs ;

**VU** les articles L.313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à l'autorisation des structures médico-sociales ;

**VU** les articles D.312-155-0 et suivants et les articles D.160 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements pour personnes âgées dépendantes ;

**VU** la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment le titre IV, chapitre III article 124 ;

**VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé (ARS) ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé (ARS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**VU** l'arrêté conjoint DDASS/PA/ N° 2008-130 de M. le Président du Conseil Général du département de la Meuse et de M. le Préfet du département de la Meuse autorisant le centre hospitalier spécialisé de Fains Véel à créer une Unité d'accueil spécialisé ALZHEIMER à FAINS-VEEL dont la capacité est fixée à 15 lits d'hébergement complet, 5 lits d'hébergement temporaire et 5 places d'accueil de jour ;

**VU** l'arrêté conjoint DG ARS/N°2012-0221 autorisant la création d'une place d'accueil de jour à l'Unité Alzheimer de FAINS-VEEL dont la capacité est fixée à 15 lits d'hébergement complet, 5 lits d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour ;

**VU** l'arrêté conjoint DG ARS/N°2014-1354 autorisant la création de 2 lits d'hébergement permanent en « extension non importante » et la transformation de 3 lits d'hébergement temporaire en 3 lits d'hébergement permanent à l'Unité Alzheimer de FAINS-VEEL dont la capacité est fixée à 20 lits d'hébergement complet, 2 lits d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour ;

**VU** la décision de l'ARS n°2021/4796 du 17 décembre 2021 autorisant au 1<sup>er</sup> janvier 2022 la fusion entre le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc et le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains Véel, sous la forme juridique d'une fusion-absorption par le Centre Hospitalier de Bar le Duc et de sa nouvelle dénomination : « Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains Véel »

**VU** la demande de cession des activités du secteur médico-social du CHS de Fains Véel au profit de la nouvelle entité dénommée Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains Véel du 3 novembre 2021.

**CONSIDERANT** que le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains Véel, nouvelle entité dénommée suite à la fusion absorption par le Centre Hospitalier de Bar-le-Duc du CHS de Fains Véel remplit les conditions permettant de reprendre l'autorisation de l'unité d'accueil spécialisé Alzheimer en garantissant la continuité du service, la qualité des prestations et la continuité de la gestion des personnels ;

Sur proposition de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département de La Meuse et de Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Meuse

## ARRETENT

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, relative à l'unité d'accueil spécialisé ALZHEIMER du CHS Fains-Véel est transférée au Centre Hospitalier de Bar-le-Duc Fains-Véel.

Cette autorisation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022

**Article 2** : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique** : CH DE BAR LE DUC FAINS VEEL  
N° FINESS : 55 000 335 4  
Adresse complète : 1 boulevard d'Argonne – CS 10510 – 55012 BAR LE DUC CEDEX  
Code statut juridique : 13 Etb.Pub.Commun.Hosp.  
N° SIREN : 265 500 025

**Entité établissement** : UNITE D'ACCUEIL SPECIALISE ALZHEIMER  
N° FINESS : 55 000 494 9  
Adresse complète : 36 ROUTE DE BAR – 55 000 FAINS VEEL  
Code catégorie : 500 EHPAD  
Code MFT : 40 ARS TG HAS PUI  
Capacité : 20

| Code discipline                               | Code activité fonctionnement | Code clientèle             | Nombre de places |
|-----------------------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------|
| 924 - Accueil pour Personnes Âgées            | 21 - Accueil de Jour         | 436 - Alzheimer, mal appar | 6                |
| 924 - Accueil pour Personnes Âgées            | 11 - Héberg. Comp. Inter.    | 436 - Alzheimer, mal appar | 20               |
| 657 - Accueil temporaire pour Personnes Âgées | 11 - Héberg. Comp. Inter.    | 436 - Alzheimer, mal appar | 2                |

| Code discipline                               | Code activité fonctionnement | Code clientèle             | Nombre de places |
|-----------------------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------|
| 924 - Accueil pour Personnes Âgées            | 21 - Accueil de Jour         | 436 - Alzheimer, mal appar | 6                |
| 924 - Accueil pour Personnes Âgées            | 11 - Héberg. Comp. Inter.    | 436 - Alzheimer, mal appar | 20               |
| 657 - Accueil temporaire pour Personnes Âgées | 11 - Héberg. Comp. Inter.    | 436 - Alzheimer, mal appar | 2                |

**Article 3** : La présente autorisation est sans effet sur la durée d'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**Article 4** : En application de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental et de la Directrice Générale de l'ARS.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** : Madame la Directrice Générale de l'ARS Grand Est et Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de la Meuse et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur d'unité d'accueil spécialisé ALZHEIMER.

Pour la Directrice Générale de l'ARS Grand Est  
Et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie



Agnès GERBAUD

Le Président du Conseil départemental de la Meuse et par délégation,



Jérôme DUMONT



Direction de l'Autonomie  
Délégation territoriale de la Marne

**ARRETE CONJOINT**  
**CD N° 2022 - 06 / ARS N°2022-0002**  
**du 26 janvier 2022**

**Portant transfert de l'autorisation relative au FAM La Sève et le Rameau sis à  
51100 Reims, détenue par l'Association La Sève et le Rameau au profit de  
l'association L'Eveil renommée association Eveil - Sève**

**N° FINESS EJ : 51 001 149 7**  
**N° FINESS ET : 51 001 718 9**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé  
Grand Est**

**Le Président du Conseil Départemental  
DE LA MARNE**

**VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment leur titre I et IV respectif ;

**VU** spécifiquement les articles L313-1 et suivants en référence du CASF relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles D.344-5-1 et suivants relatifs aux dispositions spécifiques pour les établissements et services accueillant des adultes handicapés qui n'ont pu acquérir un minimum d'autonomie ;

**VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est ;

**VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**VU** l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**VU** l'arrêté conjoint de M. le Directeur Général de l'ARS Champagne-Ardenne et de M. le Président du Conseil Général de la Marne du 23 juin 2010 portant autorisant l'association La Sève et le Rameau à créer un FAM de 16 places à Reims et faisant référence à l'ancienne nomenclature ;

**VU** le dossier déposé le 12 novembre 2021 par l'association la Sève et le Rameau, en vue de transférer les autorisations détenues par l'association la Sève et le Rameau au profit de l'association L'Eveil renommée Association Eveil-Sève ;

**VU** la délibération du 3 décembre 2021 prise par l'assemblée générale de l'association la Sève et le Rameau ;

**VU** la délibération du 6 décembre 2021 prise par l'assemblée générale de l'association l'Eveil ;

**VU** le traité en date du 29 juin 2021, portant absorption de l'association dénommée La Sève et le Rameau par l'Association dénommée l'Eveil ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département de la Marne et de Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Marne ;

---

## ARRETEMENT

---

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, relative au FAM La Sève et le Rameau sis Epernay, détenue par l'Association La Sève et Le Rameau est transférée à l'association l'Eveil - Sève.

Cette autorisation prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Article 2** : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique** : **Association Eveil - Sève**  
N° FINESS : **51 000 064 9**  
Adresse complète : **BP 1, 1 rue des Montépillois 51 350 CORMONTREUIL**  
Code statut juridique : **60 - Ass.L.1901 non R.U.P.**  
N° SIREN : **780424784**

---

**Entité établissement** : **FAM La Sève et le Rameau**  
N° FINESS : **51 001 718 9**  
Adresse complète : **10 RUE DES FORGES 51200 EPERNAY**  
Code catégorie : **448 – E.A.M**  
Libellé catégorie : **Etab. Acc. Médicalisé en tout ou partie personnes handicapées**  
Code MFT : **57 - ARS PCD**  
Capacité : **16 places**

| Code discipline                                                           | Code activité fonctionnement            | Code clientèle                  | Nombre de places |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------|------------------|
| <b>966 - Accueil et accompagnement médicalisé pour adultes handicapés</b> | <b>11- Hébergement Complet Internat</b> | <b>414 - Déficience Motrice</b> | <b>16</b>        |

**Article 3** : L'établissement est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour **16** places et est autorisé à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

**Article 4** : La présente autorisation est sans effet sur la durée d'autorisation initiale du 23 juin 2010. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L313-5 du même code.

**Article 5** : En application de l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental et de la Directrice Générale de l'ARS.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

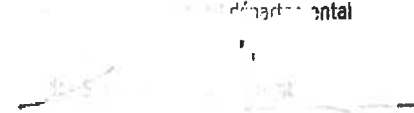
**Article 7 :** Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département de la Marne et Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de la Marne et dont un exemplaire sera adressé à l'Association L'Eveil-Sève.

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS Grand Est et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie

  
La Directrice de l'Autonomie

**Agnès GERBAUD**

Le Président du Conseil départemental  
de la Marne

  
Guy CARRIÉ





**Décision n° 2022-0037 du 24 janvier 2022**

**modifiant la décision n° 2020-1448 du 22 septembre 2020 portant création d'une unité d'enseignement élémentaire autisme de 10 places sur le Territoire de Sarreguemines par extension de l'IME Le Himmelsberg géré par le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité (GCMS 3S)**

**N° FINESS EJ : 57 002 473 7**

**N° FINESS ET : 57 000 020 8**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) notamment l'article L.312-5-1 relatif au PRIAC, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;
- VU** spécifiquement les articles D.351-17 à D.351-20 du Code de l'éducation relatifs aux Unités d'Enseignement ;
- VU** spécifiquement les articles D.312-10-1 et suivants du CASF relatifs aux Unités d'Enseignement ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est ;
- VU** l'instruction interministérielle n° DGCS/3B/DGESCO/2018/192 du 1er août 2018 relative à la création des unités d'enseignement élémentaire pour enfants avec trouble du spectre de l'autisme (UEEA) et à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement 2018-2022 ;
- VU** l'instruction interministérielle n° DGCS/SD3B/DGOS/DGS/CNSA/2019/44 du 25 février 2019 relative à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'Autisme au sein des troubles du neuro-développement 2018-2022 ;
- VU** l'instruction interministérielle n° DGCS/SD3B/DIA/DGESCO/2019/158 du 30 août 2019 relative à la mise à jour du cahier des charges des unités d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) et à la poursuite de leur déploiement dans le cadre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement 2018-2022.
- VU** l'avis d'appel à candidatures n° 2020-UEEA portant la création d'une UEEA pour la rentrée scolaire 2020/2021 ;
- VU** les orientations du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) de l'ARS Grand Est ;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

- VU** l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** la décision de M. le Directeur Général de l'ARS Grand Est n° 2017-0588 du 30 mai 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité pour le fonctionnement de l'IME Le Himmelsberg sis à SARREGUEMINES ;
- VU** la demande déposée le 16 mars 2020 par le gestionnaire en vue de la création d'une UEEA pour la rentrée scolaire 2020/2021 ;
- VU** la décision ARS n° 2020 – 1448 du 22 septembre 2020 portant création d'une unité d'enseignement élémentaire autisme de 10 places sur le Territoire de Sarreguemines par extension de l'IME Le Himmelsberg géré par le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité (GCMS 3S) ;
- CONSIDERANT** l'accord du Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité pour la mise en conformité de l'autorisation au regard de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- CONSIDERANT** que dans son article 3, l'acte n° 2020 – 1448 du 22 septembre 2020 portant création d'une unité d'enseignement élémentaire autisme de 10 places sur le Territoire de Sarreguemines par extension de l'IME Le Himmelsberg, géré par le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité (GCMS 3S), contient une erreur matérielle sur les modes d'accueil et d'accompagnement ;
- Sur proposition** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est et de Madame la Déléguée Territoriale de l'ARS dans le département de la Moselle ;

## **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité est autorisée à créer une unité d'enseignement élémentaire pour les enfants avec troubles du spectre de l'autisme (UEEA) d'une capacité de 10 places à SARREGUEMINES, au sein de l'IME Le Himmelsberg sis à SARREGUEMINES. Cette autorisation porte la capacité de l'établissement de 82 à 92 places. Cette autorisation prend effet à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2020**.

**Article 2** : L'autorisation délivrée à l'IME Le Himmelsberg à SARREGUEMINES, géré par le Groupement de Coopération Médico-Sociale Sarre-Synergie-Solidarité est modifiée afin de se mettre en conformité avec la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques. L'IME est spécialisé dans l'accompagnement d'un public autiste et présentant des déficiences intellectuelles avec troubles associés. Les caractéristiques de l'autorisation sont explicitées dans l'article suivant. Cette autorisation prend effet à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2020**.

**Article 3** : Les caractéristiques des établissements sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

|                               |                                                                 |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <b>Entité juridique :</b>     | GCMS SARRE SYNERGIE SOLIDARITE                                  |
| N° FINESS :                   | 570024737                                                       |
| Adresse complète :            | 105 rue de la Montagne 57200 SARREGUEMINES                      |
| Code statut juridique :       | 66 – G.C.S.M.S. privé                                           |
| N° SIREN :                    | 775619398                                                       |
| <br>                          |                                                                 |
| <b>Entité établissement :</b> | IME LE HIMMELBERG                                               |
| N° FINESS :                   | 570000208                                                       |
| Adresse complète :            | 4 rue de la Colline 57200 SARREGUEMINES                         |
| Code catégorie :              | 183 – Institut Médico-Educatif (I.M.E.)                         |
| Code MFT :                    | 05 – ARS/ Dotation forfait ou prix de journée globalisés (CPOM) |
| Capacité :                    | 92 places                                                       |

| Spécialisation                                                                | Mode d'accueil et d'accompagnement               | Public accueilli ou accompagné         | Capacité |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------|----------|
| 844 – Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques                  | 45 – Accueil temporaire avec ou sans hébergement | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 2        |
| 844 – Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques                  | 11- Hébergement complet internat                 | 437 - Troubles du spectre de l'autisme | 10       |
| 844 – Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques                  | 21 – Accueil de jour                             | 117 – Déficience intellectuelle        | 70       |
| 841 – Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et de la scolarisation | 21 – Accueil de jour                             | 437 - Troubles du spectre de l'autisme | 10       |

**Article 4 :** Conformément aux dispositions des articles L313-1 et D. 313-7-2 du CASF et en l'absence de construction d'un immeuble bâti ou des travaux sur des constructions existantes soumis à permis de construire, la présente autorisation est caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 6 mois suivant sa notification. Ce délai peut être prorogé dans les limites et conditions précisées dans ce même article.

**Article 5 :** La présente autorisation est sans effet sur la durée d'autorisation initiale ou renouvelée. La pérennisation du dispositif dans le cadre d'une autorisation de droit commun demeure conditionnée par les résultats de l'évaluation de l'expérimentation.

**Article 6 :** En l'absence d'obligation de visite de conformité, le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à la ou les autorités compétentes une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L312-1.

**Article 7 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être portée à la connaissance du Directeur général de l'ARS Grand Est conformément à l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'autorisation de l'autorité compétente concernée.

**Article 8 :** La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Madame la Déléguée Territoriale de l'ARS dans le département de la Moselle sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et dont un exemplaire sera adressé à Madame la Directrice de l'IME Le Himmelsberg 4 rue de la Colline 57200 SARREGUEMINES.

Pour le Directeur Général  
de l'ARS Grand Est et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie

  
Agnès GERBAUD



Direction de l'Autonomie  
Délégation Territoriale du Haut-Rhin

**Décision n° 2022-0043 du 25 janvier 2022  
modifiant la décision n° 2021-2080 du 28 septembre 2021  
autorisant la transformation des places « d'accompagnement dans l'acquisition de  
l'autonomie et la scolarisation » et les places de « préparation à la vie professionnelle » en  
places « tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques » et 5 places d'accueil de  
jour en 10 places de milieu ordinaire pour déficient intellectuel, de l'IME Jeanne SIRLIN à  
Dannemarie, géré par l'association ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace**

**N° FINESS EJ : 68 001 147 5**

**N° FINESS ET : 68 000 027 0**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST**

- VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du code de l'action sociale et des familles (CASF) et notamment leurs titres I et IV respectifs ;
- VU** spécifiquement les articles L313-1 et suivants relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- VU** les articles D312-11 et suivants du CASF relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements et services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant des déficiences intellectuelles ;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est ;
- VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** la décision DGARS n° 2017-0027 en date du 20 mars 2020 portant cession des autorisations relatives à l'IME Jeanne SIRLIN et l'ESAT Kaemmerlen gérés par l'APAEI du Sundgau au profit de l'association ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace et faisant référence à l'ancienne nomenclature ;

**CONSIDERANT** la demande de l'association ADAPEI Papillons blancs d'Alsace par mail du 31 mai 2021 ;

**CONSIDERANT** que dans son article 3, la décision 2021-2080 du 28 septembre 2021 contient une erreur matérielle sur la répartition des places de l'IME Jeanne SIRLIN à Dannemarie ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est et de Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département du Haut-Rhin ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : l'IME Jeanne SIRLIN est autorisé à transformer les places d'accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation et les places de préparation à la vie professionnelle en places « Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques » et 5 places d'accueil de jour en 10 places de prestations en milieu ordinaire.

Cette autorisation prend effet à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2021**.

La capacité totale de la structure est donc portée à 55 places.

**Article 2** : L'autorisation délivrée à l'IME Jeanne SIRLIN est modifiée afin de se mettre en conformité avec la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques :

L'IME Jeanne SIRLIN est spécialisé dans l'accompagnement d'un public avec déficiences intellectuelles et troubles du spectre de l'autisme. Conformément à l'article D312-0-3 du CASF, cette spécialisation n'exclut pas la prise en charge de personnes présentant des troubles associés à ceux qui font l'objet de la spécialité autorisée. De même, la limite d'âge implicite est de 20 ans. L'autorisation est désormais donnée en fonction du projet éducatif, pédagogique, thérapeutique et non plus en fonction de l'âge.

Les caractéristiques de l'autorisation sont explicitées dans l'article 4.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et en lien avec la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », l'établissement pourra déroger à son autorisation afin de répondre aux situations jugées prioritaires, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global et sous couvert de l'accord de l'ARS.

**Article 4** : Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique** : **ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace**  
N° FINESS : **68 001 147 5**  
Adresse complète : **2 avenue de Strasbourg, 68350 DIDENHEIM**  
Code statut juridique : **62**  
N° SIREN : **775642614**

**Entité établissement principal : IME Jeanne SIRLIN**

N° FINESS : **68 000 027 0**  
Adresse complète : **30 rue de Delle, 68210 DANNEMARIE**  
Code catégorie : **183 – Institut Médico-Éducatif**  
Code MFT : **57 – ARS PCD**  
Capacité : **55 places**

| Spécialisations                                                   | Modes d'accueil et d'accompagnement | Publics accueillis ou accompagnés      | Places    |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------|
| <b>844</b> Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | <b>21</b> – Accueil de jour         | <b>117</b> – Déficience intellectuelle | <b>29</b> |
| <b>844</b> Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | <b>21</b> – Accueil de jour         | <b>437</b> – Trbl.Spectr.autisme       | <b>16</b> |
| <b>844</b> Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | <b>16</b> – Milieu ordinaire        | <b>117</b> – Déficience intellectuelle | <b>10</b> |

**Article 5** : La présente autorisation est sans effet sur la durée de l'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L313-5 du même code.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions des articles L313-1 et D313-7-2 du CASF et en l'absence de construction d'un immeuble bâti ou des travaux sur des constructions existantes soumis à permis de construire, la présente autorisation est caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai d'un an suivant sa notification. Ce délai peut être prorogé dans les limites et conditions précisées dans ce même article.

**Article 7 :** L'autorisation délivrée donne lieu à la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du CASF et dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D313-11 à D313-14 du même code lorsque le projet autorisé nécessite des travaux subordonnés à la délivrance d'un permis de construire, une modification du projet d'établissement mentionné à l'article L311-8 ou un déménagement sur tout ou partie des locaux. En cas d'extension ne donnant pas lieu à une visite de conformité, le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à la ou les autorités compétentes une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L312-1.

**Article 8 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être portée à la connaissance de la Directrice générale de l'ARS Grand Est conformément à l'article L313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'autorisation de l'autorité compétente concernée.

**Article 9 :** La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 10 :** Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Président de l'association ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace.

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS Grand Est et par délégation  
La Directrice de l'Autonomie



Agnès GERBAUD





Direction de l'Autonomie  
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

**DECISION N° 2022-0084 du 2 mars 2022**

**portant regroupement des autorisations relatives à  
à l'ITEP de BRIEY (OHS)  
et au SESSAD de BRIEY (OHS)  
gérés par l'association « Office d'Hygiène Sociale de Lorraine » (OHS LORRAINE),  
en une autorisation unique de 45 places pour enfants porteurs de troubles du comportement  
et portant changement d'adresse de l'ITEP de Briey**

**N° FINESS EJ : 54 000 670 7**

**N° FINESS ET : 54 002 115 1**

**N° FINESS ET : 54 001 872 8**

---

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST**

- VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du code de l'action sociale et des familles (CASF) et notamment leurs titres I et IV respectifs ;
- VU** spécifiquement les articles L.313-1 et suivants relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- VU** les articles D.312-11 et suivants du CASF relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (ITEP) ;
- VU** l'article L.312-7-1 du CASF relatif à la possibilité pour les instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques (ITEP) et les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) d'un territoire de fonctionner en dispositif intégré ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'arrêté n° 5592 du 29 novembre 2007 de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle autorisant par anticipation au titre de l'exercice 2008 l'OHS à créer un SESSAD de 20 places sur l'axe BRIEY-LONGWY et faisant référence à l'ancienne nomenclature ;

- VU** la décision ARS n° 2019-0087 du 31 janvier 2019 modifiant la décision d'autorisation ARS n° 2019-0068 portant extension de la capacité de l'ITEP de Briey de 10 places à 15 places dont 5 places d'internat, portant transfert de 10 places de l'ITEP des Terrasses de Méhon vers l'ITEP de BRIEY dont 5 places de semi-internat et 5 places d'internat et portant transfert d'une place en semi-internat en place d'internat sus l'ITEP des Terrasses de Méhon,
- VU** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2019-2023 signé entre l'ARS et l'OHS LORRAINE le 11 juin 2019 ;
- VU** la demande de l'OHS LORRAINE du 27 janvier 2021 relative à l'évolution des autorisations de l'ITEP de BRIEY (OHS) et du SESSAD de BRIEY (OHS) ;

**CONSIDERANT** qu'en application de la convention cadre départementale relative au fonctionnement en dispositif intégré des ITEP et des SESSAD de la Meurthe-et-Moselle couvrant la période 01/05/2019 au 01/05/2022, les 20 places du SESSAD de BRIEY (OHS) pour enfants porteurs de troubles du comportement fonctionnent en dispositif ITEP (DITEP) avec l'ITEP de BRIEY (OHS) depuis la rentrée scolaire 2020 ;

**CONSIDERANT** que le regroupement des autorisations relatives à l'ITEP de BRIEY (OHS) et au SESSAD de BRIEY (OHS) en une autorisation unique de 45 places pour enfants porteurs de troubles du comportement améliore le fonctionnement en une seule entité administrative et budgétaire ;

**CONSIDERANT** le changement d'adresse de l'ITEP de Briey du 31, Avenue Albert de Briey 54150 BRIEY (ancienne adresse) au 13 rue René Dorme, Briey, 54150 VAL DE BRIEY (nouvelle adresse) ;

**CONSIDERANT** l'accord de l'OHS LORRAINE pour la mise en conformité de l'autorisation au regard de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**Sur proposition** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est et de Madame la Déléguée Territoriale par intérim de l'ARS dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

**DECIDE :**

**Article 1 :** Le regroupement des autorisations relatives à l'ITEP de BRIEY et du SESSAD de BRIEY, en une autorisation unique de 45 places dont 25 places en établissement et 20 places en service, est accordée à l'Office d'Hygiène Sociale de Lorraine à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2022**.

Ce regroupement facilite le fonctionnement en dispositif ITEP conformément à la convention cadre.

**Article 2 :** L'autorisation délivrée à l'OHS pour la gestion de l'ITEP de BRIEY est modifiée afin de se mettre en conformité avec la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques. Le SESSAD de Briey est rattaché à l'ITEP de Briey à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. L'établissement est donc désormais autorisé pour un mode d'accompagnement en milieu ordinaire.

L'établissement est spécialisé dans l'accompagnement d'un public présentant des troubles du comportement. Conformément à l'article D312-0-3 du CASF, cette spécialisation n'exclut pas la prise en charge de personnes présentant des troubles associés à ceux qui font l'objet de la spécialité autorisée.

L'autorisation étant désormais délivrée en fonction du projet éducatif, thérapeutique et pédagogique et non plus en fonction de l'âge. La limite d'âge implicite est alors de 20 ans.

Les caractéristiques de l'autorisation sont explicitées dans l'article 4.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et en lien avec la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », les établissements pourront déroger à leur autorisation afin de répondre aux situations jugées prioritaires, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global et sous couvert de l'accord de l'ARS.

**Article 4 :** L'établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** ASSOCIATION OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE LORRAINE (OHS LORRAINE)  
**N° FINESS EJ:** 54 000 670 7  
**Adresse complète :** 1 Rue du Vivarais 54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX  
**Code statut juridique :** 61 - Ass.L.1901 R.U.P  
**N° SIREN :** 775615313

**Entité Etablissement Principal : DITEP de BRIEY (OHS)**

**N° FINESS ET :** 54 002 115 1  
**Adresse postale :** 13 rue René Dorme, Briey, 54150 VAL DE BRIEY  
**Code catégorie :** 186 – Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP)  
**Code MFT :** 57 - ARS Dotation (CPOM)  
**Capacité :** 35 places

| Spécialisation                                               | Mode d'accueil et d'accompagnement | Public accueilli ou accompagné                                 | Capacité |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------|
| 844 – Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques  | 21 – Accueil de jour               | 200 - difficultés psychologiques avec troubles du comportement | 15       |
| 844 - tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | 16 – Milieu ordinaire              | 200 - difficultés psychologiques avec troubles du comportement | 20       |

**Entité de l'Etablissement secondaire :**

**N° FINESS :** 54 001 872 8 (ancien numéro FINESS du SESSAD)  
**Raison sociale courte:** INTERNAT DITEP de BRIEY (OHS)  
**Adresse postale :** 4 Avenue Georges Clémenceau (site Stern) 54150 VAL DE BRIEY  
**Code catégorie :** 186 – Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP)  
**Code MFT :** 57 - ARS Dotation (CPOM)  
**Capacité :** 10 places

| Spécialisation                                              | Mode d'accueil et d'accompagnement | Public accueilli ou accompagné                                 | Capacité |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------|
| 844 – Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques | 11 – Hébergement complet internat  | 200 - difficultés psychologiques avec troubles du comportement | 10       |

**Entité établissement :** SESSAD de BRIEY -- **FERMÉ dans FINESS** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022

**N° FINESS :** 54 001 872 8 (numéro FINESS repris pour identifier le site secondaire de l'ITEP de BRIEY)

**Article 5 :** La présente autorisation est sans effet sur la durée de l'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**Article 6 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de la Directrice Générale de l'ARS Grand Est conformément à l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'autorisation de l'autorité compétente concernée.

**Article 7 :** La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Madame la Déléguée Territoriale par intérim de l'ARS dans le département de Meurthe-et-Moselle sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Président de l'association « Office d'Hygiène Sociale de Lorraine » sise 1 Rue du Vivarais 54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Pour la Directrice Générale de l'ARS Grand Est  
Et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie



Agnès GERBAUD

**Direction de l'Autonomie  
Délégation Territoriale des Ardennes**

**Décision n°2022-0095 du 28 Février 2022**

**Modifiant la décision n° 2021-2042 du 30 septembre 2021 portant autorisation de la MAS Les Campanules, gérée par l'ASSOCIATION POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES à créer une plateforme de services de 10 places fonctionnant en mode expérimental sur l'ensemble du département des Ardennes, destinée à un public handicapé adulte**

**N° FINESS EJ : 08 000 140 7**

**N° FINESS ET : 08 000 641 4**

**N° FINESS ET : A CREER**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST**

- VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du code de l'action sociale et des familles (CASF) et notamment leurs titres I et IV respectifs;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment le titre IV, chapitre III article 124 ;
- VU** spécifiquement les articles L313-1 et suivants relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- VU** les articles R344-1 et suivants et les articles D344-5-1 et suivants du CASF relatifs aux dispositions spécifiques pour les maisons d'accueil spécialisées et pour les établissements et services accueillant des adultes handicapés qui n'ont pu acquérir un minimum d'autonomie ;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est ;
- VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques;
- VU** l'instruction n° DREES/SMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2021-0753 du 25/02/2021 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2020-2024 de la région Grand Est et son avenant n° 2021-1479 du 19/04/2021 ;

**VU** l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) régional intitulé « Réponses nouvelles et transformation de l'offre médico-sociale en faveur de la prévention des départs non souhaités de personnes adultes en situation de handicap vers la Belgique » lancé par l'ARS Grand Est le 3 septembre 2020 ;

**VU** le dossier transmis par l'Association Pour les Personnes Handicapées le 08/10/2020 en réponse à cet AMI ;

**VU** le courrier ARS n° 2021- 859/DA de notification en date du 29 janvier 2021 pour la création d'une plateforme de service pour le public adulte handicapé ;

**CONSIDERANT** que dans son article 4, l'acte 2021-2042 du 30 septembre 2021 portant autorisation à la MAS Les Campanules, gérée par l'Association pour les personnes handicapées à créer une plateforme de services de 10 places fonctionnant en mode expérimental sur l'ensemble du département des Ardennes, destinée à un public handicapé adulte, contient une erreur matérielle dans les codes « discipline » et code « activité » ;

**CONSIDERANT** que le projet de la MAS Les Campanules répond aux attendus du cahier des charges de l'AMI régional intitulé : « Réponses nouvelles et transformation de l'offre médico-sociale en faveur de la prévention des départs non souhaités de personnes adultes en situation de handicap vers la Belgique » ;

**CONSIDERANT** que la création d'une plateforme de service permet d'adapter l'offre aux besoins du territoire ;

**CONSIDERANT** que cette demande constitue une extension inférieure au seuil à partir duquel l'avis de la commission d'information et de sélection d'appel à projet est requis ;

**CONSIDERANT** que la plateforme de 10 places (dont 1 place en accueil d'urgence, 2 places en accueil temporaire, 5 places d'accueil de jour et 2 places SAVISAH) fonctionne en file active ;

**CONSIDERANT** l'accord de l'Association Pour les Personnes Handicapées pour la mise en conformité des autorisations au regard de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est et de Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département Des Ardennes ;

## **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La MAS Les Campanules est autorisée à titre expérimental à créer une plateforme de services couvrant l'ensemble du département des Ardennes pour un public adulte handicapé. Cette autorisation prend effet à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2021** pour une durée de trois ans.

La présente autorisation est renouvelable une fois au vu des résultats positifs d'une évaluation. Au terme de la période ouverte par le renouvellement et au vu d'une nouvelle évaluation positive, le service relèvera alors de l'autorisation à durée déterminée mentionnée à l'article L313-1 du CASF.

**Article 2** : L'autorisation délivrée à la MAS Les Campanules est modifiée afin de se mettre en conformité avec la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques. Les caractéristiques de l'autorisation sont explicitées dans l'article 4.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et en lien avec la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », l'établissement pourra déroger à son autorisation afin de répondre aux situations jugées prioritaires, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global et sous couvert de l'accord de l'ARS.

**Article 4 :** Les caractéristiques des établissements sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** **ASSOCIATION POUR LES PERSONNES HANDICAPEES**  
 N° FINESS : **08 000 140 7**  
 Adresse complète : **1 rue des Campanules 08260 AUVILLERS LES FORGES**  
 Code statut juridique : **60 Association Non RUP**  
 N° SIREN : **342342524**

**Entité établissement principal : MAS Les Campanules**

N° FINESS : **08 000 641 4**  
 Adresse complète : **1 rue des Campanules 08260 AUVILLERS LES FORGES**  
 Code catégorie : **255 Maison d'Accueil Spécialisée (M.A.S.)**  
 Code MFT : **57 - ARS / Dotation globalisée**  
 Capacité : **77 places**

| Code discipline                                                 | Code activité fonctionnement                       | Code clientèle                     | Nombre de places |
|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------|------------------|
| 964 – Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapés | 11 - Héberg. Comp. Inter.                          | 010 - Toutes Déf P.H. SAI          | 58               |
| 964 – Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapés | 16 – milieu ordinaire                              | 010 - Toutes Déf P.H. SAI          | 10 (SAVISAH)     |
| 964 – Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapés | 45 - Accueil temporaire (avec et sans hébergement) | 010 - Toutes Déf P.H. SAI          | 3                |
| 964 – Accueil et accompagnement spécialisé personnes handicapés | 21 – Accueil de jour                               | 010 - Tous types de déficiences PH | 6                |

**Entité établissement secondaire :** **Plateforme de services à la personne adulte handicapée**  
 N° FINESS : **A créer**  
 Adresse complète : **1 rue des Campanules 08260 AUVILLERS LES FORGES**  
 Code catégorie : **370 – Etablissement Expérimental PH**  
 Code MFT : **05 - ARS / Non DG**  
 Capacité : **file active**

| Spécialisation<br>(Discipline d'équipement)                                 | Mode d'accueil et d'accompagnement (Activité fonctionnement) | Public accueilli ou accompagné (Clientèle) | Capacité    |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------|
| 964 – Accueil et accompagnement médicalisé spécialisé personnes handicapées | 16 – milieu ordinaire                                        | 010 - Tous types de déficiences PH         | File active |

**Article 6 :** Conformément aux dispositions des articles L313-1 et D313-7-2 du CASF et en l'absence de construction d'un immeuble bâti ou des travaux sur des constructions existantes soumis à permis de construire, la présente autorisation est caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai d'un an suivant sa notification.

**Article 7** : L'autorisation d'extension ne donnant pas lieu à une visite de conformité, le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à la ou les autorités compétentes une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L312-1.

**Article 8** : La présente autorisation est sans effet sur la durée de l'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L313-5 du même code.

**Article 9** : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être portée à la connaissance de la Directrice Générale de l'ARS Grand Est conformément à l'article L313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'autorisation de l'autorité compétente concernée.

**Article 10** : La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11** : Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département des Ardennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et dont un exemplaire sera adressé à Madame la Directrice de la MAS Les Campanules d'AUVILLERS les FORGES.

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS Grand Est et par délégation  
La Directrice de l'Autonomie



Agnès GERBAUD



Délégation Territoriale du Bas-Rhin

**ARRETE ARS Grand Est n° 2022-1073 du 09 MARS 2022**  
**portant modification de composition de la commission locale de l'activité libérale des**  
**Hôpitaux Universitaires de Strasbourg**

**La Directrice Générale**  
**de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L 6154-1 à L 6154-7 ; 6154-12 ; R 6154-11 ; R 6154-12 ; R 6154-14 ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est – Mme CAYRÉ Virginie ;

**VU** le décret n° 2017-523 du 11 avril 2017 modifiant les dispositions relatives à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements publics de santé et notamment son article 12 ;

**VU** l'arrêté ARS n° 2022-0875 en date du 10 février 2022 portant délégation de signature au Directeur du Cabinet et des Territoires, à la Directrice de Cabinet et aux Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**VU** l'arrêté n° 2022-1018 du 22 février 2022 portant composition de la commission locale de l'activité libérale des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg ;

**CONSIDERANT** le courrier en date du 07 mars 2022 du département des affaires médicales des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg proposant de nommer au titre des deux représentants du conseil de surveillance non médecins : Monsieur Florent CRETIN en remplacement de Madame Delphine BRUDER et Monsieur Jean-Luc SCHNEIDER en remplacement de Monsieur Jean-Pierre KINTZINGER.

---

**ARRETE**

---

**Article 1** : La composition de la commission locale de l'activité libérale des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg est modifiée comme suit :

- 1°) En qualité de membre du conseil départemental de l'ordre des médecins :  
Madame le Docteur Marie-Madeleine FAVREAU

- 2°) Au titre des deux représentants du conseil de surveillance non médecins :  
Monsieur Florent CRETIN  
Monsieur Jean-Luc SCHNEIDER
- 3°) Le directeur des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg ou son représentant
- 4°) En qualité de représentant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie :  
Monsieur Nazim OUREIB
- 5°) Au titre des deux praticiens exerçant une activité libérale :  
Monsieur le Professeur Cherif AKLADIOS  
Madame le Professeur Corinne TADDEI
- 6°) En qualité de praticien statutaire à temps plein, n'exerçant pas d'activité libérale :  
Monsieur le Docteur Laurent BALLONZOLI
- 7°) En qualité de représentant des usagers du système de santé parmi les associations agréées représentant les usagers du système de santé (art L 1114-1 CSP) :  
Madame Francine STROBEL

**Article 2 :** Ces membres sont nommés pour une durée de trois ans. S'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été appelés à siéger, ils sont remplacés dans les mêmes conditions de désignation pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 NANCY Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et de la préfecture du département du Bas-Rhin.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,  
Et par délégation,  
La Déléguée Territoriale du Bas-Rhin



Adeline JENNER

**ARRETE CONJOINT**  
**ARS N°2022-0916 / DS N°2022 - 000996**  
**du 16 février 2022**

**autorisant l'extension de 3 places d'hébergement permanent de catégorie Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) et 5 places d'hébergement permanent de catégorie Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) au sein du FAM « Les Horizons » sis à Jury-les-Metz, géré par l'Association Fondation Bompard**

**N° FINESS EJ : 57 000 087 7**  
**N° FINESS ET : 57 002 496 8**

**LA DIRECTRICE GENERALE  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
GRAND EST**

**LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT  
DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU** le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du code de l'action sociale et des familles (CASF) et notamment leurs titres I et IV respectifs ;
- VU** spécifiquement les articles L313-1 et suivants en référence du code du CASF relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- VU** les articles D344-5-1 et suivants du CASF relatifs aux dispositions spécifiques pour les établissements et services accueillant des adultes handicapés qui n'ont pu acquérir un minimum d'autonomie ;
- VU** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est;
- VU** l'instruction n° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2021-0753 du 25/02/2021 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2020-2024 de la région Grand Est et son avenant n° 2021-1479 du 19 avril 2021;
- VU** l'arrêté conjoint DS n° 2018-30278 / ARS n° 2018-0447 du 3 mars 2018 autorisant l'augmentation de la capacité d'accueil du FAM « Les Horizons » à Jury-les-Metz de 27 à 28 places par la création d'une place de semi-internat ;

**VU** le schéma départemental de l'Autonomie 2018-2022 ;

**VU** l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) régional intitulé « Réponses nouvelles et transformation de l'offre médico-sociale en faveur de la prévention des départs non souhaités de personnes adultes en situation de handicap vers la Belgique » lancé par l'ARS Grand Est le 3 septembre 2020 ;

**VU** le projet déposé le 9 octobre 2020 par l'Association Fondation Bompard, en réponse à cet appel à manifestation d'intérêt ;

**VU** la notification en date du 12 avril 2021 actant la création de 3 places d'hébergement permanent de catégorie FAM et la création de 5 places d'hébergement permanent de catégorie MAS au profit du FAM « Les Horizons » géré par l'Association Fondation Bompard ;

**CONSIDERANT** que le projet de l'Association Fondation Bompard répond aux attendus du cahier des charges de l'AMI régional intitulé : « Réponses nouvelles et transformation de l'offre médico-sociale en faveur de la prévention des départs non souhaités de personnes adultes en situation de handicap vers la Belgique » ;

**CONSIDERANT** que la création de places permet de répondre aux besoins et attentes des personnes handicapées du territoire ;

**CONSIDERANT** que cette demande constitue une extension inférieure au seuil à partir duquel l'avis de la commission d'information et de sélection d'appel à projet est requis ;

**CONSIDERANT** l'accord de l'association Fondation Bompard pour la mise en conformité des autorisations au regard de la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou chroniques ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, de Madame la Déléguée Territoriale de l'ARS en Moselle et de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité du Département de Moselle ;

## **ARRETEMENT**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'Association Fondation Bompard est autorisée à créer, au sein du FAM « Les Horizons » à Jury-les-Metz :

- 3 places d'hébergement permanent de catégorie FAM et,
- 5 places d'hébergement permanent de catégorie MAS.

Cette autorisation prend effet à compter du **1<sup>er</sup> février 2022**.

**Article 2** : L'autorisation délivrée à l'Association Fondation Bompard pour la gestion du FAM « Les Horizons » est modifiée afin de se mettre en conformité avec la nouvelle nomenclature des ESSMS accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques. L'établissement est spécialisé dans l'accompagnement d'un public autiste. Conformément à l'article D312-0-3 du CASF, cette spécialisation n'exclut pas la prise en charge de personnes présentant des troubles associés à ceux qui font l'objet de la spécialité autorisée.

Les caractéristiques de l'autorisation sont explicitées dans l'article 4.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et en lien avec la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », l'établissement pourra déroger à leur autorisation afin de répondre aux situations jugées prioritaires, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global et sous couvert de l'accord de l'ARS.

N° SIREN : 780014122

**Entité établissement principal :** FAM « Les Horizons »  
N° FINESS : 57 002 496 8  
Adresse complète : rue du Champ Plaisant - 57245 JURY-LES-METZ  
Code catégorie : 437 (FM)  
Code MFT : 57 – ARS/Dot.Globalisée  
Capacité : 36 places

| Code discipline                                                                   | Code activité fonctionnement      | Code clientèle                         | Nombre de places |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------------|
| 966 – Accueil et accompagnement médicalisé personnes handicapées (type FAM)       | 11 – Hébergement complet Internat | 437 - Troubles du spectre de l'autisme | 27               |
| 966 – Accueil et accompagnement médicalisé personnes handicapées (type FAM)       | 21 – accueil de jour              | 437 - Troubles du spectre de l'autisme | 4                |
| 964 – Accueil et accompagnement spécialisés personnes handicapées (catégorie MAS) | 11 – Hébergement complet Internat | 437 - Troubles du spectre de l'autisme | 5                |

**Article 5 :** L'établissement est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour la totalité de sa capacité autorisée et est autorisé à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions des articles L.313-1 et D.313-7-2 du CASF, la présente autorisation est caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 1 an suivant sa notification. Ce délai peut être prorogé dans les limites et conditions précisées dans ce même article.

**Article 7 :** La présente autorisation est sans effet sur la durée d'autorisation initiale ou renouvelée. Le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**Article 8 :** L'autorisation délivrée donne lieu à la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du CASF et dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code lorsque le projet autorisé nécessite des travaux subordonnés à la délivrance d'un permis de construire, une modification du projet d'établissement mentionné à l'article L.311-8 ou un déménagement sur tout ou partie des locaux. En cas d'extension ne donnant pas lieu à une visite de conformité, le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à la ou les autorités compétentes une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1.

**Article 9 :** En application de l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être portée à la connaissance du Président du Département de la Moselle et la Directrice Générale de l'ARS Grand Est. L'autorisation ne peut être cédée sans l'autorisation des autorités compétentes concernées.

**Article 10 :** La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


**Article 11 :** Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Madame la Déléguée Territoriale de l'ARS dans le département de Moselle et Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux de la Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Région Grand Est et du Département de la Moselle dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur Général de l'Association Fondation Bompard – 25, Rue du Château – 57680 NOVEANT-SUR-MOSELLE.

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS Grand Est et par délégation,  
La Directrice de l'Autonomie



Agnès GERBAUD

Le Président  
du Département de la Moselle



Patrick WETEN



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **ARRETE ARS Grand Est n°2022-1067 du 8 mars 2022**

**Modifiant la composition nominative du conseil de surveillance  
du Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**Vu** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

**Vu** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé Grand Est ;

**Vu** l'arrêté ARS n°2021-3060 du 1<sup>er</sup> septembre 2021 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**Vu** l'arrêté ARS n° 2021-3220 du 13 septembre 2021 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du CHIOV de Neufchâteau ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental des Vosges du 23 juillet 2021 ;

**Vu** la désignation en date du 06 janvier 2022 par la Commission médicale d'établissement de Madame le Docteur Christelle DOUART-LEGER et Madame le Docteur Patricia VASSART, en qualité de représentantes de la Commission Médicale d'Etablissement au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier intercommunal de l'Ouest Vosgien ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de la ville de Vittel du 24 février 2022.

**Considérant** que le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés ;

---

**ARRETE**

---

### **ARTICLE 1:**

Monsieur Franck PERRY est nommé membre du conseil de surveillance, avec voix délibérative, en qualité de Maire de la commune de Vittel, principale commune d'origine des patients, autre que celle du siège de

Standard régional : 03 83 39 30 30

Siège régional : 3 boulevard Joffre - CS 80071 - 54036 NANCY CEDEX

l'établissement.

## **ARTICLE 2 :**

Madame le Docteur Christelle DOUART-LEGER et Madame le Docteur Patricia VASSART, sont nommées membres du conseil de surveillance, avec voix délibérative, en qualité de représentantes de la Commission Médicale d'Etablissement.

## **ARTICLE 3 :**

La nouvelle composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien dont le siège est situé au 1280, avenue de la division Leclerc – BP 249 – 88307 NEUFCHATEAU Cedex, établissement public de santé de ressort intercommunal est dorénavant définie ainsi :

### **I- Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative**

#### **1°) Au titre des représentants des collectivités territoriales**

Monsieur Simon LECLERC, Maire de la commune de Neufchâteau, commune siège de l'établissement principal ;

Monsieur Franck PERRY, Maire de la commune de Vittel, principale commune d'origine des patients, autre que celle du siège de l'établissement ;

Madame Jenny WILLEMIN, représentante de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien à laquelle appartient la commune de Neufchâteau ;

Monsieur Luc GERECKE, représentant de la communauté de communes Terre d'Eau, communauté de communes à laquelle appartient la commune de Vittel ;

Madame Dominique HUMBERT, représentant le Président du Conseil Départemental des Vosges.

#### **2°) Au titre des représentants du personnel**

Madame Audrey SYLVESTRE, représentante de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques;

Madame le Docteur Christelle DOUART-LEGER et Madame le Docteur Patricia VASSART, représentants de la Commission Médicale d'Etablissement ;

Monsieur Eric CHOFFEL (CFDT) et Madame Dalila GENTET (FO), représentants désignés par les organisations syndicales ;

#### **3°) Au titre des personnalités qualifiées**

Madame Elisabeth THOMAS, personnalité qualifiée désignée par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;

Monsieur Guy SAUVAGE, personnalité qualifiée désignée par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;

Monsieur André MAILLARD (APF), représentant des usagers désigné par le Préfet des Vosges ;

Madame Madeleine HUMBLLOT (ALAD), représentante des usagers désignée par le Préfet des Vosges;

Monsieur Jacques COLLINET (UDAF), représentant des usagers désigné par le Préfet des Vosges ;



## **II - Membres du conseil de surveillance avec voix consultative**

Le Vice-Président du Directoire du Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges

Monsieur Jean-Luc ARNAULT, représentant des familles de personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée ou en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.

### **ARTICLE 4 :**

La durée des fonctions du membre du conseil de surveillance est de cinq ans, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R.6143-12 du code de la santé publique.

### **ARTICLE 5 :**

Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs devant le Tribunal Administratif compétent.

### **ARTICLE 6 :**

La Directrice de l'offre sanitaire de l'ARS Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la préfecture du département des Vosges.

Fait à Nancy,

**10 MARS 2022**

La Directrice de l'offre sanitaire

Anne MULLER





## **ARRETE ARS Grand Est n°2022- 1068 du 8 mars 2022**

**Relatif à la composition nominative du conseil de surveillance  
du nouveau Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges »**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

**Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

**Vu** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

**Vu** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé Grand Est ;

**Vu** l'arrêté ARS n°2021-4795 du 17 décembre 2021 portant création du Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges » par fusion des centres hospitaliers de Saint Dié-des-Vosges, de Gérardmer, de Fraize et des 5 vallées ;

**Vu** l'arrêté ARS 2022-0122 en date du 5 janvier 2022 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent Comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

**Vu** la désignation en date du 15 décembre 2021 par la Commission médicale d'établissement de Madame le Dr Sandrine BOULAY et Monsieur le Dr Marc ULMER en qualité de représentants de la Commission Médicale d'Etablissement au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier intercommunal Hôpitaux Massif des Vosges ;

**Vu** la désignation par la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques de Madame Sophie PERRY, représentante de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier intercommunal Hôpitaux Massif des Vosges ;

**Vu** la désignation en date du 10 décembre 2021 par l'organisation syndicale CFDT de Monsieur Fabrice LAMBERT et Madame Gaëlle MARIN en qualité de représentants des organisations syndicales au sein du conseil de surveillance susmentionné ;

**Vu** la délibération de la commission permanente du Conseil départemental des Vosges du 25 février 2022 ;

**Vu** l'information faite le 24 février par le maire de la commune de Raon-l'Étape ;

**Vu** l'information faite le 24 février par le maire de la commune de Saint-Dié-des-Vosges ;

**Vu** la désignation le 24 février 2022 de deux membres de la communauté d'agglomération Saint-Dié-des-Vosges.

**Considérant** que le Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges », issu de la fusion des centres hospitaliers de Saint Dié-des-Vosges, de Gérardmer, de Fraize et des 5 vallées a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Considérant** que le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.

---

## ARRETE

---

### **ARTICLE 1:**

La composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges » dont le siège est situé au 26 rue du Nouvel Hôpital - 88100 Saint-Dié-des-Vosges, établissement public de santé de ressort intercommunal est dorénavant définie ainsi :

#### **I- Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative**

##### **1°) Au titre des représentants des collectivités territoriales**

Monsieur David VALENCE, Maire de la commune de Saint-Dié-des-Vosges, commune siège de l'établissement principal ;

Monsieur Benoît PIERRAT, représentant de la commune de Raon-l'Étape, principale commune d'origine des patients, autre que celle du siège de l'établissement ;

Madame Caroline PRIVAT MATTIONI, représentante de la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, communauté d'agglomération à laquelle appartient la commune de Saint-Dié-des-Vosges ;

Monsieur Claude GEORGE, représentant de la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, communauté d'agglomération à laquelle appartient la commune de Raon-l'Étape ;

Madame Roseline PIERREL, représentant le Président du Conseil Départemental des Vosges.

##### **2°) Au titre des représentants du personnel**

Madame Sophie PERRY, représentante de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques;

Madame le Dr Sandrine BOULAY et Monsieur le Dr Marc ULMER, représentants de la Commission Médicale d'Établissement ;

Monsieur Fabrice LAMBERT (CFDT) et Madame Gaëlle MARIN (CFDT), représentants désignés par les organisations syndicales ;

##### **3°) Au titre des personnalités qualifiées**

Monsieur Stessy SPEISSMANN, personnalité qualifiée désignée par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;

Monsieur Jean-Joël PITON, personnalité qualifiée désignée par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;

Monsieur Jacky COULON (APF), représentant des usagers désigné par le Préfet des Vosges ;

Madame Georgette BACCOUCHE (ASP Ensemble), représentante des usagers désignée par le Préfet des Vosges;

Monsieur Jean-François COULON (VMEH), représentant des usagers désigné par le Préfet des Vosges ;

## **II - Membres du conseil de surveillance avec voix consultative**

Le Vice-Président du Directoire du Centre Hospitalier Intercommunal « Hôpitaux du Massif des Vosges »

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges

Le représentant des familles de personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée ou en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes, en attente de désignation.

### **ARTICLE 2 :**

La durée des fonctions du membre du conseil de surveillance est de cinq ans, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R.6143-12 du code de la santé publique.

### **ARTICLE 3 :**

Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs devant le Tribunal Administratif compétent.

### **ARTICLE 4 :**

La Directrice de l'offre sanitaire de l'ARS Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la préfecture du département des Vosges.

Fait à Nancy,

1<sup>er</sup> MARS 2022

La Directrice de l'offre sanitaire

Anne MULLER





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

Arrêté DREETS/CS n° 001 en date du 21 février 2022  
modifiant l'arrêté DREETS/CS n°351 du 22 novembre 2021  
portant fixation du montant de la Dotation globale de financement pour 2021  
du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la Fédération APAJH  
Adresse : 31, Avenue de la République – 52100 - SAINT-DIZIER  
N° FINESS : 520004193  
N° SIRET : 784 579 682 02 746

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES

- Vu** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 312-1, L361-1 et suivants, R 314-193-1 et suivants ;
- Vu** les articles R.314-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;
- Vu** l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment l'article 18 ;
- Vu** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;
- Vu** le décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
- Vu** l'arrêté du 19 février 2014 portant désignation des préfets de région comme responsables des budgets opérationnels des programmes régionaux dont la Direction générale de la cohésion sociale est responsable ;

- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de la préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin (hors classe) - Mme CHEVALIER (Josiane) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/147 du 13 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/104 du 31 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021/154 en date du 19 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est en matière d'autorisation budgétaire et de tarification ;
- Vu** l'arrêté DREETS n° 2021-23 du 17 mai 2021 portant subdélégation de signature en matière d'autorisation budgétaire à des agents de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;
- Vu** l'arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
- Vu** l'arrêté du 26 août 2021 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu** l'instruction n° DGCS/2A/5A/5C/2021/153 du 8 septembre 2021 relative aux orientations de l'exercice 2021 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- Vu** les décisions n° 425138, 425163 et 425164 du 12 février 2020 du Conseil d'Etat ;
- Vu** le rapport d'orientation budgétaire des services tutélaires de la région Grand Est pour la campagne budgétaire 2021 ;
- Vu** la délégation de gestion, en date du 1<sup>er</sup> avril 2021, entre la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Grand Est et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et de la Protection des Populations du département de la Haute-Marne ;
- Vu** le courrier du 28 janvier 2021 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service MJPM de la Fédération APAJH a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2021 ;
- Vu** les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 15 octobre 2021;



**Vu** l'absence d'observations transmise par courriel en date du 21 octobre 2021 de la personne ayant qualité pour représenter le service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la Fédération APAJH ;

**Vu** la notification d'autorisation budgétaire transmise par courrier en date du 02 novembre 2021 ;

**Considérant** l'information donnée par la Fédération APAJH, concernant le nouveau numéro SIRET à prendre en compte pour son service mandataire judiciaire à la protection des majeurs sise 31, Avenue de la République à 52100 SAINT-DIZIER, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2020

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et de la Protection des Populations du département de la Haute-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le présent arrêté a pour objet la modification de l'arrêté DREETS/CS n°351 du 22 novembre 2021 portant fixation du montant de la Dotation globale de financement pour 2021 du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la Fédération APAJH.

### **Article 2**

Le numéro SIRET du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de l'APAJH est modifié comme suit : 784 579 682 02 746.

### **Article 3**

En dehors du numéro SIRET, tous les articles de l'arrêté DREETS/CS n°351 du 22 novembre 2021 portant fixation du montant de la Dotation globale de financement pour 2021 du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs de la Fédération APAJH demeurent inchangés.

Pour la Préfète et par délégation,

Le Directeur régional de l'économie, de  
l'emploi, du travail et des solidarités  
Jean-François DUTERTRE

Par délégation,  
L'adjointe au responsable du Pôle  
Solidarités, Compétences, Économie  
Véronique FAGES



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ du 28 février 2022  
modifiant l'arrêté du 26 janvier 2022 n° 2022-03  
portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de  
la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités du Grand Est

VU le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par Internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel ;

VU l'arrêté n° 2021-101 du 31 mars 2021 de la préfète de région Grand Est portant organisation de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021/598 du 26 octobre 2021 de la préfète de région Grand Est relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par Internet pour l'élection professionnelle des représentants des personnels du comité technique de services déconcentrés de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est fixées du 7 décembre au 14 décembre 2021 ;

VU l'arrêté du 25 mai 2021 portant création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès de chaque directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, de chaque directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités et du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

VU la décision n° 2021-37 du 29 décembre 2021 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner les représentants du personnel au sein du CHSCT de la DREETS Grand Est ;

VU les propositions des organisations syndicales siégeant au Comité technique de service déconcentré de la DREETS Grand Est ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

Sont nommés membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est :

#### **a) Représentants de l'administration**

- M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional
- Mme Angélique ALBERTI, directrice régionale déléguée

#### **a) Représentants du personnel**

| Organisation syndicale                            | Nombre de sièges | Titulaires                     | Suppléants                       |
|---------------------------------------------------|------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| UFSE – CGT – FSU<br>– SNUTEFE – SUD<br>SOLIDAIRES | 2                | Bruno LEFEBVRE<br>Muriel HETTE | Safia ELMI-GANI<br>Valérie CANGE |
| UNSA ITEFA                                        | 1                | Jean-Christophe<br>PLANTIVEAU  | Frédérique LARANGE               |
| CFDT                                              | 1                | Philippe ALEKSIC               | Loïc HENAFF                      |
| FO                                                | 1                | Gabriel PINHAL                 | Halima HAMMES                    |

#### **b) Conseiller de prévention, médecins de prévention et assistants sociaux du personnel**

##### **Conseiller de prévention :**

- Mme Marie-José KESTLER

##### **Médecins de prévention :**

- Mme le Dr Aude WUILMET, médecin de prévention MSA, UR 51
- Mme le Dr Nadine ALMEYER, médecin de prévention UR 51
- Mme le Dr Marielle GILLET, médecin de prévention « finances » UR 51
- Mme le Dr Hélène RODERMANN, médecin de prévention UR 54
- Le médecin prévention « Finances », UR 54
- Mme le Dr Audrey LEININGER-BOUR, médecin de prévention UR 57
- Mme le Dr Sylvie LEYDENDECKER, médecin de prévention « finances » UR 57
- M. le Dr Elie WERTENSCHLAG, médecin de prévention UR 67
- Le médecin de prévention MSA, UR 67
- Mme le Dr Carmen NEAGOE, médecin de prévention « finances », UR 67

**Assistants de service social :**

- M. Louis GASTEBOIS, UR 54, 57 (MSO/Finances) ; 67 (MSO)
- M. Marceau GERVAL, UR 67 (agents « Finances »)
- Mme Catherine SEBILLE, UR 51 (MSO)
- Mme Rachel COTTENET, UR 51 (Finances)

**d) Inspecteur santé et sécurité au travail**

- M. Frédéric GARCIA, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

**Article 2 :**

L'arrêté du 4 juin 2021 portant désignation provisoire des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail conjoints de la DREETS Grand Est et de la DDETS 67 est abrogé.

**Article 3 :**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 28 février 2022

Le directeur régional,

Jean-François DUTERTRE





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

222-337

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/124**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2007 portant nomination et titularisation de Madame Myriam Gobeaut dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Compétence matérielle**

Madame Myriam Gobeaut, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **09 MARS 2022**

La Préfète,  
Pour la Préfète, en délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
BLAISE GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/128**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel portant nomination de Madame Nadia Zourgui-Saada dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005 ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Madame Nadia Zourgui-Saada, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 09 MARS 2022

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/129**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
- VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
- VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 2003 portant nomination de Monsieur Arnaud Trohel dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003 ;
- VU l'arrêté ministériel portant nomination et titularisation de Madame Louise Vosila dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Madame Louise Vosila, inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **09 MARS 2022**

La Préfète  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/130**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel du 11 février 2005 portant nomination de Madame Patricia Mourot, dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Madame Patricia Mourot, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **09 MARS 2022**

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/131**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel portant nomination et titularisation de Madame Montserrat Aguayo-Ibaceta dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Madame Montserrat Aguayo-Ibaceta, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **09 MARS 2022**

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/ 132**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 2003 portant nomination de Monsieur Arnaud Trohel dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003 ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle

Monsieur Arnaud Trohel, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale, est habilité à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### ARTICLE 2 - Compétence géographique

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### ARTICLE 3 - Compétence temporelle

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 09 MARS 2022

Pour la Préfète, délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes

  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification.*

DREETS Grand Est  
Cité administrative  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 STRASBOURG Cedex





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/133**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mai 2001 portant nomination de Monsieur Pierre Mosthoff dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Monsieur Pierre Mosthoff, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale, est habilité à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 09 MARS 2022

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes



Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

Date de prestation de serment

Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

DREETS Grand Est  
Cité administrative  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 STRASBOURG Cedex



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRETE PREFECTORAL N° 2022/134**

**portant habilitation pour rechercher et constater les infractions  
au Code de l'action sociale et des familles et au Code du tourisme**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.331-8-2, R.331-6 et R.331-6-1 ;
  - VU le code du tourisme, notamment ses articles L.412-2 et R.412-15 ;
  - VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 12, 14, 15 et 28 ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
  - VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane Chevalier en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
  - VU l'arrêté ministériel portant nomination de Madame Véronique Fages dans le corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, à compter du 1er août 2016 ;
  - VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François Dutertre, directeur du travail hors classe, sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;
- SUR PROPOSITION** du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Compétence matérielle**

Madame Véronique Fages, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale, est habilitée à rechercher et constater les infractions prévues et réprimées par le Code de l'action sociale et des familles (à l'exception des infractions prévues et réprimées à l'article L.227-8 du même code) et les infractions prévues à l'article L412-2 du Code du tourisme.

### **ARTICLE 2 - Compétence géographique**

La présente habilitation est valable dans les limites territoriales de la région Grand Est ou pendant la durée de la mise à disposition prévue par l'article L.313-13 II du Code de l'action sociale et des familles, dans le ressort de l'administration d'accueil.

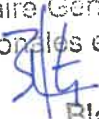
### **ARTICLE 3 - Compétence temporelle**

La présente habilitation est valable jusqu'à son retrait. Toutefois elle devient caduque si l'agent cesse ses fonctions au sein de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est.

### **ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes, le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **09 MARS 2022**

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes  
  
Blaise GOURTAY

*La prise des fonctions de police judiciaire ne peut avoir lieu qu'après prestation de serment devant le tribunal de judiciaire du lieu de résidence de l'agent. Toutefois, si l'agent a déjà prêté serment à quelque titre que ce soit pour constater des infractions, il n'y a pas lieu d'effectuer à nouveau cette prestation. Dans les deux cas, mention de cette prestation de serment est portée par le greffe de la juridiction sur le présent arrêté ou la carte professionnelle de l'agent*

*Date de prestation de serment*

*Tampon et signature du greffe du tribunal judiciaire*

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie,  
de l'emploi, du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ n° 2022-08**

**portant subdélégation de signature en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôles et du secrétaire général de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est (compétences générales)**

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

Vu le code du travail ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code du tourisme ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionale et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté n° 2021-103 du 31 mars 2021 de la Préfète de la Région Grand Est, portant délégation de signature (compétences générales) à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 juillet 2021 portant nomination de Mme Angélique ALBERTI sur l'emploi de directrice régionale adjointe, chargée des fonctions de « directrice régionale déléguée » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de M. Thomas KAPP sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « Politique du Travail » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de M. Laurent LEVENT sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « Entreprises, Emploi, Solidarités » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de Mme Véronique FAGES sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargée des fonctions d'adjoint au Responsable du pôle « Entreprises, Emploi, Solidarités » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2021 portant nomination de M. Philippe GRANDJEAN sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Vu l'arrêté du 10 février 2022 portant affectation de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP sur les fonctions de secrétaire général de la DREETS Grand Est, à compter du 01/02/2022 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup>

Subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Angélique ALBERTI, Directrice régionale déléguée
- M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP, Secrétaire général
- M. Thomas KAPP, Responsable du Pôle Travail,
- M. Laurent LEVENT, Responsable du Pôle Solidarités, Compétences, Economie,
- Mme Véronique FAGES, adjointe au Responsable du Pôle Solidarités, Compétences, Economie
- M. Philippe GRANDJEAN, Responsable du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie,

à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) Grand Est, tel que prévu par les articles 1<sup>er</sup> (deuxième et troisième alinéa), 3 et 4 de l'arrêté préfectoral susmentionné n° 2021-103 du 31 mars 2021.

### Article 2

Subdélégation de signature est donnée à Mme Angélique ALBERTI et à M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, tel que prévu par l'article 1<sup>er</sup> (premier alinéa) de l'arrêté préfectoral susmentionné n° 2021-103 du 31 mars 2021.

### Article 3

Subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Angélique ALBERTI
- M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP
- M. Thomas KAPP, uniquement pour les marchés publics relevant du BOP 111
- M. Laurent LEVENT, uniquement pour les marchés publics relevant des BOP 102 et 103

à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE les actes relevant de l'article 2 et 5 (deuxième alinéa) de l'arrêté préfectoral susmentionné n° 2021-103 du 31 mars 2021.

#### Article 4

Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

#### Article 5

Subdélégation est donnée à :

- |                         |                      |                        |
|-------------------------|----------------------|------------------------|
| - M. Théo GUILLAUMOT    | - M. Mim ROHIMUN     | - Mme Jeanne VO HUU LE |
| - M. Yves SCHNEIDER     | - Mme Louise VOSILA  | - Mme Anne MATTHEY     |
| - M. François OTERO     | - M. Franck FONTANEZ |                        |
| - M. Claude BALAN       | - Mme Candy KRIEF    |                        |
| - Mme Emmanuelle ABRIAL | - Mme Thérèse MORIN  |                        |

à l'effet de signer au nom de M. Laurent LEVENT les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Solidarités, Compétences, Economie ».

Subdélégation est donnée à M. Philippe KERNER et à M. Khalid CHAANANI à l'effet de signer au nom de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions, correspondances et documents relevant des domaines « Finances » et « Moyens généraux ».

Subdélégation est donnée à Mme Evelyne UBEAUD et M. Olivier NAUDIN à l'effet de signer au nom de M. Philippe GRANDJEAN les décisions, correspondances et documents relevant de leurs attributions respectives dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie ».

Subdélégation est donnée à Mme Faustine MONNERY à l'effet de signer au nom de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions, actes administratifs, correspondances et documents relatifs à la gestion des personnels titulaires et non titulaires. Subdélégation est donnée à Mme Florence GILLOUARD et à Mme Pascale BADINA à l'effet de signer au nom de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions, actes administratifs, correspondances et autres documents dans les domaines restrictifs suivants : action sociale, arrêtés liés à la maladie, au temps de travail, aux congés, aux comptes épargne-temps et à la mobilité.

#### Article 6

L'arrêté n° 2022-01 du 6 janvier 2022 est abrogé.

#### Article 7

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ n° 2022-09**

**portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôles et du secrétaire général de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable ;

Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionale et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Grand Est ;

Vu les arrêtés n° 2021/104 du 31 mars 2021, et 2021/147 et 2021/148 du 13 avril 2021 de la préfète de la région Grand Est portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional et en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 juillet 2021 portant nomination de Mme Angélique ALBERTI sur l'emploi de directrice régionale adjointe, chargée des fonctions de « directrice régionale déléguée » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de M. Thomas KAPP sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « Politique du Travail » de la DREETS Grand Est ;



Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de M. Laurent LEVENT sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « Entreprises, Emploi, Solidarités » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 mars 2021 portant nomination de Mme Véronique FAGES sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargée des fonctions d'adjoint au Responsable du pôle « Entreprises, Emploi, Solidarités » de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2021 portant nomination de M. Philippe GRANDJEAN sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Vu l'arrêté du 10 février 2022 portant affectation de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP sur les fonctions de secrétaire général de la DREETS Grand Est, à compter du 1<sup>er</sup> février 2022 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

Subdélégation de signature est donnée à Mme Angélique ALBERTI, Directrice régionale déléguée, à M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP, Secrétaire général, à M. Laurent LEVENT, Responsable du pôle « Solidarités, Compétences, Economie », à Mme Véronique FAGES, adjointe au responsable du pôle « Solidarités, Compétences, Economie, » à M. Thomas KAPP, Responsable du pôle « Politique du travail » et à M. Philippe GRANDJEAN, Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à l'effet de signer, au nom de M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de la DREETS, les décisions et actes relevant des attributions de la DREETS en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur :

- Les UO régionales Grand Est des BOP centraux et BOP régionaux des programmes suivants :
  - **BOP 102 : accès et retour à l'emploi**
  - **BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi**
  - **BOP 104 : intégration et accès à la nationalité française**
  - **BOP 134 : développement des entreprises et des régulations**
  - **BOP 147 : politique de la ville**
  - **BOP 157 : handicap et dépendance**
  - **BOP 177 : hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables**
  - **BOP 183 : protection maladie**
  - **BOP 303 : immigration et asile**
  - **BOP 304 : inclusion sociale et protection des personnes**
  - **BOP 305 : stratégies économiques**
  - **BOP 363 : compétitivité**
  - **BOP 364 : cohésion**
  - **BOP 787 : répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage**
  - **BOP 790 : correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage**
- **Ainsi que les crédits relevant du programme technique « Fonds Social Européen », à l'exception des crédits relevant de l'assistance technique au bénéfice de la DREETS**

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et recettes.

### Article 2 :

Subdélégation de signature est donnée à Mme Angélique ALBERTI et à M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE les décisions et actes relevant des

attributions de la DREETS en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur :

- **BOP 124 : conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales**
- **BOP 155 : conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail**
- **BOP 354 : administration territoriale de l'Etat**

#### Article 3 :

Délégation est donnée à Mme Angélique ALBERTI et à M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP à l'effet de signer les bons de commande, dans le respect des stratégies ministérielles et interministérielles d'achat, de factures et la constatation du service fait des dépenses imputées sur le BOP 723 relevant de la compétence de la DREETS.

#### Article 4 :

Subdélégation de signature est donnée à M. Thomas KAPP et à Mme Angélique ALBERTI, et en cas d'empêchement à M. Philippe GRANDJEAN et à M. Laurent LEVENT, à l'effet de signer, au nom de M. Jean-François DUTERTRE, les décisions et actes relevant des attributions de la DREETS Grand Est en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le BOP 111 (Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail).

#### Article 5 :

Subdélégation de signature est donnée à Mme Angélique ALBERTI et à Philippe GRANDJEAN, et en cas d'empêchement à M. Laurent LEVENT et à M. Thomas KAPP, à l'effet de signer, au nom de M. Jean-François DUTERTRE, les décisions et actes relevant des attributions de la DREETS Grand Est en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur :

- **L'UO 0305-ESSR-DL67 (DLA Grand Est) du BOP 305 central : stratégies économiques**
- **BOP 134 (ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie).**

#### Article 6 :

Sont exclus des précédentes subdélégations :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret n° 2004 -374 du 29 avril 2004 modifié) ;
- les réquisitions du comptable public (article 38 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- l'engagement de la procédure du « passer outre » prévue par l'article 103 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

#### Article 7 :

Subdélégation est donnée à M. Théo GUILLAUMOT, M. Yves SCHNEIDER, Mme Anne MATTHEY, M. François OTERO, M. Claude BALAN et Mme Louise VOSILA à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE les décisions et actes visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Subdélégation est donnée à Mme Evelyne UBEAUD et à M. François-Xavier LABBE à l'effet de signer au nom de M. Philippe GRANDJEAN les décisions et actes visés à l'article 5.

Subdélégation est donnée à Mme Faustine MONNERY et à Mme Pascale BADINA à l'effet de signer au nom de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions de l'article 2.

Subdélégation est donnée à M. Philippe KERNER et à M. Khalid CHAANANI à l'effet de signer au nom de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions des articles 2 et 3.

Subdélégation est donnée à M. Olivier ADAM à l'effet de signer au nom M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP les décisions et actes relevant des programmes 155 et 354.

Article 8 :

Subdélégation de signature est donnée à M. Mim ROHIMUN et à Mme Candy KRIEF à l'effet de signer, au nom de M. Laurent LEVENT, responsable du pôle « Solidarités, Compétences, Economie », les décisions et actes relevant des attributions de la DREETS Grand Est en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le BOP 304, et sur le BOP 124 pour la partie « certifications et titres professionnels ».

Article 9 :

Pour les crédits de l'assistance technique Fonds Social Européen au bénéfice du service FSE de la DREETS, subdélégation de signature est donnée à M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP, à M. Philippe KERNER, ou son suppléant M. Louis LE PIOUFLE, afin d'assurer la recevabilité des demandes et des bilans, leur instruction ainsi que la réalisation des rapports de contrôle service fait.

Article 10 :

La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin et auprès des directeurs départementaux des finances publiques.

Article 11 :

L'arrêté n° 2022-02 du 6 janvier 2022 est abrogé.

Article 12 :

Le directeur régional de la DREETS et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE

Echantillons de signature :

|                                                                                                            |                                                                                                         |                                                                                                                      |                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <br>Philippe GRANDJEAN    | <br>Véronique FAGES    | <br>Thomas KAPP                    | <br>Jean-François DUTERTRE |
| <br>Anne MATTHEY          | <br>Théo GUILLAUMOT    | <br>François OTERO                 | <br>Evelyne UBEAUD         |
| <br>François-Xavier LABBE | <br>Philippe KERNER    | <br>Faustine MONNERY               | <br>Pascale BADINA         |
| <br>Olivier ADAM        | <br>Louis LE PIOUFLE | <br>Yves SCHNEIDER               | <br>Mim ROHIMUN          |
| <br>Claude BALAN        | <br>Jeanne VO HUU LE | <br>Candy KRIEF                  | <br>Angélique ALBERTI    |
| <br>Khalid CHAANANI     | <br>Louise VOSILA    | <br>Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP |                                                                                                               |



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ n° 2022-10 portant subdélégation de signature  
en matière financière ordonnancée dans l'application Chorus DT  
de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 06 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable ;

Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu les arrêtés n° 2021/104 du 31 mars 2021, et 2021/147 et 2021/148 du 13 avril 2021 de la préfète de la région Grand Est portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional et en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;

Vu l'arrêté n° 2022-09 du 1<sup>er</sup> mars 2022 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôles et du secrétaire général de la DREETS Grand Est ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

Subdélégation de signature est donnée à :

- |                               |                                       |                           |
|-------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| - Mme Emmanuelle ABRIAL       | - Mme Marieke FIDRY                   | - M. Laurent LEVENT       |
| - M. Olivier ADAM             | - M. Franck FONTANEZ                  | - Mme Fabienne LOZANO     |
| - Mme Angélique ALBERTI       | - Mme Aurélie GARDES                  | - Mme Anne MATTHEY- HENRY |
| - Mme Pascale BADINA          | - M. Philippe GARRIGOU-<br>GRANDCHAMP | - M. Claude MIO           |
| - M. Claude BALAN             | - Mme Florence GILLOUARD              | - Mme Faustine MONNER Y   |
| - M. Benoît BOURGES           | - M. Jean-Yves GNYLEC                 | - Mme Thérèse MORIN       |
| - Mme Sophie BOUZID-<br>ADLER | - M. Philippe GRANDJEAN               | - M. Olivier NAUDIN       |
| - M. Khalid CHAANANI          | - M. Théo GUILLAUMOT                  | - Mme Caroline NICOLO     |
| - M. Julien DEBOOM            | - Mme Isabelle HOEFFEL                | - M. François OTERO       |
| - Mme Caroline DECLEIR        | - Mme Catherine JARDOT                | - M. Mim ROHIMUN          |
| - Mme Fabienne DEROZIER       | - M. Thomas KAPP                      | - M. Yves SCHNEIDER       |
| - Mme Martine DESBARATS       | - M. Philippe KERNER                  | - Mme Françoise SCHULTZ   |
| - M. Thierry DEVALLEZ         | - M. Patrice KLOTZ                    | - Mme Evelyne UBEAUD      |
| - Mme Laurence DEVOS          | - Mme Candy KRIEF                     | - Mme Louise VOSILA       |
| - M. Michel DUFOIR            | - M. François-Xavier LABBE            | - M. Franck VIGNOT        |
| - Mme Véronique FAGES         | - M. Louis LE-PIOUFLE                 | - Mme Dominique WAGNER    |

à l'effet de valider les ordres de mission et les états de frais CHORUS DT, en qualité de valideur hiérarchique, dans le périmètre des attributions de la DREETS Grand Est.

### Article 2 :

Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Khalid CHAANANI
- Mme Catherine JARDOT
- M. Louis LE-PIOUFLE
- M. Renaud ROSET
- Mme Fabienne YAMUT

à l'effet de valider les ordres de mission CHORUS DT, en qualité de service gestionnaire dans le périmètre des attributions de la DREETS Grand Est.

### Article 3 :

Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Khalid CHAANANI
- Mme Catherine JARDOT
- M. Louis LE-PIOUFLE

à l'effet de valider les états de frais dans CHORUS DT, en qualité de service gestionnaire contrôleur dans le périmètre des attributions de la DREETS Grand Est.

Article 4 :

Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Khalid CHAANANI
- Mme Catherine JARDOT
- M. Louis LE-PIOUFLE

à l'effet de valider les états de frais dans CHORUS DT, en qualité de service gestionnaire valideur dans le périmètre des attributions de la DREETS Grand Est.

Article 5 :

L'arrêté n° 2021-48 du 29 novembre 2021 est abrogé.

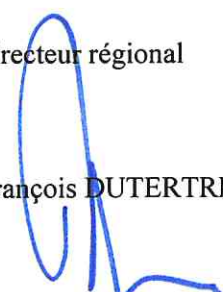
Article 6 :

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ n° 2022-11 portant subdélégation de signature  
en faveur des valideurs Chorus Formulaires  
de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 06 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est ;

Vu les arrêtés n° 2021/104 du 31 mars 2021, et 2021/147 et 2021/148 du 13 avril 2021 de la préfète de la région Grand Est portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional et en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;

Vu l'arrêté n° 2022-09 du 1<sup>er</sup> mars 2022 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat, en faveur de la directrice régionale déléguée, des chefs de pôle et du secrétaire général de la DREETS Grand Est ;

Vu l'arrêté du 10 février 2022 portant affectation de M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP sur les fonctions de secrétaire général de la DREETS Grand Est, à compter du 1<sup>er</sup> février 2022 ;



## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est donne subdélégation de signature à :

- Mme Angélique ALBERTI, Directrice régionale déléguée
- M. Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP, Secrétaire général

Cette subdélégation s'applique dans les limites définies par les arrêtés préfectoraux susvisés :

- A la validation des actes liés aux opérations d'ordonnancement secondaire délégué et aux actes de gestion pris en qualité de service prescripteur pour les crédits portés par les programmes visés ci-dessous :

- programme 102 « accès et retour à l'emploi »
- programme 103 « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »
- Fonds Social Européen
- programme 104 « intégration et accès à la nationalité française »
- programme 111 « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »
- programme 124 « conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales »
- programme 134 « développement des entreprises et des régulations »
- programme 147 « politique de la ville »
- programme 155 « conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail »
- programme 157 « handicap et dépendance »
- programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables »
- programme 183 « protection maladie »
- programme 303 « immigration et asile »
- programme 304 « inclusion sociale et protection des personnes »
- programme 305 « stratégies économiques »
- programme 309 « entretien immobilier de l'Etat »
- programme 354 « administration territoriale de l'État »
- programme 362 « écologie »
- programme 363 « compétitivité »
- programme 364 « cohésion »
- programme 723 « contribution aux dépenses immobilières »
- programme 787 « répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage »
- programme 790 « correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage »
- A la signature des bordereaux d'envoi des pièces justificatives au CGF
- A la signature des bordereaux et des pièces justificatives de la régie d'avance à destination de la DRFIP.

### Article 2 :

M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est donne subdélégation de signature, en qualité de gestionnaire valideur Chorus Formulaire, à :

- M. Khalid CHAANANI
- Mme Sophie BRENCKLE
- M. Stéphane COSTER
- Mme Laurence DEMANGE
- Mme Carine FISCHER
- Mme Catherine JARDOT
- Mme Candy KRIEF
- M. Louis LE-PIOUFLE
- M. Renaud ROSET
- Mme Louise VOSILA

- Mme Laetitia FAUQUETTE-TAHRI  
- Mme Pascale WEBER

Ces agents ont également un rôle de responsable de budget opérationnel de programme et/ou de pilote de crédits.

Cette délégation s'applique dans les limites définies par les arrêtés préfectoraux susvisés :

- programme 102 « accès et retour à l'emploi »
- programme 103 « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »
- Fonds Social Européen
- programme 104 « intégration et accès à la nationalité française »
- programme 111 « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »
- programme 124 « conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales »
- programme 134 « développement des entreprises et des régulations »
- programme 147 « politique de la ville »
- programme 155 « conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail »
- programme 157 « handicap et dépendance »
- programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables »
- programme 183 « protection maladie »
- programme 303 « immigration et asile »
- programme 304 « inclusion sociale et protection des personnes »
- programme 305 « stratégies économiques »
- programme 309 « entretien immobilier de l'Etat »
- programme 354 « administration territoriale de l'État »
- programme 362 « écologie »
- programme 363 « compétitivité »
- programme 364 « cohésion »
- programme 723 « contribution aux dépenses immobilières »
- programme 787 « répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage »
- programme 790 « correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage »
- A la signature des bordereaux d'envoi des pièces justificatives au CGF

### Article 3 :

L'arrêté n° 2021-52 du 24 décembre 2021 est abrogé.

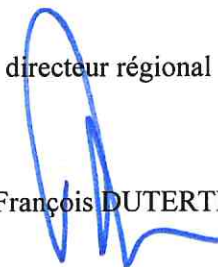
### Article 4 :

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE



Echantillons de signature :

|                                                                                                                         |                                                                                                            |                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  <p>Angélique ALBERTI</p>              |  <p>Sophie BRENCKLE</p>   |  <p>Mireille DENIS</p>    |
|  <p>Catherine JARDOT</p>               |  <p>Louis LE-PIOUFLE</p>  |  <p>Louise VOSILA</p>      |
|  <p>Renaud ROSET</p>                  |  <p>Stéphane COSTER</p>  |  <p>Carine FISCHER</p>    |
|  <p>Candy KRIEF</p>                  |  <p>Philippe KERNER</p> |  <p>Khalid CHAANNI</p>   |
|  <p>Laetitia FAUQUETTE-TAHRI</p>     |  <p>Pascale WEBER</p>   |  <p>Laurence DEMANGE</p> |
|  <p>Philippe GARRIGOU-GRANDCHAMP</p> |                                                                                                            |                                                                                                              |



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités du Grand Est**

**ARRÊTÉ n° 2022-13 portant délégation de signature  
en matière d'actions relevant du pôle « Concurrence, consommation, répression des fraudes et  
métrologie » de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la  
région Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est

VU la loi du 4 juillet 1837 ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure, notamment son article 45 ter. - I ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Grand Est ;

VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2021 portant nomination de M. Philippe GRANDJEAN sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Grand Est, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe GRANDJEAN, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la Dreets Grand Est, pour :

**\* Code la consommation :**

- signer les injonctions prévues par l'article L 521-3 du code de la consommation
- signer les sanctions administratives prévues par l'article L 522-1 du code de la consommation
- signer les propositions de transactions prévues par l'article L 523-1 du code de la consommation

**\* Code de commerce :**

- signer les sanctions administratives prévues par les articles L.321-3 et L.470-2 du code de commerce
- signer les propositions de transaction prévues par les articles L.310-6-1 et L.490-5 du code de commerce

\* **Loi du 4 juillet 1837 modifiée relative aux poids et mesures :**

- signer les amendes prévues par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1837

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe GRANDJEAN, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> est dévolue

Pour tous les points prévus à l'article 1 code de la consommation et code de commerce :

- M. Olivier NAUDIN, adjoint au responsable du pôle C, chef du service concurrence – BIEC / pratiques anticoncurrentielles ;
- Mme Evelyne UBEAUD, adjointe au responsable du pôle C, cheffe du service Pilotage Animation ;

Pour la loi du 4 juillet 1837 à :

- M. François-Xavier LABBE, chef du service Métrologie Légale.

**Article 3 :** L'arrêté n° 2021-50 du 24 décembre 2021 est abrogé.

**Article 4 :** M. Jean-François DUTERTRE et les subdélégués désignés sont responsables de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités du Grand Est**

**ARRÊTÉ n° 2022-14**

**portant subdélégation de signature en faveur du chef du pôle « Concurrence, consommation,  
répression des fraudes et métrologie » de la DREETS Grand Est**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable ;

Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionale et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2021 portant nomination de M. Philippe GRANDJEAN sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Grand Est, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 de Mme la préfète de la région Grand Est portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/671 du 22 novembre 2021 du préfet des Ardennes portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2021092-0001 du 2 avril 2021 du préfet de l'Aube portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 du préfet de la Marne portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 52-2021-04-00077 du 1<sup>er</sup> avril 2021 du préfet de Haute-Marne accordant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 21.BCI.16 du 1<sup>er</sup> avril 2021 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-754 du 13 avril 2021 de la préfète de la Meuse portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-2021-A-20 du 12 avril 2021 du préfet de la Moselle portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021 de la préfète du Bas-Rhin portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 2021 du préfet du Haut-Rhin, portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2022 de la préfète des Vosges portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

### **ARRÊTE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Subdélégation de signature est donnée à M. Philippe GRANDJEAN, Responsable du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie » de la DREETS Grand Est, à l'effet de signer au nom de M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est, l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions du pôle « Concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Grand Est, mentionnés dans les arrêtés préfectoraux susmentionnés.

#### **Article 2 :**

Subdélégation est donnée à :

- M. Olivier NAUDIN, adjoint au responsable du pôle C, chef du service concurrence - BIEC / pratiques anticoncurrentielles,
- Mme Evelyne UBEAUD, adjointe au responsable du pôle C, chef du service pilotage animation,
- Mme Caroline NICOLO, chef du service Concurrence PCR,
- M. Patrice KLOTZ, chef du service expertises spécialisées,
- M. Julien DEBOOM, adjoint du chef de service pilotage animation,
- M. François-Xavier LABBE, chef du service métrologie légale et en son absence à ses adjoints M. Thierry DEVALLEZ et M. Michel DUFOIR.

à l'effet de signer au nom de M. Philippe GRANDJEAN les décisions, correspondances et documents relevant de leurs attributions respectives dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie » et des suppléances qu'ils assurent.

Article 3 :

L'arrêté n° 2021-51 du 24 décembre 2021 est abrogé.

Article 4 :

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional

Jean-François DUTERTRE







**ARRÊTÉ n° 2022-15 portant délégation de signature  
en matière de contrôle administratif des procédures de licenciement collectif pour motif  
économique et de rupture conventionnelles collectives au sein de la DREETS**

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités de la région Grand Est

VU le code du travail, notamment ses articles R.\* 1233-3-4 et R. 1233-3-5, R.\* 1237-6 et R. 1237-6-1 ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ;

VU l'arrêté du 25 mars 2021, portant nomination de Monsieur Jean-François DUTERTRE sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Au nom de M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est, délégation à l'effet de signer les décisions, actes et lettres d'observations, précisées dans le tableau ci-après, est donnée à :

- Mme Angélique ALBERTI, directrice régionale adjointe, directrice régionale déléguée de la DREETS Grand Est,
- M. Laurent LEVENT, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « Solidarités Compétences Economie » de la DREETS Grand Est ;
- Mme Véronique FAGES, directrice régionale adjointe, en fonction d'adjointe du responsable du Pôle « Solidarités Compétences Economie » de la DREETS Grand Est ;
- M. Thomas KAPP, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « Travail » de la DREETS Grand Est.

| <i>Code du travail</i>               | <b>Entreprises soumises à plan de sauvegarde de l'emploi</b>                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| R. 1233-3-4 et R. 1233-3-5           | Information relative à la compétence du DREETS Grand Est                                                                                                                                                            |
| L.1233-57, L.1233-57-6 et D. 1233-11 | Proposition pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi, observation ou proposition concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales                                              |
| L. 1233-57-5, D. 1233-12 2           | Injonction de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif |
| L. 1233-35-1                         | Contestation relative à l'expertise                                                                                                                                                                                 |
| D. 1233-14-1                         | Complétude du dossier de demande d'homologation du plan et/ou de                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L. 1233-57-1 à L. 1233-57-4,<br/>L. 1233-57-8, D. 1233-14 à<br/>D. 1233-14-3</p> <p>L. 1233-53, L. 1233-56<br/>et D. 1233-11</p> | <p>validation de l'accord</p> <p>Décision ou refus de validation de l'accord collectif majoritaire et/ou d'homologation du document unilatéral relatif au plan de sauvegarde de l'emploi</p> <p><b>Entreprises non soumises à plan de sauvegarde de l'emploi</b></p> <p>Avis sur une irrégularité de procédure dans un projet de licenciement collectif pour motif économique et formulation d'observations sur les mesures sociales</p> |
| <p>L. 1237-19-5, R.* 1237-6 et<br/>R. 1237-6-1<br/>D. 1237-9</p> <p>L. 1237-19-3 à L. 1237-19-6<br/>R.1237-6 et D. 1237-7</p>       | <p><b>Ruptures conventionnelles collectives</b></p> <p>Information relative à la compétence du DREETS Grand Est</p> <p>Demande de justificatif complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L. 1237-19-3 et complétude du dossier de demande de validation de l'accord</p> <p>Décision ou refus de validation de l'accord collectif</p>                                                                                    |

**Article 2** – Au nom de M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est, délégation, à l'effet de signer actes et lettres d'observations, précisées dans le tableau ci-après, est donnée à :

– M. Yves SCHNEIDER, Responsable du service « Compétences » au sein du Pôle « Solidarités Compétences Economie » de la DREETS Grand Est ;

– M. Claude BALAN, adjoint du Responsable du service « Compétences », chef de l'Unité « mutations économiques et développement des compétences » de la DREETS Grand Est.

|                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Code du travail</i></p> <p>R. 1233-3-4 et R. 1233-3-5</p> <p>L.1233-57, L.1233-57-6 et D.<br/>1233-11</p> <p>D. 1233-14-1</p> <p>L. 1233-53, L. 1233-56<br/>et D. 1233-11</p> | <p><b>Entreprises soumises à plan de sauvegarde de l'emploi</b></p> <p>Information relative à la compétence du DREETS Grand Est</p> <p>Proposition pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi, observation ou proposition concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales</p> <p>Complétude du dossier de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord</p> <p><b>Entreprises non soumises à plan de sauvegarde de l'emploi</b></p> <p>Avis sur une irrégularité de procédure dans un projet de licenciement collectif pour motif économique et formulation d'observations sur les mesures sociales</p> |
| <p><i>Code du travail</i></p> <p>L. 1237-19-5, R.* 1237-6 et<br/>R. 1237-6-1</p> <p>D. 1237-9</p>                                                                                   | <p><b>Ruptures conventionnelles collectives</b></p> <p>Information relative à la compétence du DREETS Grand Est</p> <p>Demande de justificatif complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L. 1237-19-3 et complétude du dossier de demande de validation de l'accord</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**Article 3 : Contentieux** – A l'effet de signer tous les actes, requêtes, déférés, mémoires, déclinatoires de compétence auprès des différentes juridictions, relatifs au contentieux administratif et judiciaire portant les domaines énoncés à l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à :

- Mme Angélique ALBERTI, directrice régionale adjointe, directrice régionale déléguée de la DREETS Grand Est,
- M. Laurent LEVENT, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « Solidarités Compétences Economie » de la DREETS Grand Est ;
- Mme Véronique FAGES, directrice régionale adjointe, en fonction d'adjointe du responsable du Pôle « Solidarités Compétences Economie » de la DREETS Grand Est ;
- M. Thomas KAPP, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « Travail » de la DREETS Grand Est.

**Article 4 : Conflits d'intérêts** – Chaque délégataire veille et s'assure de l'absence de toute interférence entre les intérêts privés qu'il détient et l'exercice de sa mission de nature à influencer ou paraître influencer le traitement indépendant, impartial et objectif des dossiers confiés et à porter atteinte à l'objectivité nécessaire au bon traitement des actes et décisions dont la signature lui a été déléguée.

Chaque délégataire informe le directeur régional de toute situation susceptible d'être entachée d'un risque de conflit avec ses intérêts privés et s'abstient dans ces situations de mettre en œuvre la présente décision de délégation.

**Article 5** – Le directeur régional et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 11 mars 2022

Le directeur régional,

Jean-François DUTERTRE



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/125**

**portant création du périmètre délimité des abords des monuments historiques sur le territoire de la commune de DIEULOUARD (Meurthe-et-Moselle)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;

VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

VU le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint-Sébastien, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 29 octobre 1926 et des restes du château de Dieulouard inscrits au titre des monuments historiques par arrêté du 19 janvier 1927 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2020 prescrivant la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Dieulouard ;

VU la délibération du conseil municipal de Dieulouard du 29 juin 2021 donnant un avis favorable à la création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Sébastien et des restes du château, sur le territoire de Dieulouard ;

VU l'enquête publique prescrite par la commune de Dieulouard du 11 octobre au 10 novembre 2021, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 8 décembre 2021 ;

VU la consultation des propriétaires et affectataires des monuments historiques ;

VU la délibération du conseil municipal du 4 février 2022 donnant un accord sur le projet de création de périmètre délimité des abords autour des monuments historiques situés sur le territoire de Dieulouard ;

CONSIDERANT que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec le monument historique un ensemble cohérent et qu'ils sont susceptibles de contribuer à leur mise en valeur ;

CONSIDERANT le cadre privilégié, participant à la mise en valeur des monuments historiques de Dieulouard, constitué par l'emprise du village traditionnel ainsi que les entrées de ville qui offrent des vues sur les monuments historiques ;

CONSIDERANT que les périmètres automatiques de 500 mètres s'appliquent sur une superficie 102 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 48 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces qui participent réellement à l'environnement des monuments ou de la conservation du patrimoine communal ;

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er** : Le périmètre délimité des abords de l'église Saint-Sébastien, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 29 octobre 1926 et des restes du château inscrits au titre des monuments historiques par arrêté du 19 janvier 1927, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords des monuments historiques situés sur le territoire de Dieulouard.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **08 MARS 2022**

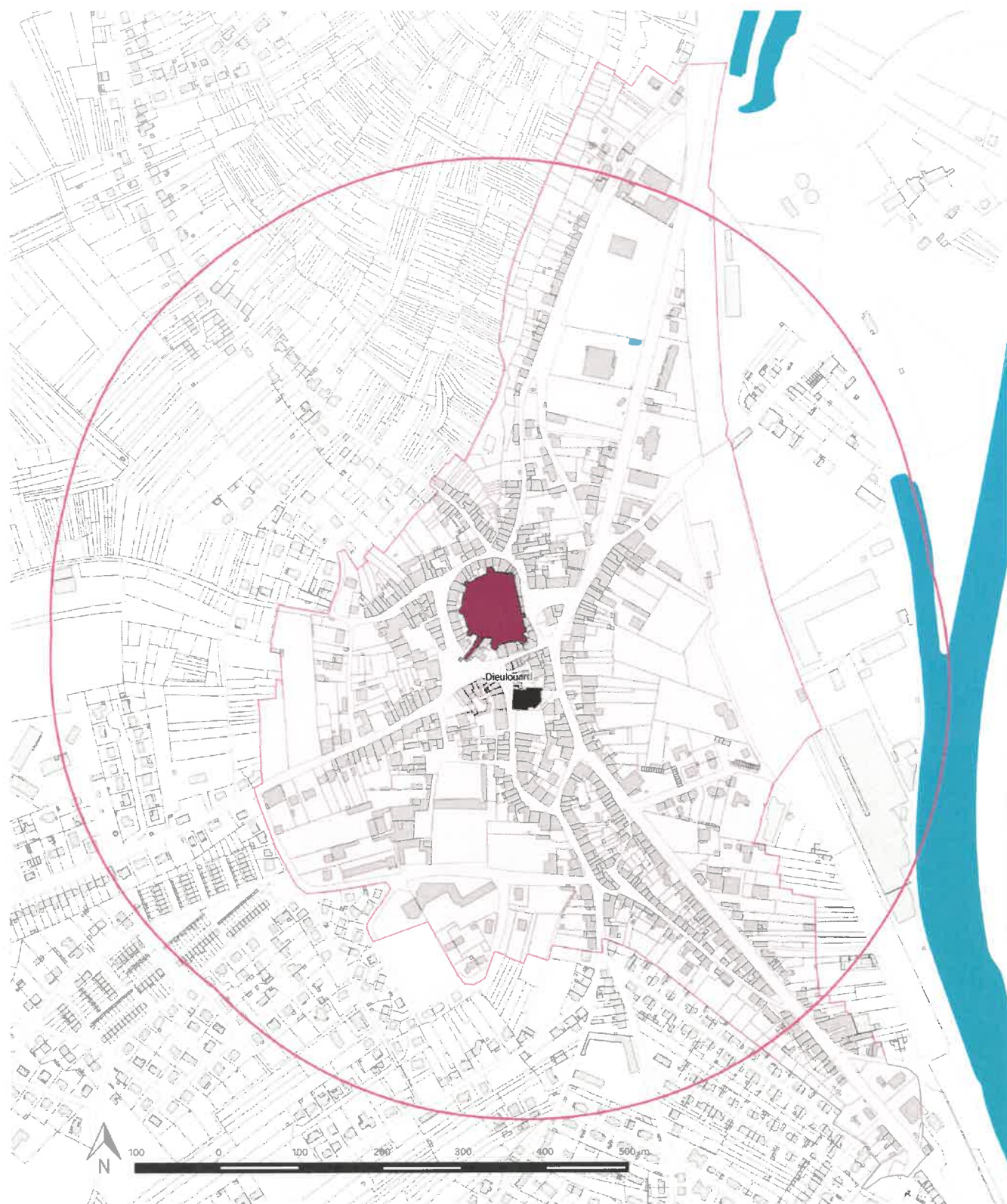
Pour la Préfecture et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes







**Blaise GOURTAY**

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et /ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Périmètre délimité des abords des monuments historiques de Dieulouard



Légende

-  Projet de périmètre délimité des abords (48 hectares)
-  Périmètre de protection de 500 mètres (102 hectares)
- Monuments historiques :
-  Eglise Saint-Sébastien
-  Restes du château



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 / 135**

fixant la liste régionale du foncier public (biens Etat et biens Etablissements publics)  
mobilisable aux fins de logement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L.3211-7 et suivants;
- VU la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;
- VU le décret n°2013-315 du 15 avril 2013 relatif aux conditions d'aliénation des terrains du domaine privé de l'État en vue de la réalisation de programmes de construction de logements sociaux et fixant la composition et le fonctionnement de la commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier instituée à l'article L.3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret n°2013-937 du 18 octobre 2013 établissant la liste des établissements publics de l'État mentionnée à l'article L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret n°2013-936 du 18 octobre 2013 relatif aux conditions d'aliénation des terrains du domaine privé des établissements publics de l'Etat, ou dont la gestion leur a été confiée par la loi, prévues à l'article L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques en vue de la réalisation de programmes de construction de logements sociaux ;
- VU le décret n°2014-1741 du 30 décembre 2014 relatif aux conditions d'aliénation des terrains du domaine privé des établissements publics de l'Etat, ou dont la gestion leur a été confiée par la loi, prévues à l'article L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques en vue de la réalisation de programmes de construction de logements sociaux ;



- VU le décret n°2016-1160 du 25 août 2016 modifiant les dispositions réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques relatives aux conditions d'aliénation des terrains du domaine privé de l'Etat et de ses établissements publics en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2019-250 fixant la liste régionale du foncier public mobilisable aux fins de logement en date du 6 juin 2019;
- VU la demande du Préfet du Haut-Rhin en date du 21 septembre 2021 relative à l'inscription sur la liste régionale du foncier public mobilisable aux fins de logement de biens sis à Saint Louis ;
- VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement de la région Grand Est en date du 16 décembre 2021 ;

CONSIDERANT que l'actualisation de la liste du foncier public mobilisable aux fins de logement consiste :

- à l'inscription de 7 biens sis du 2-14 rue des Œillets à Saint Louis.

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 :**

Les biens de l'État et les biens des établissements publics figurant sur les listes régionales annexées au présent arrêté sont déclarés cessibles en faveur de la production de logement, et donc potentiellement éligibles à la décote de droit mentionnée à l'article L3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques.

### **ARTICLE 2 :**

Le montant de la décote bénéficiant au prix de cession de ces biens sera fixé au cas par cas, en fonction du programme de logement social prévu, par le Directeur départemental des finances publiques, sur la base du dossier de demande de cession avec décote transmis par le Préfet de département.

### **Article 3 :**

L'arrêté préfectoral n°2019-250 et ses annexes en date du 6 juin 2019 sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil régional des actes administratifs.

Article 5 :

Le Secrétaire Général pour les affaires régionales et européennes, les Préfets de département, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur Régional des Finances Publiques et les Directeurs Départementaux des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Fait à Strasbourg, le **10 MARS 2022**

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général pour les Affaires  
Régionales et Européennes



**Blaise GOURTAY,**

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*

**Annexe 1 : Liste régionale des biens Etat (foncier public) mobilisables aux fins de logements actualisée**

| Département | commune              | adresse                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Ministère<br>propriétaire/utilisateur | Référence cadastrale                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Superficie<br>(en m <sup>2</sup> ) |
|-------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Moselle     | Montigny lès<br>Metz | Caserne Raymond<br>rue Général Franiatte                                                                                                                                                                                                                                                      | Défense                               | Section 36,<br>1ere fraction : n°194 et 200 (14<br>417m <sup>2</sup> )<br>et 2ème fraction : n°2 et 199 (16<br>235m <sup>2</sup> )                                                                                                                                                                         | 30 652 m <sup>2</sup>              |
| Haut-Rhin   | Saint Louis          | - 2 rue des Œillets parcelle AL 99<br>- 4 rue des Œillets parcelle AL 100<br>- 6 rue des Œillets parcelles AL 101 et<br>AL 106<br>- 8 rue des Œillets parcelle AL 102<br>- 10 rue des Œillets parcelle AL 103<br>- 12 rue des Œillets parcelle AL 104<br>- 14 rue des Œillets parcelle AL 105 | Défense                               | Section AL<br>- parcelle AL 99 : 8,08 ares<br>- parcelle AL 100 : 7,90 ares<br>- parcelles AL 101 : 8,01 ares et AL 106 (à<br>rattacher à la parcelle 101) : 0,03 ares<br>- parcelle AL 102 : 8,03 ares<br>- parcelle AL 103 : 8,04 ares<br>- parcelle AL 104 : 7,94 ares<br>- parcelle AL 105 : 8,13 ares | 5 616 m <sup>2</sup>               |

**Annexe 2 : Liste régionale des biens Établissements Publics (foncier public) mobilisables aux fins de logements actualisée**

| Département | commune | adresse                                  | Propriétaire/<br>utilisateur | Référence cadastrale                                             | Surfaces<br>cadastrées (en m <sup>2</sup> ) | Superficie cessible<br>(en m <sup>2</sup> ) |
|-------------|---------|------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Marne       | REIMS   | Rue de la 12ème<br>Escadre<br>d'Aviation | SNCF Réseau                  | Section AL n°154 et 149<br><br>Section AK n°208                  | 148 912                                     | 114 470                                     |
| Marne       | REIMS   | Rue de la 12ème<br>Escadre<br>d'Aviation | SNCF Réseau                  | Section AI n°624                                                 | 41 858                                      | 21 826                                      |
| Marne       | REIMS   | Tir aux Pigeons                          | SNCF Réseau                  | Section BM n°113<br><br>Section BL n°505, 508,511,<br>513 et 580 | 262 451                                     | 68 859                                      |



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 / 136**

**portant modification de l'arrêté préfectoral n°2021/010 du 20 janvier 2021 modifié,  
portant nomination au comité de bassin Rhin-Meuse**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.213-7, L.213-8, et D.213-17 à D.213-29 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le décret n°2020-1062 du 17 août 2020 relatif aux comités de bassin ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021/009 du 20 janvier 2021 fixant la composition du comité de bassin Rhin-Meuse ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021/010 du 20 janvier 2021 portant nomination au comité de bassin Rhin-Meuse ;
- VU les propositions de désignations des structures consultées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, délégué de bassin Rhin-Meuse, et du secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les articles 1 à 4 de l'arrêté 2021/010 du 20 janvier 2021 sont modifiés comme suit :

Sont membres du comité de Bassin Rhin-Meuse, au titre du premier collège :

|                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Un député                                                                                                                                                          | Xavier PALUSZKIEWICZ<br>suppléant(e) : en cours de désignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Un sénateur                                                                                                                                                        | Jean-François HUSSON<br>suppléant(e) : Jacques FERNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Deux représentants des régions                                                                                                                                     | Sylvie D'ALGUERRE<br>Frédéric PFLIEGERSDOERFFER                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Sept représentants des départements                                                                                                                                | Fabienne GOFFETTE, Conseillère départementale des Ardennes<br>Fabienne SCHOLLHAMMER, Conseillère départementale de la Haute-Marne<br>Sylvain MARIETTE, Vice-président de la Meurthe-et-Moselle<br>Jean-Philippe VAUTRIN, Vice-président de la Meuse<br>David SUCK, Vice-président de la Moselle<br>Etienne BURGER, Conseiller d'Alsace<br>Régine BEGEL, Conseillère départementale des Vosges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Deux représentants des établissements publics territoriaux de bassin                                                                                               | Bernard DEKENS, Président de l'EPAMA<br>Pierre BOILEAU, Métropole du Grand Nancy, EPTB Meurthe-Madon                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Cinq représentants des établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux, des syndicats mixtes compétents ou autres groupements dans le domaine de l'eau | Daniel DIETMANN, Maire de Manspach – Haut-Rhin, EPAGE Largue<br>Michel HABIG, Conseiller d'Alsace – CEA, Rivière Haute Alsace ou syndicat mixte du bassin de l'III<br>Jean MARINI, Maire de Tritteling-Redlach – Moselle, Syndicat des eaux vives des trois Nied<br><b>François HENRION, Vice-Président de Metz-Métropole, Maire d'Augny, Syndicat mixte Moselle Aval</b><br>Patrick BARBIER, Vice-Président de la CC de Sélestat et environs, Maire de Muttersholtz – Bas-Rhin, SDEA Alsace Moselle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Vingt-et-un représentants des communes ou des autres groupements de collectivités territoriales compétents dans le domaine de l'eau,                               | Maryvonne BUCHERT, Adjointe au maire de Mulhouse (68)<br>Thierry SCHAAL, Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg (67)<br>Frédérique LOGIN, Vice-présidente de Metz-Métropole (57)<br>Delphine MICHEL, Vice-présidente Grand Nancy (54)<br>Audrey BARDOT NORMAND, Conseillère municipale de Pulligny (54)<br>Régis DEPAIX, Maire de Montcornet (08)<br>Bernard INGWILLER, Maire de Grassendorf (67)<br>Denis NASS, Maire de Gommersdorf (67)<br>Philippe VOINSON, Maire de Bouxières-aux-Chênes (54)<br>Marie-Josèphe CLEMENT, Maire de Cornimont (88)<br>Dominique PEDUZZI, Maire de Fresse-sur-Moselle (88), Président de l'Association des maires et président de communautés de communes des Ballons des Hautes-Vosges<br>Odile BEIRENS, Maire de Buxières-sous-les-Côtes (55)<br>Anne FRAIPONT, Maire de Le Mont Dieu (08)<br>Jean-François GUILLAUME, Maire de Ville-en-Vermois (54)<br>Béatrice BULOOU, Maire de Mundolsheim (67)<br>Vincent MATELIC, Maire de Rosselange (57)<br>Ghislaine MELON, Maire d'Ennery (57)<br>Alexandra REBSTOCK PINNA, Maire de Nilvange (57)<br>Jean-François THOMAS, Conseiller municipal de Verdun (55)<br>Loïc RICHARD, Maire de Riedisheim (68)<br>David VALENCE, Maire de Saint-Dié-des-Vosges (88) |
| Un représentant des communes ou des                                                                                                                                | Gilles SOULIER, Maire d'Ancy-Dornot (57)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                         |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| groupements de collectivités territoriales compétents dans le domaine de l'eau, présidant une commission locale de l'eau, désigné par le préfet coordonnateur de bassin |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

Sont membres du comité de Bassin Rhin-Meuse, au titre du deuxième collège :

|                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Au moins un représentant des associations agréées de protection de la nature                    | Jean-Yves MOITROT, LPO<br>Michel CHRISTOPHE, CPIE<br>Valérie GENESSEAU, France Nature Environnement<br>Daniel REININGER, France Nature Environnement                                                                                                                                            |
| Au moins un représentant des conservatoires régionaux d'espaces naturels                        | Marc BRIGNON, Conservatoire des espaces naturels<br>Véronique CORSYN, Conservatoire des espaces naturels                                                                                                                                                                                        |
| Au moins un représentant des associations actives en matière d'activités nautiques              | Éric LOUIS, Fédération française de canoë Kayak et sports de pagaie                                                                                                                                                                                                                             |
| Au moins un représentant des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique | Michel ADAM<br>Isabelle DESPIERRES<br>Robert ERB                                                                                                                                                                                                                                                |
| Au moins un représentant des instances cynégétiques                                             | Jacky DESBROSSE, Fédération nationale des chasseurs                                                                                                                                                                                                                                             |
| Au moins un représentant des associations agréées de défense des consommateurs                  | Bernard MICHEL, CLCV<br>Irène ZEBODJ, CLCV<br>Christian BESSARD, Chambre de consommation du Grand Est et d'Alsace<br>Pierre CAYE, Chambre de consommation du Grand Est et d'Alsace<br>Christiane VELINOT, Chambre de consommation du Grand Est et d'Alsace<br>Chantal PATTEGAY, UFC QUE CHOISIR |
| Au moins deux personnes qualifiées, désignées par le préfet coordonnateur de bassin             | Claude GAILLARD<br>Anne RIBAYROL-FLESCHE<br>Mickaël WEBER                                                                                                                                                                                                                                       |

Sont membres du comité de Bassin Rhin-Meuse, au titre du troisième collège :

|                                                                                             |                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Au moins un représentant de l'agriculture                                                   | Catherine CHARLIER<br>Fabien METZ<br>Jean-Luc PELLETIER                                                                                                                           |
| Au moins un représentant de l'agriculture biologique                                        | Philippe HENRY                                                                                                                                                                    |
| Au moins un représentant de la sylviculture                                                 | Silvère BALLET                                                                                                                                                                    |
| Au moins un représentant de la pêche professionnelle en eau douce                           | Adrien VONARB                                                                                                                                                                     |
| Au moins un représentant de l'aquaculture                                                   | Jean-Paul BECKER                                                                                                                                                                  |
| Au moins un représentant du tourisme                                                        | Pierre SINGER                                                                                                                                                                     |
| Au moins un représentant de l'industrie                                                     | Gilbert BAUER<br>Karima CHAKRI<br>Frédérique ARNOLD<br>Michel GEORGE<br>Sandrine GERARD<br>Étienne KOSZUL<br>Nathalie LEROY<br>Patrick NEU<br>Raphaëlle PONCELET<br>Patrick RENCK |
| Au moins un représentant de distributeurs d'eau                                             | Laurent KOSMALKI                                                                                                                                                                  |
| Au moins un représentant de producteurs d'électricité et des producteurs d'hydroélectricité | Régis THEVENET                                                                                                                                                                    |

Sont membres du comité de Bassin Rhin-Meuse, au titre du quatrième collège, désignés par le préfet coordonnateur de bassin :

|                                                           |                                                                               |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Préfet région Grand Est<br>Préfet Coordonnateur de bassin | Préfet région Grand Est<br>Préfet Coordonnateur de bassin ou son représentant |
| Secrétaire général pour les affaires                      | SGARE ou son représentant                                                     |



|                                                                                               |                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| régionales de Grand Est                                                                       |                                                                   |
| DREAL Grand Est                                                                               | DREAL Grand Est, délégué de bassin ou son représentant            |
| DREAL Grand Est                                                                               | Adjoint au délégué de bassin Grand Est ou son représentant        |
| DRAAF Grand Est                                                                               | DRAAF Grand Est ou son représentant                               |
| ARS Grand Est                                                                                 | Directeur général ARS ou son représentant                         |
| Office français de la biodiversité                                                            | Directeur territorial Grand Est ou son représentant               |
| Bureau des recherches géologiques et minières                                                 | BRGM ou son représentant                                          |
| DRFIP                                                                                         | DRFIP Grand Est et du Département du Bas-Rhin ou son représentant |
| Voies navigables de France                                                                    | Directeur régional Grand Est ou son représentant                  |
| Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement | CEREMA ou son représentant                                        |
| Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie                                      | Directeur régional Grand-Est ou son représentant                  |
| Agence de Caisse des dépôts et consignations                                                  | CDC ou son représentant                                           |
| Port autonome de Strasbourg                                                                   | PAS ou son représentant                                           |
| Office national des forêts                                                                    | ONF ou son représentant                                           |
| Commissaire à l'aménagement des Vosges                                                        | CAV ou son représentant                                           |
| Préfet de la Moselle                                                                          | Représenté par le DDT de la Moselle                               |
| Préfet des Vosges                                                                             | Représenté par le DDT des Vosges                                  |
| Préfet du Haut-Rhin                                                                           | Représenté par le DDT du Haut-Rhin                                |
| Préfet des Ardennes                                                                           | Représenté par le DDT des Ardennes                                |

**ARTICLE 2 :** Les membres nommés au titre du premier, deuxième et troisième collège le sont pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'au 20 janvier 2027.

**ARTICLE 3 :** Les autres dispositions de l'arrêté 2021/10 du 20 janvier 2021 restent inchangés.

**ARTICLE 4 :** Les arrêtés n° 2021-79 du 5 mars 2021, n°2021-256 du 10 mai 2021 et n°2021-651 du 18 novembre 2021 sont abrogés.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est et le directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **10 MARS 2022**

La Préfète,



Josiane CHEVALIER

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 17 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

oooo

**Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est**

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° 2016/03 du 4 janvier 2016 du Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/378 du 5 octobre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est ;

**Arrête :**

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe 1 au présent arrêté à l'effet de signer les actes indiqués pour chacun d'eux par référence à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°2020/378 du 5 octobre 2020.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe 2 au présent arrêté à l'effet de signer, dans les conditions et limites mentionnées dans la même annexe.

**Article 3 :** Subdélégation est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe 3 au présent arrêté à l'effet de :

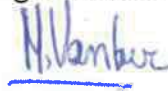
- signer les mémoires déposés devant les juridictions administratives dans la défense des décisions relevant des attributions mentionnées dans la même annexe et qui ont fait l'objet d'une des procédures de référé prévues par le Code de justice administrative.

- signer les mémoires déposés devant le juge de l'expropriation et d'une façon plus générale la représentation de l'autorité expropriante dans le cadre de tous actes et procédures d'expropriation conformément à l'article R.311-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Subdélégation est également donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe 3 au présent arrêté à l'effet de présenter des observations orales devant le juge de l'expropriation conformément à l'article R.311-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 4 :** Les chefs de services de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est

Le Directeur régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



Hervé VANLAER

**Arrêté DREAL-SG-2022-17 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

**Annexe 1**

---

**Actes relevant de l'art 1 de l'arrêté préfectoral n° 2020/378 du 5 octobre 2020  
(Préfet de région)**

| <b>Subdélégués</b>        | <b>Etendue de la subdélégation</b>                                                                             |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mireille MAESTRI          | Tous actes délégués                                                                                            |
| Patrick CAZIN-BOURGUIGNON | Tous actes délégués                                                                                            |
| Stéphanie MATHEY-BASCOU   | Tous actes délégués                                                                                            |
| David MAZOYER             | Tous actes délégués                                                                                            |
| Patrick CHENOT            | GS 2 à 6<br>RH 1 à 8                                                                                           |
| Erika PEIXOTO             | GS 2 à 6<br>RH 1 à 8                                                                                           |
| Michaël BERTIN            | GS 2 à 6<br>RH 1 à 8                                                                                           |
| Anne-Laure DESTOMBE       | GS 2 à 6<br>RH 1 à 8                                                                                           |
| Julie MILION              | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RH 1 à 8                                                                  |
| Annick BANDURA            | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RH 1 à 8                                                                  |
| Josiane FISCHER           | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RH 1 à 8                                                                  |
| Francis WEIDMANN          | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RH 1 à 8                                                                  |
| Hervé RAVILLON            | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RH 1 à 8                                                                  |
| Pascal COZZA              | GS 2                                                                                                           |
| Suzanne BURGER            | GS 2                                                                                                           |
| Emmanuelle GABUTHY        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| François TORCASO          | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Romain MESGNY             | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Jean-Noël DEFERT          | GS 2                                                                                                           |
| Fabrice CHATELOT          | GS 2                                                                                                           |
| Eric PARACHINI            | GS 2                                                                                                           |
| Frédéric DESMET           | GS 2                                                                                                           |
| Karine DAL CANTON         | GS 2 et 3                                                                                                      |
| Yveline FRANCO-VENTURINI  | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Diane ROCK                | GS 2 et 3<br>RH1, RH2, RH4, RH6 pour les arrêtés ou décisions<br>qui relèvent de l'échelon zone de gouvernance |
| Agnès COURTY              | GS 2 et 3                                                                                                      |

|                     |                                                                                                                |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sylvain PASQUINI    | GS 2 et 3<br>RH1, RH2, RH4, RH6 pour les arrêtés ou décisions<br>qui relèvent de l'échelon zone de gouvernance |
| Anne COLON          | GS 2<br>RH1, RH2, RH4, RH6 pour les arrêtés ou décisions<br>qui relèvent de l'échelon zone de gouvernance      |
| Laetitia RUBEIS     | GS 2                                                                                                           |
| Collette DAUSQUE    | GS 2                                                                                                           |
| Sandrine GLORIAN    | GS 2                                                                                                           |
| Myriam PICARD       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Guillaume GAUBY     | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>E1                                                                        |
| Michel HUEBER       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Sophie NAUDIN       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Christophe LEBRUN   | GS 2 et 3<br>CH 1 et 2<br>E 1 et 2                                                                             |
| Thierry MARY        | GS 2 et 3<br>E1 et 2<br>CH 1 et 2                                                                              |
| Gautier GUERIN      | GS 2 et 3<br>E1 et 2<br>CH 1 et 2                                                                              |
| Lyne RAGUET         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>E1 et 2                                                                   |
| Gauthier BOUTINEAU  | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>E1 et 2                                                                   |
| Michel ANTOINE      | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Ludovic PAUL        | GS 2 et 3<br>MN 1 à 3                                                                                          |
| Marie-Pierre LAIGRE | GS 2 et 3<br>MN 1 à 3                                                                                          |
| Karine PRUNERA      | GS 2 et 3<br>MN 1 à 3                                                                                          |
| Aline LOMBARD       | GS 2 et 3<br>MN 1 à 3                                                                                          |
| Cécile BOUQUIER     | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3                                                                  |
| Françoise MARCHAL   | GS 2 et 3 (sauf OM international)                                                                              |
| Dominique ORTH      | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3                                                                  |
| Rémi SAINTIER       | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3                                                                  |
| Benoit PLEIS        | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3                                                                  |
| Anne WEISSE         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN1 et 2                                                                  |

|                                                  |                                                      |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| Muriel ROBIN                                     | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3        |
| Vincent BACHMANN                                 | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3        |
| Stéphanie COURTOIS                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MN 1 à 3        |
| Marc JAMMET                                      | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Muriel MASTRILLI                                 | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Guy TREFFOT                                      | GS 2 et 3<br>MO 1, 2, 5 à 11<br>RTR 1 à 21           |
| Isabelle DUNIS                                   | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Laurence FELTMANN                                | GS 2 et 3<br>MO 1, 2, 5 à 11<br>RTR 1 à 21           |
| Alberto DOS SANTOS                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MO 1, 2, 5 à 11 |
| Frédéric MICHEL                                  | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RTR 1 à 21      |
| Benjamin BENOIT                                  | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Julien BIARD                                     | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Sébastien GASSMANN                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RTR 18 et 19    |
| Philippe HENRIONNET                              | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Elisabeth KAYSER                                 | GS 2<br>RTR 1 à 16                                   |
| Elisabeth KLEIN                                  | GS 2<br>RTR 1 à 16                                   |
| Vincent LAHOUSTE                                 | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| David LOMBARD                                    | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Manuel VERMUSE<br><i>(jusqu'au 31 mars 2022)</i> | GS 2 et 3                                            |
| Christophe CLARISSE                              | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Michel JONAS                                     | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Céline BRAULT                                    | GS 2<br>RTR 1 à 16                                   |
| Dominique GUILLEN                                | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MO 1,2, 5 à 11  |
| Michaël VIGNON                                   | GS 2 et 3<br>MO 1,2,5 à 11                           |
| Agathe HAUSHERR                                  | GS 2<br>RTR 1 à 17                                   |
| Pascal POUL                                      | RTR 1 à 17                                           |
| Christophe ALIZON                                | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Cyrille LEMOINE                                  | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |
| Patrick KARMAN                                   | GS 2 et 3 (sauf OM international)                    |

|                          |                                                                 |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Fabrice JOGUET-RECCORDON | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Caroline RIQUART         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RTR 1 à 21                 |
| Hélène FOREAU            | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>RTR 1 à 21                 |
| Raphaël CLER             | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Didier SARRAZIN          | GS 2                                                            |
| Isabelle REGENT          | GS 2                                                            |
| Philippe LIAUTARD        | GS 2 et 3<br>AE 1 à 5<br>MSS 1                                  |
| Cyril DROIT              | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Ahmed ABDELGHANI         | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Marc LITZENBURGER        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Anita BOTZ               | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Sébastien GOLFIER        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Ludivine BOUTINEAU       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Claire METAIRIE-FRANCOIS | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Pierre CASERT            | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5                   |
| Jacques MOLE             | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Mohamed. KHEDJOUT        | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Pascale HANOCQ           | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>MSS 1                      |
| Nicolas PONCHON          | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Philippe HESTROFFER      | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Denis MAIRE              | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Yohan SOLTERMANN         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Muriel DOMANGE           | GS 2 et 3<br>GS6                                                |
| Delphine ZILLHARDT       | GS 2 et 3<br>GS6                                                |
| Florent FEVER            | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Patrice GARNIER          | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Régis CREUSOT            | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Benjamin DEWEPPE         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |



|                       |                                                                 |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Nicolas MAÏER         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Carine RAUCH          | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Xavier BERDOS         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Claude HUSSER         | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Pascal MOQUET         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Sophie SAUVAGNAT      | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Benoît COLIN          | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>GS 6                       |
| Eva REIMINGER         | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Guillaume PRINCIPATO  | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Laurent LLOP          | GS 2 et 3<br>GS 6                                               |
| Laurence PAVAN        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Pierre SPEICH         | GS 2 et 3<br>AE 1 à 5                                           |
| Hugues TINGUY         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5                   |
| Philippe LAMBALIEU    | GS 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5                        |
| Christelle MEIRISONNE | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5                   |
| Isabelle KAUFFMANN    | GS 2 et 3                                                       |
| Richard MARCELET      | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| François MATHONNET    | GS 2 et 3                                                       |
| Anh-VAN LU            | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Odile SCHOELLEN       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Xavier CHEIPPE        | GS 2                                                            |
| Eric TSCHUDY          | GS 2                                                            |
| Eric GONAND           | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Pascal LAJUGIE        | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Marc SPOHR            | AE 1 à 4 (ICPE uniquement)                                      |
| Valérie BLANCHARD     | AE 1 à 4 (ICPE uniquement)                                      |
| Caroline TEYSSIER     | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Eric LOISEL           | GS 2 et GS 3 (sauf OM international)                            |
| Caroline BISSON       | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Lorette JONVAL        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Maxime COURTY         | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Philippe SCHOUMACKER  | GS 3 (sauf OM international)                                    |
| Florence BERHO        | GS 3 (sauf OM international)                                    |
| Cécilia MATHIS        | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |

|                                                             |                                                                 |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Patrice DUMET                                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Anne-Laure FUHRER                                           | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Nicolas ANSEL                                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Nicolas LEDUC                                               | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Manuel VERMUSE<br>(à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2022) | GS 2 et 3 (sauf OM international)<br>AE 1 à 5 (ICPE uniquement) |
| Fabrice BOBLIQUE                                            | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |
| Emmanuel THIRY                                              | GS 2 et 3 (sauf OM international)                               |

**Arrêté DREAL-SG-2022- 17 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

**Annexe 2**

---

**Actes dévolus au représentant du pouvoir adjudicateur  
relevant de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2020/378 du 5 octobre 2020  
(Préfet de région)**

| <b>Subdélégués</b>        | <b>BOP</b>        | <b>Travaux</b>                                                                                                                                                                                                                                                 | <b>Fournitures et Services</b>                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mireille MAESTRI          | Tous BOP          | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                     | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Patrick CAZIN-BOURGUIGNON | Tous BOP          | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                     | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Stéphanie MATHEY-BASCOU   | Tous BOP          | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                     | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                         |
| David MAZOYER             | Tous BOP          | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                     | Sans seuil                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Patrick CHENOT            | Tous BOP          | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Erika PEIXOTO             | Tous BOP          | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Christophe LEBRUN         | 135<br>174<br>362 | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Gautier GUERIN            | 135<br>174<br>362 | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Thierry MARY              | 135<br>174<br>362 | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Ludovic PAUL              | 113<br>362        | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Marie-Pierre LAIGRE       | 113<br>362        | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 90 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Guy TREFFOT               | 203<br>174<br>207 | <b>1.000.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 1M€ | <b>139.000 €</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 139.000€ |

|                    |                   |                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Laurence FELTMANN  | 203<br>174<br>207 | <b>1.000.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 1M€ | <b>139.000 €</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 139.000€ |
| Dominique GUILLEN  | 203               | <b>1.000.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 1M€ | <b>139.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 139.000€  |
| Alberto DOS SANTOS | 203               | <b>1.000.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 1M€ | <b>139.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 139.000€  |
| Michaël VIGNON     | 203               | <b>1.000.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 1M€ | <b>139.000€</b> : pour attribution du marché et avenant avec incidence financière.<br><b>Sans seuil</b> : Actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et toute décision ou acte autre que ceux qui auraient pour effet d'engendrer un dépassement du seuil de 139.000€  |
| Frédéric MICHEL    | 203               | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Hélène FOREAU      | 203               | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Caroline RIQUART   | 203               | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 50 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| David LOMBARD      | 203<br>207        | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Michel JONAS       | 203<br>207        | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Cyril LOTTERIE     | 203               | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                       | 25 000 €                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                    |                             |          |             |
|--------------------|-----------------------------|----------|-------------|
| Andreas CARDINAUD  | 203                         | 25 000 € | 25 000 €    |
| Mathilde BROCARD   | 203                         | 25 000 € | 25 000 €    |
| Pascal SAINTOTTE   | 203                         | 25 000 € | 25 000 €    |
| Sébastien ORRY     | 203                         | 25 000 € | 25 000 €    |
| Nicolas PONCHON    | 181 ACAL<br>362             | 90 000 € | 90 000 €    |
| Patrice GARNIER    | 181 ACAL<br>362             | 90 000 € | 90 000 €    |
| Isabelle KAUFFMANN | 159 -217<br>action 6<br>349 | 90 000 € | 90 000 €    |
| François MATHONNET | 159 -217<br>action 6<br>349 | 90 000 € | 90 000,00 € |

**Arrêté DREAL-SG-2022- 17 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

**Annexe 3**

---

**Présentations orales et écrites devant les juridictions administratives et judiciaires  
relevant de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2020/378 du 5 octobre 2020  
(Préfet de région)**

| <b>Subdélégués</b>                                              | <b>Etendue de la subdélégation</b>                           |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <b>Devant les juridictions administratives et judiciaires :</b> |                                                              |
| Mireille MAESTRI                                                | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| Patrick CAZIN-BOURGUIGNON                                       | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| Stéphanie MATHEY-BASCOU                                         | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| David MAZOYER                                                   | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| Patrick CHENOT                                                  | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| Valentine EHRET-HEITZ                                           | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| Michel BORGONOVO                                                | Pour les décisions relevant de toutes les attributions DREAL |
| <b>Devant les juridictions judiciaires :</b>                    |                                                              |
| Guy TREFFOT                                                     | Présentations orales devant le juge de l'expropriation       |
| Alberto DOS SANTOS                                              | Présentations orales devant le juge de l'expropriation       |
| Laurence FELTMANN                                               | Présentations orales devant le juge de l'expropriation       |
| Dominique GUILLEN                                               | Présentations orales devant le juge de l'expropriation       |



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
GRAND EST

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 20 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature  
de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional**

**Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est,**

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° 2016/03 du 4 janvier 2016 du Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020/040 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est en qualité responsable déléguée de budget opérationnel régional,

**Arrête :**

**Article 1** : Subdélégation de signature est donnée à :

- **Mme Mireille MAESTRI** directrice régionale adjointe
- **M. Patrick CAZIN-BOURGUIGNON**, directeur régional adjoint
- **Mme Stéphanie MATHEY-BASCOU**, directrice régionale adjointe
- **M. David MAZOYER**, directeur régional adjoint
- **Mme Karine DAL CANTON**
- **Mme Agnès COURTY**

à l'effet de :

- Recevoir les crédits des programmes suivants:
  - a - relevant de la mission « Ecologie, développement et mobilité durables »,
    - « paysage, eau et biodiversité » (BOP 113),
    - « prévention des risques » (BOP 181 – régional et bassin)
    - « infrastructures et services de transports » (BOP 203),
  - b - relevant de la mission « Egalité des territoires, logement et ville »,
    - « urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (BOP 135)
  - c – relevant de la mission « Sécurité »
    - « sécurité et éducation routière » (BOP 207),
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles.

**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à :

- **M. Ludovic PAUL**
- **Mme Marie Pierre LAIGRE**
- **Mme Karine PRUNERA**
- **Mme Aline LOMBARD**

à l'effet de :

- Recevoir les crédits du programme « paysage, eau et biodiversité » (BOP 113),
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles dans la limite de 10 % du montant du budget.

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée à :

- **M. Philippe LIAUTARD**
- **M. Nicolas PONCHON**
- **M. Patrice GARNIER**

à l'effet de

- Recevoir les crédits du programme « prévention des risques » (BOP 181)
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles dans la limite de 10 % du montant du budget.



**Article 4** : Subdélégation de signature est donnée à :

- **M Guy TREFFOT**
- **Mme Laurence FELTMANN**

à l'effet de :

- Recevoir les crédits des programmes «infrastructures et services de transports» (BOP 203) et « sécurité et éducation routière » (BOP 207) ;
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles dans la limite de 10 % du montant du budget

**Article 5** : Subdélégation de signature est donnée à :

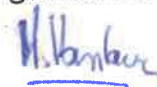
- **M Christophe LEBRUN**
- **M Thierry MARY**
- **M Gautier GUERIN**

à l'effet de :

- Recevoir les crédits du programme «urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (BOP 135) ;
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles dans la limite de 10 % du montant du budget.

**Article 6** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Le Directeur régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



Hervé VANLAER



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
GRAND EST

**Arrêté DREAL-SG – 2022 – 18 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature  
d'ordonnateur secondaire délégué**

oooo

**Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est,**

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° 2016/03 du 4 janvier 2016 du Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/98 du 22 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle

**Arrête :**

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau joint en annexe 1 au présent arrêté à l'effet de signer, dans les conditions et limites mentionnées dans la même annexe.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée à M. Sylvain PASQUINI, à effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes pièces comptables et documents relatifs aux dépenses de personnel (titre II) pour l'ordonnateur DREAL sur l'intégralité des correspondants paie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sylvain PASQUINI, subdélégation est donnée au même effet à Mme Anne COLON et à Mme Diane ROCK.

Subdélégation de signature est également donnée :

- en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne COLON, à Mme Laetitia RUBEIS à effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes pièces comptables et documents relatifs aux dépenses de personnel (titre II) sur les correspondants paie suivants exclusivement : WIF, WID et WIC.

- à Mme Colette DAUSQUE, à effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes pièces comptables et documents relatifs aux dépenses de personnel (titre II) sur les correspondants paie suivants exclusivement : WIE. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Colette DAUSQUE, subdélégation est donnée au même effet à Mme Sandrine GLORIAN.

**Article 3 :** Les personnes nommément désignées dans l'annexe 2 sont autorisées exclusivement pour les besoins du service, dans la limite des crédits disponibles et des plafonds définis à utiliser la carte achat.

**Article 4 :** Les personnes nommément désignées dans l'annexe 3 ont délégation de signature pour valider sous le contrôle de leur responsable hiérarchique et conformément aux règles de contrôle interne comptable les actes initiés dans les progiciels métiers interfacés avec CHORUS.

**Article 5 :** Les chefs de services de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Le Directeur régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



Hervé VANLAER

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 18 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

**Annexe 1**

Ordonnateurs secondaires délégués (mise en œuvre des marchés, engagement, mandatement et liquidation des dépenses et recettes, actes/arrêtés attributifs)

Actes autorisés d'ordonnateur secondaire délégué dans le respect des seuils des marchés publics et dans la limite des crédits autorisés :

- toutes opérations d'engagement, liquidation, ordonnancement et mandatement des dépenses = actes liés à la dépense
- ordres de recouvrer
- protocoles, conventions, arrêtés attributifs
- bons de commande, devis

| Subdélégataires           | BOP       | Nature des actes          | Montant max par acte (HT) |
|---------------------------|-----------|---------------------------|---------------------------|
| Patrick CAZIN-BOURGUIGNON | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Mireille MAESTRI          | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| David MAZOYER             | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Stéphanie MATHEY-BASCOU   | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Patrick CHENOT SG         | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Erika PEIXOTO SG          | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Michaël BERTIN SG         | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Anne-Laure DESTOMBE SG    | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Emmanuelle GABUTHY SG     | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| François TORCASO SG       | Tous BOP  | Tous actes                | Sans seuil                |
| Sylvie PEIFFER SG         | Tous BOP  | Actes relatifs à la régie | Sans seuil                |
| Doriane GALLAND SG        | Tous BOP  | Actes relatifs à la régie | Sans seuil                |
| Romain MESGNY SG          | 354       | Bons de commande - devis  | 10.000€                   |
| Suzanne BURGER SG         | 354 – 217 | Bons de commande - devis  | 2.000€                    |
| Jean-Noël DEFERT SG       | 354 – 217 | Bons de commande - devis  | 2.000€                    |
| Frédéric DESMET SG        | 354 – 217 | Bons de commande - devis  | 2.000€                    |
| Karine DAL CANTON         | 354- 217  | Bons de commande - devis  | 5 000 €                   |
| Sylvain PASQUINI          | 354- 217  | Bons de commande - devis  | 5 000 €                   |
| Diane ROCK                | 354- 217  | Bons de commande - devis  | 5 000,00 €                |

|                            |                 |                             |            |
|----------------------------|-----------------|-----------------------------|------------|
| Philippe LIAUTARD SPRA     | 181 ACAL        | Tous actes                  | Sans seuil |
| Nicolas PONCHON SPRNH      | 181 ACAL<br>362 | Tous actes                  | Sans seuil |
| Patrice GARNIER SPRNH      | 181 ACAL<br>362 | Tous actes                  | Sans seuil |
| Delphine ZILLHARDT SPRNH   | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Florent FEVER SPRNH        | 181 ACAL<br>362 | Tous actes                  | 10.000€    |
| Philippe HESTROFFER SPRNH  | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Laurent LLOP SPRNH         | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Nicolas MAÏER SPRNH        | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Carine RAUCH SPRNH         | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Sophie SAUVAGNAT SPRNH     | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Denis MAIRE SPRNH          | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10.000€    |
| Muriel DOMANGE SPRNH       | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 10.000€    |
| Eva REIMINGER SPRNH        | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Laurence PAVAN SPRNH       | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Guillaume PRINCIPATO SPRNH | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Régis CREUSOT SPRNH        | 181 ACAL        | Tous actes                  | 10 000 €   |
| Xavier BERDOS SPRNH        | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Claude HUSSER SPRNH        | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Pascal MOQUET SPRNH        | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Benjamin DEWEPPE SPRNH     | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Benoît COLIN SPRNH         | 181 ACAL        | Bons de commande<br>- devis | 5.000€     |
| Yohan SOLTERMANN SPRNH     | 181 ACAL        |                             |            |
| Ludovic PAUL SEBP          | 113 - 362       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Marie-Pierre LAIGRE SEBP   | 113 - 362       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Karine PRUNERA SEBP        | 113 - 362       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Aline LOMBARD SEBP         | 113 - 362       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Cécile BOUQUIER SEBP       | 113             | Tous actes                  | 50.000€    |
| Anne WEISSE SEBP           | 113             | Tous actes                  | 50.000€    |
| Muriel ROBIN SEBP          | 113             | Tous actes                  | 50.000€    |
| Benoît PLEIS SEBP          | 113             | Tous actes                  | 50.000€    |
| Françoise MARCHAL SEBP     | 113             | Tous actes                  | 50.000€    |

|                                              |                           |                             |            |
|----------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|------------|
| Rémi SAINTIER SEBP                           | 113                       | Tous actes                  | 50.000€    |
| Vincent BACHMANN SEBP                        | 113                       | Tous actes                  | 50 000 €   |
| Dominique ORTH SEBP                          | 113                       | Tous actes                  | 50.000€    |
| Stéphanie COURTOIS SEBP                      | 113                       | Tous actes                  | 50.000€    |
| Isabelle KAUFFMANN SCDD                      | 159 - 217 action 6<br>349 | Tous actes                  | Sans seuil |
| François MATHONNET SCDD                      | 159 - 217 action 6<br>349 | Tous actes                  | Sans seuil |
| Anh VAN LU SCDD                              | 159 - 217 action 6        | Tous actes                  | 25.000€    |
| Odile SCHOELLEN SCDD                         | 159 - 217 action 6        | Tous actes                  | 25.000€    |
| Richard MARCELET SCDD                        | 159 - 217 action 6        | Tous actes                  | 25.000€    |
| Pierre SPEICH SEE                            | 159                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Hugues TINGUY SEE                            | 159                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Christelle MEIRISONNE SEE                    | 159                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Christophe LEBRUN STECCLA                    | 135 - 174 - 362           | Tous actes                  | Sans seuil |
| Guillaume GAUBY STECCLA                      | 174                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Sophie NAUDIN STECCLA                        | 135                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Thierry MARY STECCLA                         | 135 - 174 - 362           | Tous actes                  | Sans seuil |
| Gautier GUERIN STECCLA                       | 135 - 174 - 362           | Tous actes                  | Sans seuil |
| Gauthier BOUTINEAU STECCLA                   | 174                       | Bons de commande<br>- devis | 35.000€    |
| Lyne RAGUET STECCLA                          | 174                       | Bons de commande<br>- devis | 35.000€    |
| Michel ANTOINE STECCLA                       | 135 - 362                 | Bons de commande<br>- devis | 35.000€    |
| Guy TREFFOT ST                               | 203 - 174 - 207           | Tous actes                  | Sans seuil |
| Laurence FELTMANN ST                         | 203 - 174 - 207           | Tous actes                  | Sans seuil |
| Dominique GUILLEN ST                         | 203                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Cyril CROUZET ST                             | 203                       | Tous actes                  | 25.000€    |
| Mathilde BROCARD ST                          | 203                       | Tous actes                  | 25.000€    |
| Alberto DOS SANTOS ST                        | 203                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Michel JONAS ST                              | 203-207                   | Tous actes                  | Sans seuil |
| Frédéric MICHEL ST                           | 203                       | Tous actes                  | 50.000€    |
| Manuel VERMUSE ST<br>(jusqu'au 31 mars 2022) | 174                       | Tous actes                  | 25.000€    |
| David LOMBARD ST                             | 203-207                   | Tous actes                  | Sans seuil |
| Michaël VIGNON ST                            | 203                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Hélène FOREAU ST                             | 203                       | Tous actes                  | 50.000€    |
| Isabelle DUNIS ST                            | 203                       | Tous actes                  | Sans seuil |
| Caroline RIQUART ST                          | 203                       | Tous actes                  | 50 000 €   |
| Cyril LOTTERIE ST                            | 203                       | Tous actes                  | 25 000 €   |
| Pascal SAINTOTTE ST                          | 203                       | Tous actes                  | 25 000 €   |
| Andreas CARDINAUD                            | 203                       | Tous actes                  | 25 000 €   |

|                |     |            |          |
|----------------|-----|------------|----------|
| Sébastien ORRY | 203 | Tous actes | 25 000 € |
|----------------|-----|------------|----------|

**Arrêté DREAL-SG-2022 – 18 du 7 mars 2022**

**portant subdélégation de signature**

**Annexe 2**

|                      |          | Montant max TTC par transaction | Niveaux achats |
|----------------------|----------|---------------------------------|----------------|
| François TORCASO     | Tous BOP | 25.000€                         | 1 – 3 (UGAP)   |
| Mélanie NOYELLE      | Tous BOP | 1.500€                          | 1              |
| Assani ALI MALOU     | Tous BOP | 1.500€                          | 1              |
| Suzanne BURGER       | Tous BOP | 1.500€<br>5.000€                | 1<br>3 (UGAP)  |
| Jean-Yves VIE        | Tous BOP | 1.500€                          | 1              |
| François HILL        | Tous BOP | 2.000€                          | 1              |
| Romain MESGNY        | Tous BOP | 5.000€                          | 1              |
| Jean-Luc CHANCE      | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Stéphane GEORGES     | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Fabrice HERY         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Thierry HUSS         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Marc KLIPFEL         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Denis LOGNON         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Manon MAYER          | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| David MICHEL         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Jacques MONGEOIS     | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Xavier BERDOS        | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Pascal MOQUET        | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Benjamin DEWEPPE     | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Benoît COLIN         | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Vincent MOSSARD      | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Yohan SOLTERMANN     | 181 ACAL | 1.500€                          | 1              |
| Alexandre PELLETIER  | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Sylvain WEINGAERTNER | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Mathieu D'HAENE      | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Eric PRUNIAUX        | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Eric KALMES          | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Mathieu JOST         | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Sébastien BAUDRY     | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |
| Benoît SOCCOJA       | 181 ACAL | 200 €                           | 1              |





**Arrêté DREAL-SG-2022 – 18 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature**

**Annexe 3**

Habilitations :

CHORUS Licence RBOP-Budgétaires

CHORUS Licence RUO-Consultations

CHORUS Licence

REFX

Chorus Formulaire Gestionnaires

Chorus Formulaire Valideurs

Chorus DT SG (validation par chargés de voyage)

Chorus DT GV (validation pour paiement sous Chorus)

PLACE

**CHORUS Licence RBOP-RUO Budgétaires**

| Service    | NOM       | Prénom     |
|------------|-----------|------------|
| SG         | TORCASO   | Francois   |
| SG         | GALLAND   | Doriane    |
| SG         | JEBBAR    | Mohamed    |
| SG         | PEIFFER   | Sylvie     |
| SG         | GABUTHY   | Emmanuelle |
| Transports | MESSAGER  | Valérie    |
| Transports | DUNIS     | Isabelle   |
| MAP        | VINEL     | Denis      |
| MAP        | TOPF-MOLE | Mireille   |
| MAP        | SEGART    | Lauriane   |

**CHORUS Licence RUO-Consultations**

| Service    | NOM               | Prénom         |
|------------|-------------------|----------------|
| MAP        | FRANCO-VENTURINI  | Yveline        |
| STECCLA    | LENGLET           | Bruno          |
| SEBP       | NOUGUES           | Brigitte       |
| SEBP       | BARON             | Sandra         |
| SEBP       | CHARLIER          | Anne-Françoise |
| SPRA       | METAIRIE-FRANCOIS | Claire         |
| SPRNH      | SCHMIDT           | Christine      |
| Transports | GUYOT             | Catherine      |
| Transports | SAWCRYSRYN        | Pascal         |
| Transports | ANTOINE           | Sylvain        |
| Transports | EBERLAND          | David          |
| STECCLA    | GALLET            | Simon          |
| STECCLA    | SLAVIK            | Etienne        |

**CHORUS Licence REF**

| Service | NOM     | Prénom     |
|---------|---------|------------|
| SG      | GABUTHY | Emmanuelle |

**Chorus Formulaire Gestionnaires**

| Service    | NOM        | Prénom         |
|------------|------------|----------------|
| SEBP       | NOUGUES    | Brigitte       |
| SEBP       | BARON      | Sandra         |
| SEBP       | CHARLIER   | Anne-Francoise |
| SG         | BURGER     | Mireille       |
| PRNH       | SCHMIDT    | Christine      |
| PRNH       | BODO       | Lilia          |
| STECCLA    | LENGLET    | Bruno          |
| Transports | GUYOT      | Catherine      |
| Transports | MEIRA      | Adélia         |
| Transports | ANTOINE    | Sylvain        |
| Transports | BAMANA     | Chariffa       |
| Transports | SAWCRYSRYN | Pascal         |

**Chorus Formulaire Valideurs**

| Service    | NOM        | Prénom     |
|------------|------------|------------|
| SG         | GABUTHY    | Emmanuelle |
| SG         | TORCASO    | Francois   |
| SG         | GALLAND    | Doriane    |
| SG         | JEBBAR     | Mohamed    |
| SG         | PEIFFER    | Sylvie     |
| SEBP       | ROBIN      | Muriel     |
| SEBP       | BOUQUIER   | Cecile     |
| SEBP       | MARCHAL    | Françoise  |
| STECCLA    | MARY       | Thierry    |
| STECCLA    | LEBRUN     | Christophe |
| STECCLA    | GUERIN     | Gautier    |
| STECCLA    | ANTOINE    | Michel     |
| STECCLA    | BOUTINEAU  | Gauthier   |
| STECCLA    | RAGUET     | Lyne       |
| Transports | DOS SANTOS | Alberto    |
| Transports | GUILLEN    | Dominique  |
| Transports | FELTMANN   | Laurence   |
| Transports | JONAS      | Michel     |
| Transports | LOMBARD    | David      |
| Transports | MICHEL     | Frédéric   |
| Transports | DUNIS      | Isabelle   |
| Transports | TREFFOT    | Guy        |
| Transports | VIGNON     | Michael    |
| Transports | FOREAU     | Hélène     |

Transports  
STECCLA

RIQUART  
GALLET

Caroline  
Simon

**Chorus DT SG (validation par chargés de voyage)**

| Service   | NOM            | Prénom         |
|-----------|----------------|----------------|
| Direction | BAZIN          | Marie-Hélène   |
| Direction | COLIN          | Laetitia       |
| Direction | DJAGHLOUL      | Anissa         |
| Direction | LANDFRIED      | Clotilde       |
| MRRH      | ROCK           | Diane          |
| MRRH      | DANZO          | Carole         |
| SG        | GABUTHY        | Emmanuelle     |
| SG        | TORCASO        | François       |
| SG        | DERELLE        | Fabienne       |
| SG        | GALLAND        | Doriane        |
| SG        | JEBBAR         | Mohamed        |
| SG        | PEIFFER        | Sylvie         |
| SG        | DREMONT        | Olivier        |
| SG        | PINO-RAMIREZ   | Edith          |
| SEBP      | MARCHAND       | Myriam         |
| SEBP      | PIEDOIS        | Véronique      |
| SEBP      | CHARLIER       | Anne-Françoise |
| SEBP      | BAJOLET        | Dolores        |
| SCDD      | BRUNSART       | Nathalie       |
| SCDD      | EBERST         | Angela         |
| SCDD      | REIBEL         | Murielle       |
| SEE       | THUET-BUTSCHER | Nadine         |
| STECCLA   | LAVIGNE        | Nathalie       |
| STECCLA   | HEILIG         | Nathalie       |
| STECCLA   | FESTHAUER      | Monique        |
| SPRA      | HOFFERT        | Myriam         |
| SPRA      | JALLOH         | Corinne        |
| SPRA      | DUHAL          | Emmanuelle     |
| SPRA      | LEDELAY        | Stéphane       |
| SPRA      | BUTTGEN        | Joëlle         |
| SPRA      | CAVALIERI      | Christine      |
| SPRNL     | BODO           | Lilia          |
| SPRNL     | SCHMIDT        | Christine      |
| SPRNL     | EL MEDIOUNI    | Nesrine        |
| ST        | ANTONELLI      | Martine        |
| ST        | BUCHS          | Isabelle       |
| ST        | BAUCHET-ROY    | Sandrine       |
| ST        | CHARPENTIER    | Laurence       |
| ST        | RANSON         | Pascale        |
| ST        | SCHERDANN      | Colette        |
| ST        | VUILLEMOT      | Valérie        |
| ST        | BAMANA         | Charifa        |

|         |                |           |
|---------|----------------|-----------|
| ST      | GIRARDIN       | Hervé     |
| ST      | TOULZA-SCHMITT | Chantal   |
| UD08    | LEFEVRE        | Joëlle    |
| UD08    | FREITAS        | Deborah   |
| UD10/52 | BARDIAU        | Christine |
| UD10/52 | MARECHAL       | Véronique |
| UD10/52 | TEPINIER       | Magali    |
| UD10/52 | SERROT         | Nathalie  |
| UD67    | MEIFFREN       | Nadine    |
| UD67    | SEGUY          | Jean-Luc  |
| UD68    | ENTZ           | Rosalba   |
| UD68    | PETIT          | Valérie   |
| UD51    | DUMANGET       | Eric      |
| UD51    | TIPHAINE       | Lynda     |
| UD54/55 | MAGINOT        | Cyril     |
| UD54/55 | WARHOVER       | Nicole    |
| UD88    | JACQUOT        | Sandrine  |

### Chorus DT GV (validation pour paiement sous Chorus)

| Service | NOM     | Prénom     |
|---------|---------|------------|
| SG      | GABUTHY | Emmanuelle |
| SG      | TORCASO | Francois   |
| SG      | GALLAND | Doriane    |
| SG      | JEBBAR  | Mohamed    |
| SG      | PEIFFER | Sylvie     |
| SG      | DERELLE | Fabienne   |
| SG      | DREMONT | Olivier    |

### PLACE

| Service    | NOM       | Prénom     |
|------------|-----------|------------|
| SG         | BRANDT    | Gérard     |
| SG         | ESPOSITO  | Josyane    |
| SG         | TORCASO   | François   |
| SG         | JEBBAR    | Mohamed    |
| SG         | GABUTHY   | Emmanuelle |
| Transports | BENNANI   | Aziz       |
| Transports | SAINTOTTE | Pascal     |
| Transports | ANTOINE   | Sylvain    |
| Transports | KLOTZ     | Florian    |
| Transports | LUXEREAU  | Maryse     |
| Transports | BROCARD   | Mathilde   |
| Transports | VIGNON    | Michaël    |
| STECCLA    | GALLET    | Simon      |
| EBP        | NOUGUES   | Brigitte   |
| EBP        | GAUDIN    | Hélène     |
| EBP        | JAGER     | Christine  |

EBP  
PRA  
PRA  
PRNH  
PRNH  
PRNH  
PRNH  
PRNH  
PRHN  
PRHN  
PRHN

PLEIS  
DOISY  
LIAUTARD  
MOQUET  
DOMANGE  
CLEMENT  
DEWEPPE  
ZILLHARDT  
HESTROFFER  
COLIN  
SOLTERMANN

Benoit  
Sonia  
Philippe  
Pascal  
Muriel  
Denis  
Benjamin  
Delphine  
Philippe  
Benoît  
Yohan



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
GRAND EST

**Arrêté DREAL-SG – 2022 – 19 du 7 mars 2022  
portant subdélégation de signature  
d'ordonnateur secondaire délégué  
responsable de centre de coût**

oooo

**Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est,**

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° 2016/03 du 4 janvier 2016 du Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/97 du 22 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable de centre de coût

**Arrête :**

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau ci-après à l'effet de signer, dans les conditions et limites mentionnées dans les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°2021/97 du 22 mars 2021.

| Subdélégués                           | Nature des actes     |
|---------------------------------------|----------------------|
| Patrick CAZIN-BOURGUIGNON (Direction) | Tous actes           |
| Mireille MAESTRI (Direction)          | Tous actes           |
| David MAZOYER (Direction)             | Tous actes           |
| Stéphanie MATHEY-BASCOU (Direction)   | Tous actes           |
| Patrick CHENOT (SG)                   | Tous actes           |
| Erika PEIXOTO (SG)                    | Tous actes           |
| Michaël BERTIN (SG)                   | Tous actes           |
| Anne-Laure DESTOMBE (SG)              | Tous actes           |
| Emmanuelle GABUTHY (SG)               | Tous actes           |
| François TORCASO (SG)                 | Tous actes           |
| Nicolas PONCHON (SPRNH)               | 362 TECO, tous actes |
| Patrice GARNIER (SPRNH)               | 362 TECO, tous actes |
| Florent FEVER (SPRNH)                 | 362 TECO, tous actes |
| Thierry MARY (STECCLA)                | 362 TECO, tous actes |
| Christophe LEBRUN (STECCLA)           | 362 TECO, tous actes |
| Gautier GUERIN (STECCLA)              | 362 TECO, tous actes |
| Michel ANTOINE (STECCLA)              | 362 TECO, tous actes |
| Ludovic PAUL (SEBP)                   | 362 TECO, tous actes |
| Marie-Pierre LAIGRE (SEBP)            | 362 TECO, tous actes |
| Aline LOMBARD (SEBP)                  | 362 TECO, tous actes |
| Karine PRUNERA (SEBP)                 | 362 TECO, tous actes |

**Article 2 :** Les chefs de services de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Le Directeur régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement





2022-486



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général pour les affaires  
régionales et européennes**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 / 117**

**portant délégation de signature à**

**Monsieur Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'éducation, notamment ses articles L.421-1 et 14 et R.421-1 et R.421-54 ;
- VU le code des collectivités territoriales ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret 2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n°85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, notamment son article 6, et le Code des juridictions financières (partie réglementaire) ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le décret du 2 mars 2022 nommant Monsieur Olivier FARON, professeur des universités de classe exceptionnelle, Recteur de l'académie de Strasbourg ;
- VU la circulaire interministérielle NOR/INT/B/89/00144/C du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements d'enseignement ;
- VU la circulaire interministérielle NOR/INT/K/04/00108/C du 30 août 2004 relative à la mise en œuvre de l'article L421-14 du Code de l'éducation relatif au contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement ;

**SUR PROPOSITION du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,**

Préfecture de la région Grand Est  
Tél : 03 88 21 67 68  
[www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est](http://www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est)  
5, place de la République – 67 073 Strasbourg Cedex

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de recevoir les actes des établissements locaux d'enseignement suivants et d'en assurer le contrôle de légalité.

1. Les délibérations des conseils d'administration des lycées et des établissements régionaux d'enseignement adaptés relatives :

- à la passation des conventions et marchés ;
- au recrutement des personnels ;
- au financement des voyages scolaires.

2. Les décisions des chefs d'établissement des lycées et des établissements régionaux d'enseignement adaptés relatives :

- au recrutement et au licenciement des personnels liés par contrat à l'établissement ainsi qu'aux mesures disciplinaires prises à l'encontre de ces personnels ;
- aux marchés et aux conventions comportant des incidences financières, à l'exception des marchés passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant.

### **ARTICLE 2 :**

En cas d'irrégularités constatées dans les actes visés à l'article R421-54 du code de l'éducation et énumérés dans l'article 1er, délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer dans les conditions de l'article L.2131-6 du code des collectivités territoriales, les lettres d'observation valant recours gracieux ainsi que de saisir le tribunal administratif dans le cadre du déféré.

### **ARTICLE 3 :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer dans les conditions fixées par la circulaire du 9 mai 1989 :

- Les autorisations de désaffectation des biens meubles et immeubles utilisés par les établissements d'enseignement et de formation ;
- Les accords préalables à la signature des conventions d'occupation d'immeubles affectés à un lycée public de l'académie de Strasbourg par un établissement relevant d'une autre collectivité ;
- Les conventions d'utilisation de biens meubles des lycées publics de l'académie de Strasbourg par un établissement s'agissant de matériels acquis par l'État.

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Cette subdélégation fera l'objet d'une décision spécifique, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est.

### **ARTICLE 5 :**

L'arrêté préfectoral n°2021/21 du 27 janvier 2021 est abrogé.

**ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes et le recteur de l'académie de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 4 mars 2022

La Préfète,



Josiane CHEVALIER

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général pour les affaires  
régionales et européennes**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 / 118**

**portant délégation de signature à**

**Monsieur Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'éducation ;
- VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;
- VU le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n°98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;
- VU le décret n°2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le décret du 2 mars 2022 nommant Monsieur Olivier FARON, professeur des universités de classe exceptionnelle, Recteur de l'académie de Strasbourg ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de

Préfecture de la région Grand Est

Tél : 03 88 21 67 68

[www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est](http://www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est)

5, place de la République – 67 073 Strasbourg Cedex

signer au nom de la Préfète de la région Grand Est les décisions relatives à la prescription quadriennale ou au relèvement de la prescription.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Cette subdélégation fera l'objet d'une décision spécifique, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté préfectoral n°2020/94 du 10 février 2020 est abrogé.

**ARTICLE 4 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes et le recteur de l'académie de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 4 mars 2022

La Préfète,



Josiane CHEVALIER

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général pour les affaires  
régionales et européennes**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 / 120**

**portant délégation de signature à**

**Monsieur Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'éducation, notamment ses articles L421-14 et R421-54 ;
- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret n°2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques ;
- VU le décret n° 2019-1200 du 20 novembre 2019 relatif à l'organisation des services déconcentrés des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le décret du 2 mars 2022 nommant Monsieur Olivier FARON, professeur des universités hors classe, Recteur de l'académie de Strasbourg ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,

## ARRÊTE :

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de :

- Recevoir les crédits des programmes suivants :
  - enseignement scolaire privé du premier et second degré (BOP 139).
  - enseignement scolaire public du premier degré (BOP 140),
  - enseignement scolaire public du second degré (BOP 141),
  - vie de l'élève (BOP 230),
- Préparer leur programmation ;
- Répartir les crédits entre les unités opérationnelles et par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière ;
- Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles.

### **ARTICLE 2 :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'État imputées sur :

- les budgets opérationnels de programme (BOP) centraux relatifs au programme suivant :
  - BOP 150 : formations supérieures et recherche universitaire - UO 0150 CENT-STR (UO académique)
  - BOP 231 : vie étudiante
  - BOP 363 : compétitivité (continuité administrative) - 0363-MENJ-NUNM
- les BOP régionaux relatifs aux programmes suivants :
  - BOP 139 : enseignement scolaire privé du premier et second degré
  - BOP 140 : enseignement scolaire public du premier degré
  - BOP 141 : enseignement scolaire public du second degré
  - BOP 150 : formations supérieures et recherche universitaire - UO 0150-GEST-STR
  - BOP 214 : soutien de la politique de l'éducation nationale - 0214-GEST-STR (UO académique)
  - BOP 230 : vie de l'élève

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et des recettes.

### **ARTICLE 3 :**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire du compte d'affectation spéciale du budget opérationnel de programme central, intitulé programme 723 « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » réparti en deux BOP :

- L'un destiné à recueillir les fonds réaffectés au ministère de l'éducation nationale (BOP 723 IHC et code ordonnateur commençant par 716),
- L'autre destiné à recueillir les fonds réaffectés au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (BOP 723 IXC) et code ordonnateur commençant par 742.

La présente délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses.

#### **ARTICLE 4 :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les documents budgétaires et financiers relatifs à l'exécution du budget de l'entité dont il a la responsabilité.

#### **ARTICLE 5 :**

Délégation est donnée à Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg, en qualité de responsable de centre de coût, à l'effet de signer les bons de commande, dans le respect des stratégies ministérielles et interministérielles d'achat, les factures et la constatation du service fait des dépenses imputées sur le BOP 723 relevant de sa compétence.

#### **ARTICLE 6 :**

Monsieur Olivier FARON, Recteur de l'académie de Strasbourg peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Cette subdélégation fera l'objet d'un arrêté spécifique, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

#### **ARTICLE 7 :**

Demeurent réservés à ma signature quel qu'en soit le montant les ordres de réquisition du comptable public.

#### **ARTICLE 8 :**

Un compte rendu d'exécution annuel me sera adressé au 31 décembre.

#### **ARTICLE 9 :**

L'arrêté préfectoral n°2021/91 du 29 mars 2021 est abrogé.

#### **ARTICLE 10 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes de la région Grand Est, le Recteur de l'académie de Strasbourg et le Directeur régional des finances publiques du Grand Est et du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 4 mars 2022

La Préfète,

  
Josiane CHEVALIER

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.*





Arrêté n° 7 / 2022 publié  
au RAA Grand Est du

## **LE RECTEUR DE L'ACADEMIE**

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances,

**VU** le code de l'éducation,

**VU** le code des collectivités territoriales,

**VU** le code de justice administrative,

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**VU** le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique,

**VU** le décret n° 2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques,

**VU** l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le Ministère de l'éducation nationale,

**VU** le décret n°2019-1200 du 20 novembre 2019 relatif à l'organisation des services déconcentrés des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant madame Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin,

**VU** le décret du 24 juillet 2019 nommant monsieur Jean-Marc HUART, recteur de la région académique Grand Est, recteur de l'académie de Nancy-Metz,

**VU** le décret du 2 mars 2022 nommant monsieur Olivier FARON, professeur des universités de classe exceptionnelle, recteur de l'académie de Strasbourg,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2022-117 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de recevoir les actes des établissements publics locaux d'enseignement et d'en assurer contrôle de légalité,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2022-118 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions relatives à la prescription quadriennale ou au relèvement de la prescription,

VU l'arrêté préfectoral n°2022-120 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions relatives à la réception des crédits des programmes dont il est responsable et à procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les budgets opérationnels de programme centraux et régionaux,

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-120 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur l'UO académique 214 (214-GEST-STRA),

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2020 par lequel monsieur Julien KLIPFEL, attaché principal d'administration de l'état, est placé en position de détachement dans l'emploi fonctionnel d'adjoint au secrétaire général de l'académie de Strasbourg directeur de l'appui, de l'expertise et des moyens du rectorat, responsable de la direction de l'appui, de l'expertise et des moyens, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020,

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 2020 par lequel madame Claudine MACRESY DUPORT, attachée d'administration de l'Etat hors classe, est placée en position de détachement dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Strasbourg à compter du 9 novembre 2020,

VU l'arrêté ministériel du 11 mars 2021 par lequel madame Carine PILLET, administratrice territoriale, est nommée dans l'emploi fonctionnel d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, directrice des ressources humaines du rectorat, responsable de la direction des ressources humaines, à compter du 15 mars 2021,

## ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Subdélégation de signature est donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT, secrétaire générale de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer :

1. La réception des crédits des programmes suivants et à préparer leur programmation :

- enseignement scolaire public du premier degré (BOP 140),
- enseignement scolaire public du second degré (BOP 141),
- vie de l'élève (BOP 230),
- enseignement scolaire privé du premier et second degré (BOP 139)

2. La répartition des crédits entre les unités opérationnelles et par action et par titre, suivant le schéma d'organisation financière, ainsi que les réallocations en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles.

ARTICLE 2 : Subdélégation de signature est également donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur :

1. Les budgets opérationnels de programme (BOP) centraux relatifs aux programmes suivants :

- vie étudiante (231)
- formations supérieures et recherche universitaire (150) : UO-0150-GEST-STRA (UO académique)
- soutien de la politique de l'éducation nationale (214) : 0214-GEST-STRA (UO académique)

2. BOP académiques relatifs aux programmes suivants :

- enseignement scolaire privé du premier et second degré (139)
- enseignement scolaire public du premier degré (140)
- enseignement scolaire public du second degré (141)
- formations supérieures et recherche universitaire (150)
- vie de l'élève (230)
- soutien de la politique de l'éducation nationale (214) : 0214-GEST-STRA (UO académique)

La présente subdélégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses.

La présente subdélégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses.

ARTICLE 3 : Subdélégation de signature est également donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire du compte d'affectation spéciale du budget opérationnel de programme central, intitulé programme 723 « Gestion du patrimoine immobilier de l'état », réparti en deux BOP :

- l'un destiné à recueillir les fonds réaffectés au ministère de l'éducation nationale (BOP 723 IHC et code ordonnateur commençant par 716)
- l'autre destiné à recueillir les fonds réaffectés au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (BOP 723 IXC et code ordonnateur commençant par 742).

La présente subdélégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et des recettes.

ARTICLE 4 : Subdélégation est donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses imputées sur le BOP 354 « Administration territoriale de l'Etat » correspondant aux dépenses immobilières (loyer et charges d'exploitation) liées aux implantations en cités administratives.

ARTICLE 5 : Subdélégation de signature est également donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer les documents budgétaires et financiers relatifs à l'exécution du budget de l'entité dont le recteur est responsable.

ARTICLE 6 : Subdélégation de signature est donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer au nom du recteur les décisions relatives à la prescription quadriennale.

ARTICLE 7 : Subdélégation de signature est également donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer au nom du recteur, en sa qualité de responsable de centre de coût, les bons de commandes dans le respect des stratégies ministérielles et interministérielles d'achat, les factures et la constatation du service fait des dépenses imputées sur le BOP 723 relevant de sa compétence.

ARTICLE 8 : Les ordres de réquisition du comptable public, quel qu'en soit le montant, demeurent réservés à la signature de la préfète de la région Grand Est.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Claudine MACRESY DUPORT, subdélégation est donnée à monsieur Julien KLIPFEL, directeur de l'appui, de l'expertise et des moyens, à l'effet de signer les actes décrits dans les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6 et 7 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Claudine MACRESY DUPORT, subdélégation est donnée à madame Carine PILLET, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer les actes et décisions à incidence financière relevant de la gestion des ressources humaines.

Subdélégation est également donnée aux agents désignés dans les articles suivants :

#### **Direction de l'appui, de l'expertise et des moyens**

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Julien KLIPFEL, directeur de l'appui, de l'expertise et des moyens :

ARTICLE 11 : Subdélégation de signature est donnée à madame Corinne SCHMITT, attachée d'administration de l'état hors classe et détachée dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, responsable de la division des affaires financières, d'appui et conseil aux établissements et services (DAAFCS) organisée comme suit :

- division académique des finances (DAF) : madame Corinne SCHMITT est autorisée à signer les actes relatifs à la constatation des recettes et l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses inscrites aux budgets du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le constat du service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Corinne SCHMITT, la subdélégation de signature pourra être exercée par les agents dont le nom suit, selon le domaine de compétence de leur bureau respectif :

- bureau du budget : madame Marguerite RUDOLF, ingénieure d'études.
- centre de services partagés (CSP) : madame Marguerite RUDOLF, ingénieure d'études. Sont autorisés à valider les différents actes dans l'applicatif CHORUS les agents suivants : monsieur Sébastien LEONARD et madame Lise BACONNAIS, adjoints au chef de bureau.

NB : certains agents exerçant leurs fonctions au sein de la DAF sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) de la région Grand Est. Les noms sont recensés dans l'annexe 1 (a, b, c) jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

- division d'appui et de conseil aux établissements et services (DACES) : madame Corinne SCHMITT est autorisée à signer les demandes de mise en paiement des honoraires d'avocats intervenant au nom du rectorat, des frais et indemnités relatifs à l'exécution des jugements et des frais et rentes liés aux accidents scolaires et des frais engendrés par la mise en œuvre de la protection fonctionnelle des agents de l'état. Elle validera les instructions dans l'application DEMACT (contrôle budgétaire et de légalité des actes des EPLE)

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Corinne SCHMITT, la subdélégation de signature pourra être exercée par les agents dont le nom suit, chacun pour ce qui concerne les affaires de son bureau :

- service du contrôle budgétaire et de légalité des actes des EPLE : madame Jeanne-Lise ZINGERLE, responsable du service du contrôle budgétaire et de légalité des actes des EPLE.
- bureau juridique de la vie scolaire : madame Hélène FAUTH, responsable du bureau juridique de la vie scolaire.

ARTICLE 12 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Patrice CHAPTARD, ingénieur de recherche classe normale, responsable de la division des systèmes d'information (DSI), à l'effet de signer les prescriptions de dépenses relatives aux attributions de son service ainsi que les frais de mission des personnels qui y sont affectés.

ARTICLE 13 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Christophe SEGUINAUD, personnel de direction détaché dans les fonctions d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable de la division des examens et concours (DEC) à l'effet de signer les états de frais de déplacement et de frais de mission ainsi que les autres documents financiers relatifs aux attributions de son service.

NB : certains agents, notamment les responsables de bureau, exerçant leurs fonctions au sein de la DEC sont autorisés à effectuer des saisies dans l'application IMAG'IN et à les exporter vers les services financiers. Les noms sont recensés dans l'annexe 2 (a, b, c, d, e) jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 14 : Subdélégation de signature est donnée à madame Anne SCHLOESSLIN-PACARY, attachée principale d'administration de l'état, responsable de la division de l'organisation scolaire (DOS) à l'effet de signer les documents financiers relatifs au domaine de compétence de son service, notamment ceux qui concernent l'attribution et la gestion des crédits pédagogiques destinés aux établissements du second degré et des fonds sociaux.

NB : les agents exerçant leurs fonctions au sein de la DOS sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) d'Alsace et à les valider. Les noms de ces gestionnaires sont recensés dans l'annexe 5 a, b (DOS), jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 15 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Richard CHANTIER, personnel de direction, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIC), à l'effet de prescrire une demande d'achat relative aux attributions de son service ainsi que de signer les frais de mission des personnels qui y sont affectés.

## Direction des ressources humaines

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Carine PILLET, directrice des ressources humaines :

ARTICLE 16 : Subdélégation de signature est donnée à madame Evelyne GRUNDLER, attachée principale d'administration de l'état et détachée dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, responsable de la division des personnels enseignants (DPE) à l'effet de signer les actes relatifs à l'ordonnancement des recettes et des dépenses concernant la gestion financière, la rémunération principale et les accessoires aux traitements des personnels enseignants titulaires et non titulaires gérés par la DPE, ainsi que des maîtres et documentalistes des établissements d'enseignement privé du premier et second degré sous contrat d'association et des maîtres agréés sous contrat simple. Elle est également autorisée à signer les décisions qui concernent l'attribution et la gestion des moyens destinés aux établissements privés du premier degré et du second degré et des fonds sociaux.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Evelyne GRUNDLER, les actes et décisions énumérés dans l'article 16 pourront être signés par monsieur Raphaël MANIERE, attaché d'administration de l'Etat, nommé dans les fonctions d'adjoint à la responsable de division.

La subdélégation de signature pourra également être exercée par les chefs de bureau suivants, dans les limites des attributions de leur bureau respectif.

- bureau de l'enseignement littéraire et artistique (DPE1) dont la responsable est madame Céline MENAUT, attachée d'administration de l'état.
- bureau de l'enseignement technologique, scientifique et de l'éducation physique et sportive (DPE2) dont la responsable est madame Nathalie GROUT, attachée principale d'administration de l'Etat.
- bureau du remplacement et du recrutement (DPE3) dont la responsable est madame Sandrine WEISS, attachée d'administration de l'état.
- bureau de l'enseignement privé (DPE4) dont la responsable est madame Angèle HOELLINGER, attachée d'administration de l'état.

NB : les agents exerçant leurs fonctions au sein de la DPE sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) d'Alsace et à les valider. Les noms de ces gestionnaires sont recensés dans l'annexe 3 a, b, c, d (DPE), jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 17 : Subdélégation de signature est donnée à madame Florence MONG, attachée principale territoriale et détachée dans l'emploi d'administrateur à l'éducation nationale, responsable de la division des personnels d'administration et d'encadrement (DPAE), à l'effet de signer les actes relatifs à l'ordonnancement des recettes et des dépenses concernant la gestion financière, la rémunération principale et les accessoires aux traitements des personnels gérés par son service. Subdélégation est également donnée à Mme Florence MONG, à l'effet de signer les pièces justificatives, les documents comptables et les décisions à incidence financière afférents aux attributions de son service.

La subdélégation de signature pourra également être exercée par les chefs de bureau suivants, dans les limites des attributions de leur bureau respectif.

- madame Isabelle SCHMITT, attachée principale d'administration de l'état, responsable du bureau de gestion des personnels d'inspection, de direction, d'orientation, d'éducation, de surveillance et du recrutement des apprentis et des étudiants en contrat de préprofessionnalisation (DPAE1)
- madame Marie-Claire STRAUSS, attachée principale d'administration de l'état, responsable du bureau des personnels d'administration, techniques, de laboratoire, sociaux et de santé et des ITRF (ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation) titulaires et non titulaires (DPAE2)
- Mme Gaëlle LE-BERRE, attachée principale d'administration de l'état, responsable du bureau des accidents de service et des maladies professionnelles, du suivi des postes adaptés, de l'action sociale et référente chômage (DPAE4)

NB : les agents exerçant leurs fonctions au sein de la DPAE sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) d'Alsace et à les valider. Les noms de ces gestionnaires sont recensés dans l'annexe 4 a b c (DPAE), jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 18 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Eric BIENTZ, attaché principal d'administration de l'état, responsable du bureau coordination académique paye, coordinateur académique paye et de l'application nationale Emplois, Postes, Personnels (EPP) Agora, à l'effet de signer les documents financiers relatifs aux attributions de son bureau. L'adjointe au responsable (cf. annexe 4 d) du bureau est également autorisée à effectuer des saisies dans les applications reliées à la DRFIP et à les valider.

ARTICLE 19 : Subdélégation de signature est donnée à madame Karine MULLER, professeure certifiée d'éducation musicale hors classe, correspondante académique « handicap », à l'effet de signer les documents financiers ayant trait au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

ARTICLE 20 : Subdélégation de signature est donnée à madame Emmanuelle PERNOUX-METZ, déléguée académique à la formation des personnels (DAFOR) et déléguée académique à la formation des personnels d'encadrement (DAFPE) à l'effet de signer les ordres de mission et les documents financiers relatifs aux attributions de son service. Madame PERNOUX-METZ est autorisée à valider les données saisies dans l'application GAIA et à les exporter vers les services financiers. La subdélégation pourra être exercée par madame Anne STEIMER, attachée principale d'administration de l'état, en tant que responsable administrative et financière de la DAFOR, adjointe à la déléguée académique.

NB : les agents exerçant leurs fonctions au sein de la DAFOR sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) d'Alsace, notamment l'application GAIA. Les noms de ces gestionnaires sont recensés dans l'annexe 6 (DAFOR), jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 21 : Madame Hélène GUEQUIERE, attachée principale d'administration de l'Etat, responsable de la plateforme académique (DT) « frais de déplacement » et de la plateforme académique « bourses » est autorisée à valider les saisies dans CHORUS DT des agents de son service. En l'absence ou l'empêchement de madame GUEQUIERE, la présente subdélégation pourra être exercée par madame Audrey MAETZ, adjointe à la responsable des plateformes.


NB : les agents exerçant leurs fonctions au sein des deux plateformes académiques citées plus haut sont autorisés à effectuer des saisies dans les applications reliées à la direction régionale des finances publiques (DRFIP) d'Alsace, notamment l'application CHORUS DT. Les noms de ces gestionnaires sont recensés dans l'annexe 7, jointe au présent arrêté, sans qu'il s'agisse pour autant juridiquement d'une délégation de signature.

ARTICLE 22 : La délégation de signature consentie à la secrétaire générale d'académie et à l'adjoint à la secrétaire générale d'académie sera conférée par un arrêté rectoral, au chef de service chargé de l'intérim, en cas d'absence simultanée de la secrétaire générale d'académie et des adjoints à la secrétaire générale.

ARTICLE 23 : L'arrêté du 21 octobre 2021 est abrogé.

ARTICLE 24 : La secrétaire générale de l'académie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg le 4 mars 2022



Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.*

## ANNEXES A L'ARRÊTE N° 7 / 2022

### 1. Annexe 1 (DAF/DAJ/DAAFCE)

- a. Bureau des budgets :
  - madame Marguerite RUDOLF, responsable du bureau
  - monsieur Philippe ANDRE
  - madame Fanny SCHALWIG
  
- b. Cellule achats :
  - monsieur Guy FEUERBACH
  - monsieur Sylvain GOUYEC
  
- c. Centre de services partagés (CSP)
  - madame Marguerite RUDOLF, responsable du bureau
  - monsieur Sébastien LEONARD, adjoint au chef de bureau
  - madame Lise BACONNAIS, adjointe au chef de bureau
  - madame Marie FROSSARD
  - madame Catalina GRECU
  - monsieur Matthieu LEGRAND
  - madame Muriel LEPAGE
  - madame Karen PORTZ
  - monsieur Sylvain GOUYEC
  - madame Fanny SCHALLWIG
  
- d. Bureau juridique de la vie scolaire
  - madame Hélène FAUTH, responsable du bureau
  - madame Corinne DESMAISON
  
- e. Bureau du contrôle de légalité des EPLE
  - madame Jeanne-Lise ZINGERLE, responsable du bureau
  - madame Marie-Laure BUSSINGER
  - madame Marie-Clotilde KINTZ
  - monsieur Gérald OMEYER

### 2. Annexe 2 (DEC)

- a. Bureau des concours, de la VAE et des examens post-bac (DEC 1)
  - madame Myriam MARINELLI, responsable du bureau
  
- b. Bureau de la voie professionnelle (DEC2)
  - monsieur Mickael PONCHON, responsable du bureau
  
- c. Bureau des diplômes du second degré général et technologique (DEC3)
  - madame Pascale VIAUZELANGE, responsable du bureau
  
- d. Bureau des diplômes professionnels (DEC4)
  - monsieur Brice HARTMANN, responsable du bureau
  
- e. Cellule financière de la DEC
  - madame Christiane LECERF, responsable du bureau

### **3. Annexe 3 (DPE)**

#### **a. Bureau de l'enseignement littéraire et artistique (DPE1) :**

- madame Anne WINTZERITH, adjointe au chef de bureau
- madame Anne-Claire HUGEL
- madame Sylvie MULLER
- madame Audrey DESCHLER
- madame Martine SCHUSTER-ROBINET
- madame Christine FASSEL
- madame Vanessa GABRIEL
- madame Gaëlle BINACCHI
- madame Mélanie MAURER
- madame Bénédicte VANDEKERCKHOVE
- madame Zohra ZERRI

#### **b. Bureau de l'enseignement scientifique, technologique et EPS (DPE2)**

- madame Valérie FRITSCH, adjointe au chef de bureau
- monsieur Nicolas FAZI
- madame Claire PINA
- madame Pascale KOSCHIG
- madame Françoise FRISON
- madame Anne-Bénédicte JOUVE
- madame Clara MARINHO
- madame Amandine VIERLING
- madame Véronique FLIPO
- madame Marie-Amandine LEJEUNE
- madame Sylvaine MARIE
- madame Laetitia HISTEL

#### **c. Bureau du remplacement et du recrutement (DPE3)**

- madame Sandrine VICENTE, adjointe au chef de bureau
- madame Sylvie WERLING
- madame Rachida BELBEKOUICHE
- madame Alina KNOPP
- madame Ophire MARSCHALL
- madame Sonia CHELBI
- madame Edith NOEL
- madame Marie STRASSER

#### **d. Bureau de l'enseignement privé (DPE4)**

- madame Sabrina DEHE, gestionnaire coordonatrice
- madame Stéphanie MEYER, gestionnaire coordonatrice
- madame Sonia WEBER
- madame Laura HOESSLER
- madame Jessica BOTT
- monsieur François SIFFER
- madame Ludivine FIQUET
- madame Michèle BENA

### **4. Annexe 4 (DPAE)**

#### **a. Bureau des personnels d'inspection, de direction, d'orientation, d'éducation, de surveillance et du recrutement des apprentis et des étudiants en contrats de préprofessionnalisation (DPAE1)**

- madame Brigitte RITZENTHALER, adjointe au chef de bureau
- madame Valérie BEHRA
- madame Corine BENATCHI
- madame Marie-Eve RADOUX-BAZZINI



b. Bureau des personnels d'administration, techniques, sociaux et de santé et des ITRF (Ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation) – (DPAE2)

- monsieur Mickaël DOUVIER, adjoint à la responsable de bureau
- madame Margot HUBERT
- madame Anne-Claire BRUBACH
- madame Rachel GATTY
- madame Florence MULLER
- madame Fanny SAVARY-OMEYER
- madame Julie PLUWAK
- madame Natacha URSIN
- madame Isabelle CREPIN
- madame Adeline BERTIN

c. Bureau des accidents de service et maladies professionnelles, du suivi des postes adaptés, de l'action sociale et référent chômage - (DPAE4)

Action sociale

- madame Jennifer DAHBI
- madame Marie-Anne TASSINARI

Accidents de service

- madame Catherine FRANTZEN
- madame Adeline BERTIN
- madame Nathalie SCHMITT
- madame Anne ANDRE

d. bureau coordination académique paye, coordinateur académique paye et EPP Agora, à l'effet de signer les documents financiers

- madame Lise GUYOT, adjointe au chef de bureau, coordonnateur académique paye

**5. Annexe 5 (DOS)**

a. bureau des crédits, des moyens spécifiques et du contrôle des emplois du second degré

- monsieur Denis SCHALL, chef de bureau
- madame Carine HERRBACH, adjointe au chef de bureau

b. bureau des crédits, des moyens spécifiques et du contrôle des emplois (autres)

- madame Aurélie KAETZEL
- madame Elodie SIGWALT

**6. Annexe 6 (DAFOR)**

- madame Claudine DIEBOLD
- madame Audrey HECKMANN
- madame Justine HILD
- madame Béatrice KORMANN
- madame Géraldine PAHOFFER
- madame Jacqueline-Nicole RECHT
- madame Cécile SCHMITT
- monsieur Dominique STOPPANI

**7. Annexe 7 (Plateformes académiques)**

*Plateforme « Frais de déplacement académique » (DT)*

- madame Catherine COULON
- madame Françoise DESNOYER
- madame Agnès GORLERO
- madame Louise LE-GUERNEVEL

*Plateforme « Bourses » académique*

- madame Martine KLEM, adjointe à la responsable
- madame Mélanie CUPILLARD
- madame Gnagna DIOP
- madame Stéphanie GRICHE
- madame Charlotte HEINRICH
- madame Sonia KUNTZ
- madame Melike SERIN

Strasbourg le 4 mars 2022



Olivier FARON

Recteur de l'académie de Strasbourg



Arrêté n°8 /2022 publié  
au RAA Grand Est du

## **LE RECTEUR DE L'ACADEMIE**

**VU** le code de l'éducation,

**VU** le code des collectivités territoriales,

**VU** le code de justice administrative,

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

**VU** le décret n° 2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques,

**VU** le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**VU** le décret n° 2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement,

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant madame Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand-Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin,

**VU** le décret du 2 mars 2022 nommant monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg,

**VU** l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/117 du 4 mars 2022 par lequel la préfète de la région Grand-Est a délégué sa signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions relatives au contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement, ainsi que les autorisations de désaffectation des biens meubles et immeubles utilisés par les établissements d'enseignement et de formation et l'a autorisée à subdéléguer sa propre signature,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/120 du 4 mars 2022 par lequel la préfète de la région Grand-Est a délégué sa signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué responsable de budget opérationnel de programme régional et d'unité opérationnelle à fin de recevoir les crédits relatifs à son domaine de compétences et de procéder à l'ordonnancement des recettes et des dépenses et l'a autorisé à subdéléguer sa propre signature,

**VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2020 par lequel monsieur Julien KLIPFEL, attaché principal d'administration de l'Etat, est placé en position de détachement dans l'emploi fonctionnel d'adjoint au secrétaire général d'académie, responsable de la direction de l'appui, de l'expertise et des moyens, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020,

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 2020 par lequel madame Claudine MACRESY DUPORT, attachée d'administration de l'Etat hors classe, est nommée et placée en position de détachement dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Strasbourg à compter du 9 novembre 2020,

VU l'arrêté ministériel du 11 mars 2021 par lequel madame Carine PILLET, administratrice territoriale, est nommée dans l'emploi fonctionnel d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, directrice des ressources humaines du rectorat, responsable de la direction des ressources humaines, à compter du 15 mars 2021,

## ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Subdélégation de signature est donnée à madame Claudine MACRESY DUPORT à l'effet de signer :

- tout acte et décision en matière d'organisation et de fonctionnement des services académiques,
- l'ensemble des actes et décisions concernant les affaires des services placés sous l'autorité du recteur, actes et décisions se rapportant à la mise en œuvre de la politique éducative relative aux enseignements primaires, secondaires et supérieurs ainsi qu'aux établissements publics et privés qui les dispensent,
- les autorisations de désaffectation de biens meubles et immeubles utilisés par les établissements d'enseignement et de formation, dans les conditions fixées par la circulaire du 9 mai 1989,
- tout acte et décision en matière de gestion du personnel concernant, d'une part, les fonctionnaires dont la notation-évaluation au sens de l'article 12 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 est arrêtée par le recteur et, d'autre part, les agents contractuels de droit public ou ceux relevant du code du travail et dont le contrat est conclu par le recteur, à l'exception des membres des corps des professeurs des écoles et des instituteurs,
- les décisions accordant ou refusant la protection fonctionnelle pour l'ensemble des personnels de l'académie, qu'ils soient fonctionnaires, stagiaires ou agents contractuels soumis au droit public ou relevant du code du travail,
- l'ensemble des actes relevant de la compétence du recteur concernant la vie étudiante,
- les mémoires en défense, quelle que soit la procédure, produits devant la juridiction administrative.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Claudine MACRESY DUPORT, subdélégation de signature est donnée à monsieur Julien KLIPFEL, directeur de l'appui, de l'expertise et des moyens, à l'effet de signer les actes indiqués dans l'article 1<sup>er</sup> à l'exception des actes relatifs à la gestion administrative des personnels. Il pourra signer les actes traités par les services de la direction dont il est responsable.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Claudine MACRESY DUPORT, subdélégation de signature est donnée à madame Carine PILLET, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer :

- les actes relevant du domaine des ressources humaines, y compris les mémoires en défense produits devant la juridiction administrative,
- les décisions accordant ou refusant la protection fonctionnelle pour l'ensemble des personnels de l'académie, qu'ils soient fonctionnaires, stagiaires ou agents contractuels soumis au droit public ou relevant du code du travail.

Subdélégation de signature est également donnée aux agents désignés dans les articles suivants :

### **Direction de l'appui, de l'expertise et des moyens**

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Julien KLIPFEL, directeur de l'appui, de l'expertise et des moyens :

ARTICLE 4 : Subdélégation de signature est donnée à madame Corinne SCHMITT, attachée d'administration de l'Etat hors classe et détachée dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, responsable de la division des affaires financières, d'appui et conseil aux établissements et services (DAAFCS) à l'effet de signer :

- les actes, décisions et courriers relatifs aux affaires financières,
- les actes, décisions et courriers relatifs aux affaires juridiques, y compris les mémoires en défense et les notes en délibéré produits devant les juridictions administratives et, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Claudine MACRESY DUPORT, de monsieur Julien KLIPFEL et de madame Carine PILLET, les mémoires liés aux procédures de référé,
- les actes, décisions et courriers relatifs au contrôle de légalité des actes des établissements publics locaux d'enseignement,
- les autorisations de désaffectation de biens meubles et immeubles utilisés par les établissements d'enseignement et de formation dans les conditions fixées par la circulaire du 9 mai 1989.

ARTICLE 5 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Patrice CHAPTARD, ingénieur de recherche de classe normale, responsable de la direction des systèmes d'information Grand Est (DSIGE), à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service.

ARTICLE 6 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Christophe SEGUINAUD, administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable de la division des examens et concours (DEC) à l'effet de signer :

- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs à l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur,
- les circulaires d'organisation des examens et concours,
- les convocations aux épreuves écrites et orales, aux corrections, aux interrogations des élèves ainsi que les convocations aux jurys,
- la délivrance d'attestations de réussite aux examens et de duplicatas de relevés de notes.

ARTICLE 7 : Subdélégation de signature est donnée à madame Anne SCHLOESSLIN-PACARY, attachée principale d'administration de l'Etat, responsable de la division de l'organisation scolaire (DOS) à l'effet de signer au nom du recteur les actes et les courriers relatifs à l'organisation pédagogique des établissements publics du second degré et à la gestion des moyens et crédits de ces établissements ainsi qu'à la gestion des moyens non-enseignants de l'académie.

ARTICLE 8 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Sylvain DAUBREE, attaché principal de l'INSEE, responsable de la division de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service.

ARTICLE 9 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Gilles CARON, ingénieur régional de l'équipement scolaire et universitaire, responsable de la direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE) à l'effet de signer au nom du recteur les actes et courriers relatifs aux missions académiques dont il a la charge.

ARTICLE 10 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Stéphane KLEIN, personnel de direction hors classe, responsable du service académique d'information et d'orientation (SAIO), à l'effet de signer au nom du recteur les actes, décisions et courriers relatifs aux procédures d'orientation et d'affectation dans l'enseignement du second degré.

ARTICLE 11 : Subdélégation de signature est donnée à madame Isabelle WOLF, inspectrice de l'éducation nationale du second degré, déléguée académique aux relations européennes, internationales, à la coopération et aux langues vivantes (DARILV), à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service.

ARTICLE 12 : Subdélégation de signature est donnée à madame Peggy GATTONI, professeure des lycées professionnels, déléguée académique à l'action culturelle (DAAC), à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service. La présente subdélégation, en l'absence de madame GATTONI, sera exercée par monsieur Emmanuel CLAERR, professeur agrégé de classe normale, délégué académique à l'action culturelle (DAAC) par intérim.

ARTICLE 13 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Richard CHANTIER, personnel de direction, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIIC), à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service et à la recevabilité des candidats à une validation des acquis de l'expérience (VAE).

## **Direction des ressources humaines**

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Carine PILLET, directrice des ressources humaines :

ARTICLE 14 : Subdélégation de signature est donnée à madame Evelyne GRUNDLER, attachée principale d'administration de l'Etat et détachée dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, responsable de la division des personnels enseignants (DPE) à l'effet de signer :

- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs à la gestion des personnels enseignants titulaires et non titulaires, notamment les arrêtés de promotion et d'échelon,
- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs à la gestion des maîtres et documentalistes des établissements d'enseignement privé du premier et second degré sous contrat d'association et des maîtres agrégés sous contrat simple, à l'exception des résiliations de contrats et des retraits d'agrément en cas d'insuffisance professionnelle et des sanctions disciplinaires et suspensions, réservés à la signature de madame Carine PILLET, directrice des ressources humaines,
- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs à la gestion des personnels enseignants délégués des établissements d'enseignement privé du second degré sous contrat.

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Evelyne GRUNDLER, les actes et décisions énumérés dans les trois alinéas précédents pourront être signés par monsieur Raphaël MANIERE, attaché d'administration de l'Etat, nommé dans les fonctions d'adjoint à la responsable de division.

En outre, subdélégation de signature est donnée aux chefs de bureau désignés plus loin pour signer les ampliations, extraits conformes d'arrêtés, d'actes ou de décisions, chacun selon son domaine de compétences :

- bureau de l'enseignement littéraire et artistique (DPE1) dont la responsable est madame Céline MENAUT, attachée d'administration de l'Etat.
- bureau de l'enseignement technologique, scientifique et de l'éducation physique et sportive (DPE2) dont la responsable est madame Nathalie GROUT, attachée principale d'administration de l'Etat.
- bureau du remplacement et du recrutement (DPE3) dont la responsable est madame Sandrine WEISS, attachée d'administration de l'Etat.
- bureau de l'enseignement privé (DPE4) dont la responsable est madame Angèle HOELLINGER, attachée d'administration de l'Etat.

ARTICLE 15 : Subdélégation de signature est donnée à madame Florence MONG, attachée principale territoriale et détachée dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, responsable de la division des personnels d'administration et d'encadrement (DPAE) à l'effet de signer :

- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs à la gestion des personnels d'inspection, de direction, d'orientation, d'éducation, de surveillance ainsi que des personnels de laboratoire, des personnels d'administration, techniques, sociaux et de santé (ATSS) et des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF), titulaires et non-titulaires,
- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, nécessaires au recrutement des apprentis et des étudiants en contrat de préprofessionnalisation,
- les actes, décisions et courriers qui concernent son service, relatifs aux pensions du régime local d'Alsace et de Moselle et les actes relatifs aux dossiers de pension du régime spécial des fonctionnaires,

- les décisions d'attribution des allocations d'aide au retour à l'emploi,
- les décisions d'imputabilité au service des accidents de travail et de service et des maladies professionnelles,
- les opérations d'inventaire relatives aux comptes épargne temps (CET) des personnels de l'académie de Strasbourg.

Subdélégation de signature est donnée aux chefs de bureau désignés plus loin pour signer les ampliations, extraits conformes d'arrêtés, d'actes ou de décisions, chacun selon son domaine de compétences :

- bureau des personnels d'inspection, de direction, d'orientation, d'éducation, de surveillance et du recrutement des apprentis et des étudiants en contrat de préprofessionnalisation (DPAE1), dont la responsable est madame Isabelle SCHMITT, attachée principale d'administration de l'Etat.
- bureau des personnels d'administration, techniques, sociaux et de santé, des services sociaux et des ITRF (Ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation) titulaires et non-titulaires (DPAE2), dont la responsable est madame Marie-Claire STRAUSS, attachée principale d'administration de l'Etat.
- bureau des accidents de service et maladies professionnelles, du suivi des postes adaptés, de l'action sociale et référent chômage (DPAE4), dont la responsable est madame Gaëlle LE-BERRE, attachée principale d'administration de l'Etat.
- bureau (DPAE5) de la gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences (GPEEC), dont la responsable est madame Sandra ESTEVE-JADLO, attachée d'administration de l'Etat.

ARTICLE 16 : Subdélégation de signature est donnée à monsieur Eric BIENTZ, attaché principal d'administration de l'Etat, coordonnateur académique paye, à l'effet de signer au nom du recteur les actes et courriers relatifs à la gestion des rémunérations des personnels de l'académie en ce qu'ils concernent les relations avec la direction régionale des finances publiques.

ARTICLE 17 : Subdélégation de signature est donnée à madame Emmanuelle PERNOUX-METZ, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, déléguée académique à la formation continue des personnels (DAFOR) et déléguée académique à la formation des personnels d'encadrement (DAFPE) à l'effet de signer au nom du recteur la correspondance courante touchant à l'instruction des affaires traitées par son service.

ARTICLE 18 : L'arrêté du 4 octobre 2021 est abrogé.

ARTICLE 19 : La secrétaire générale de l'académie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg le 4 mars 2022



Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg

## LE RECTEUR DE L'ACADEMIE

VU le Code de l'éducation,

VU le décret 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du Ministère de l'éducation nationale,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique,

VU le décret du 2 mars 2022 nommant monsieur Olivier FARON, professeur des universités de classe exceptionnelle, recteur de l'académie de Strasbourg

VU la nomination de monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE dans les fonctions de directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin à compter du 15 juillet 2020,

VU le décret du 29 avril 2019 et l'arrêté du 10 mai 2019 nommant madame Valérie BISTOS dans l'emploi de directrice académique adjointe des services de l'Education nationale du Bas-Rhin,

VU l'arrêté du 27 janvier 2017 nommant monsieur Jean-Baptiste LADAIQUE, inspecteur de l'éducation nationale dans l'emploi d'adjoint au directeur des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin, chargé de la coordination de l'enseignement du premier degré,

VU l'arrêté du 7 octobre 2020 nommant monsieur Eric BIGOT, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général de la direction des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin,

### ARRÊTE :

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à monsieur Jean Pierre Geneviève, directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin,

1. pour prononcer à l'égard des personnels appartenant au corps des professeurs des écoles (arrêté du 28 août 1990) et au corps des instituteurs (arrêté du 12 avril 1988) les décisions relatives :

- à la nomination
- à la titularisation
- à l'affectation
- à la mutation
- à la notation
- à l'avancement d'échelon



- à l'octroi et au renouvellement des congés prévus par l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat : congé annuel, y compris les congés bonifiés ; congé de maladie ; congé de longue maladie ; congé de longue durée ; congé pour maternité ou pour adoption ; congé de paternité ; congé de formation professionnelle ; congé pour bilan de compétences ; congé de formation syndicale ; congé pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs ; congé de solidarité familiale ; congé pour siéger comme représentant d'une association ou d'une mutuelle, dans une instance consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale
  - à la mise en position de congé parental
  - au congé pris en application de l'article 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (activité dans la réserve opérationnelle)
  - à l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel
  - à l'autorisation de travailler à temps partiel pour raisons thérapeutiques
  - aux autorisations spéciales d'absence
  - à l'octroi et au renouvellement des périodes de disponibilité
  - à la prolongation d'activité
  - à la mise en position de non-activité
  - à l'inscription sur liste d'aptitude
  - à l'établissement des tableaux d'avancement et à l'avancement de grade
  - à la mise en position de détachement dans un emploi conduisant à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite et relevant du ministre chargé de l'éducation
  - à la mise à disposition dans les conditions prévues à l'article 13 du décret n° 2007-632 du 27 avril 2007 relatif à l'adaptation du poste de travail de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation
  - à l'affectation sur postes adaptés
  - à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de directeur d'école
  - à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire
  - au reclassement
  - à la formation initiale et continue
  - aux cumuls d'activités et de rémunérations
  - à la mise en œuvre de la procédure disciplinaire et au prononcé des sanctions du 1er et du 2<sup>e</sup> groupe
  - à la radiation des cadres des personnels du 1<sup>er</sup> degré
2. pour assurer la gestion des directeurs adjoints de section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)
3. pour assurer la gestion administrative et financière des professeurs des écoles stagiaires
4. pour procéder au recrutement et à la gestion des personnels désignés ci-après :
- des contractuels bilingues
  - des intervenants extérieurs dans les écoles
  - des assistants d'éducation chargés des fonctions d'aide à l'accueil et à l'intégration des élèves handicapés
  - des vacataires médico-sociaux
  - des vacataires, des agents contractuels d'enseignement religieux
5. pour viser le compte-rendu de l'entretien professionnel prévu par le décret du 28 juillet 2010 concernant les personnels administratifs et techniques
6. pour accorder les agréments aux catéchistes et aux catéchètes
7. pour l'ouverture et la fermeture des classes dans le 1<sup>er</sup> degré

8. pour prononcer l'affectation des élèves dans les collèges et les lycées, ainsi que l'admission dans les classes et sections internationales, à l'école européenne de Strasbourg ainsi que dans les classes, quel qu'en soit le niveau et la spécificité, dans lesquelles l'admission est soumise à évaluation préalable,
9. pour prendre les mesures relatives au contrôle de l'instruction dans les familles
10. pour décider de l'implantation des emplois d'enseignants dans les écoles et de l'ouverture des sections bilingues
11. pour arrêter l'organisation de la semaine scolaire des écoles et l'aménagement du temps scolaire dans les écoles
12. pour arrêter la composition de la commission d'appel compétente en matière d'orientation des élèves et mettre en place des sous-commissions en application de l'arrêté du 14 juin 1990
13. pour décider de l'acquisition du matériel destiné aux élèves atteints d'un handicap
14. pour présider le conseil de discipline départemental compétent
15. pour prononcer, dans les circonstances prévues à l'article R 511-44 du code de l'éducation, les sanctions disciplinaires applicables aux élèves de collèges et lycées.
16. pour répartir les crédits pédagogiques concernant le premier degré et ceux relatifs aux déplacements liés à la formation des personnels du premier degré.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE, délégation de signature est donnée à madame Valérie BISTOS, inspectrice de l'éducation nationale, directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale. En cas d'absence ou d'empêchement de madame Valérie BISTOS, la délégation de signature pourra être exercée par monsieur Eric BIGOT, secrétaire général en charge de la plate-forme du 1<sup>er</sup> degré et des services administratifs de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Bas-Rhin. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Eric BIGOT, la délégation de signature pourra être exercée par monsieur Jean-Baptiste LADAIQUE, inspecteur de l'éducation nationale, adjoint au directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin.

ARTICLE 3 : L'arrêté rectoral du 20 septembre 2021 est abrogé.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de l'académie, le directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg le 4 mars 2022



Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg

Arrêté n° 11/2022 publié  
au RAA Grand Est du

## **LE RECTEUR DE L'ACADEMIE**

VU le code de l'éducation,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances,

VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

VU l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique,

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant madame Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin,

VU le décret du 24 juillet 2019 nommant monsieur Jean-Marc HUART, recteur de la région académique Grand Est, recteur de l'académie de Nancy-Metz,

VU le décret du 2 mars 2022 nommant monsieur Olivier FARON, professeur des universités de classe exceptionnelle, recteur de l'académie de Strasbourg,

VU l'arrêté préfectoral n°2022-120 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions relatives à l'ordonnancement secondaire des programmes dont il est responsable,

VU l'arrêté préfectoral n°2022-117 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de recevoir les actes des établissements publics locaux d'enseignement et d'en assurer contrôle de légalité,

VU l'arrêté préfectoral n°2022-118 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de signer les décisions relatives à la prescription quadriennale ou au relèvement de la prescription,

VU l'arrêté préfectoral n°2020-120 du 4 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Olivier FARON, recteur de l'académie de Strasbourg, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur l'UO académique 214,

VU la nomination de monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE dans les fonctions de directeur académique des services de l'Education nationale du Bas-Rhin, avec effet du 15 juillet 2020,

VU le décret du 29 avril 2019 et l'arrêté du 10 mai 2019 nommant madame Valérie BISTOS dans l'emploi de directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin,

VU l'arrêté du 7 octobre 2020 portant nomination de monsieur Eric BIGOT, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Bas-Rhin à compter du 2 novembre 2020,

## ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE, directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin, à l'effet de signer au nom du recteur, dans la limite des délégations accordées à celui-ci par les arrêtés préfectoraux susvisés, les pièces et opérations relatives au paiement des rémunérations et de leurs accessoires versés aux personnels du premier degré dont la gestion est assurée par le directeur académique dans le cadre de la plate-forme académique du premier degré.

La délégation de signature s'étend également

- aux actes d'engagement et de liquidation des vacances relatives à l'entretien des locaux des inspections de l'enseignement primaire
- aux frais de changement de résidence
- à la gestion financière des assistants d'éducation-auxiliaires de vie scolaire
- à l'acquisition des matériels pour élèves handicapés
- à la prescription quadriennale ou à son relèvement
- à la gestion financière des crédits pédagogiques du premier degré et ceux relatifs aux déplacements et à la formation des personnels du premier degré.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE, délégation de signature est donnée à madame Valérie BISTOS, inspectrice de l'éducation nationale, directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale. En cas d'absence ou d'empêchement de madame Valérie BISTOS, la délégation de signature pourra être exercée par monsieur Eric BIGOT, secrétaire général en charge de la plate-forme du 1<sup>er</sup> degré et des services administratifs de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Bas-Rhin. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Eric BIGOT, la délégation de signature pourra être exercée par monsieur Jean-Baptiste LADAIQUE, inspecteur de l'éducation nationale, adjoint au directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des agents mentionnés à l'article 2, la délégation de signature consentie par le présent arrêté pourra être exercée dans la limite de leurs attributions, par les agents désignés ci-dessous :

Madame Anne JULLIERE, attachée d'administration de l'Etat, cheffe de la division du premier degré. En cas d'absence ou d'empêchement de madame JULLIERE, délégation de signature est donnée à madame Nathalie REGNOUF, secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Madame Peggy KREMPP-ARCHER, secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, chef du bureau formation initiale et continue, division du premier degré

Madame Danièle MAZAMET, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du bureau des moyens, division du premier degré et, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2021, par monsieur Karl SZARVAS, attaché d'administration de l'Etat  
Madame Catherine WOLFF, attachée d'administration de l'Etat, cheffe du bureau de la gestion individuelle, division du premier degré

Madame Nadia KLEIN, attachée d'administration de l'Etat, cheffe de la division des élèves

Madame Isabelle JUSTER, attachée d'administration de l'Etat, cheffe de bureau à la division des élèves

Madame Caroline HULLAR, adjointe à la cheffe de la division des élèves

ARTICLE 4 : L'arrêté du 20 septembre 2020 est abrogé.

ARTICLE 5 : La secrétaire générale de l'académie et le directeur académique des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Strasbourg, le 4 mars 2022



Olivier FARON  
Recteur de l'académie de Strasbourg